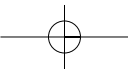
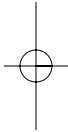
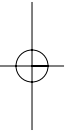


**COMMENT
PRODUIRE UNE
CRISE MONDIALE**
AVEC DOUZE PETITS DESSINS



Jeanne Favret-Saada

**COMMENT
PRODUIRE UNE
CRISE MONDIALE
AVEC DOUZE PETITS DESSINS**

LES PRAIRIES ORDINAIRES
COLLECTION « ESSAIS »

DU MÊME AUTEUR

Jeanne Favret-Saada, *Les Mots, la Mort, les Sorts. La sorcellerie dans le bocage*, Gallimard

Jeanne Favret-Saada et Josée Contreras, *Corps pour corps. Enquête sur la sorcellerie dans le bocage*, Gallimard

Jeanne Favret-Saada et Josée Contreras, *Le Christianisme et ses juifs, 1800-2000*, Le Seuil

Jeanne Favret-Saada, *Algérie 1962-1964. Essais d'anthropologie politique*, Bouchène, Paris

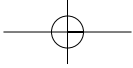
© 2007, Les Prairies ordinaires
206, boulevard Voltaire 75011 Paris
Diffusion : Les Belles Lettres
ISBN 13 : 978-2-35096-045-6
Réalisation : Les Prairies ordinaires
Conception graphique : Maëlle Dault
Impression : Normandie Roto Impression

REMERCIEMENTS

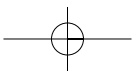
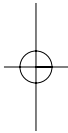
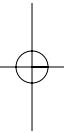
*Au Danemark,
j'ai pu m'entretenir, parfois très longuement, avec Pernille
Ammitzbøll, Helle Merete Brix, Kaare Bluitgen, Lars
Hedegard, Gerard Lehman, Tina Maggaard, Mehdi Mozaf-
fari, Ralf Pittelkow, Ibrahim Ramadan, Peter Seeberg, Fre-
derik Stjernfeld, Michael Taarnby, Jesper Vind Jensen et
Klaus Wivel.*

*En France,
Arnaud Esquerre, Michel et Michela Gribinski, Marie-Aimée
Hélie Lucas, Jacques Jedwab, Jérôme Maucourant et Chris-
tine Salomon ont bien voulu lire et commenter certains cha-
pitres. Mohamed Sifaoui m'a facilité quelques rencontres
décisives au Danemark. Sacha Zilberfarb a fait des objections
pertinentes à deux articles que j'ai publiés dans Vacarme sur
l'affaire des dessins de Mahomet.
J'exprime à tous ma gratitude.*

*Enfin, Joséé Contreras, avec qui je partage une longue expé-
rience d'écriture, m'a aidée à mettre la dernière main à cet
ouvrage : je l'en remercie vivement.*



Un an après



En septembre 2005, le quotidien danois *Jyllands-Posten* s'inquiète de voir des artistes reculer devant les intimidations de « certains musulmans » et s'autocensurer. Le 30, il publie douze dessins figurant Mahomet – parmi lesquels des caricatures. Les dessinateurs sont immédiatement menacés de mort par des protestataires anonymes, tandis que quelques imams crient leur indignation dans les médias et exigent des excuses. En réponse, le journal invoque le droit à la liberté d'expression, tout comme le gouvernement qui a lui aussi été pris à partie. Quatre mois plus tard, « l'affaire des caricatures » s'étend à l'ensemble du monde musulman : des pays rappellent leurs ambassadeurs, des représentations diplomatiques danoises et parfois celles de l'Union européenne sont attaquées, les produits danois boycottés. Les grandes organisations internationales et plusieurs gouvernements européens tentent en vain de calmer les « sentiments religieux offensés ». Le *Jyllands-Posten* et le Premier ministre danois « regrettent » que « la sensibilité religieuse de millions de musulmans » ait pu être « blessée ». Sans pour autant mettre fin à la crise : au début février 2006, la presse d'Europe continentale, prenant à son compte la cause de la liberté

UN AN APRÈS

d'expression, republie les dessins de Mahomet. S'ensuivent, jusqu'à la mi-mars, six semaines de fureur dans les pays musulmans : des centaines de milliers de manifestants, des bâtiments incendiés (surtout des ambassades et des églises), des biens pillés ou détruits. Et près de cent quarante morts.

Ici, je n'entends nullement prendre position sur l'islam – sur ce qu'il est, sur ce qu'il devrait être –, mais seulement sur ce que toutes les religions, entre lesquelles l'islam, doivent accepter des institutions séculières, tant nationales qu'internationales. Cet essai pose l'existence d'une communauté de citoyens, d'un « nous » a-culturel et a-religieux qui rassemble tous ceux qui, à travers le monde, adhèrent au principe de séparation de la société civile et de la société religieuse : athées, croyants qui refusent d'être réduits à leur appartenance religieuse, individus indifférents à leur groupe religieux de naissance. Ce principe, qui sous-tend la construction juridique française de la laïcité, est commun aux sociétés démocratiques : l'État n'y exerce aucun pouvoir religieux et les Églises, aucun pouvoir politique.

Je désignerai par le vocable « islamistes » les fondamentalistes pour qui l'islam constitue une doctrine indissolublement religieuse et politique, dont les impératifs absolus primeraient ceux de l'État et les droits des citoyens. Parmi les islamistes, je distinguerai un très petit lot de « jihadistes » pour signaler les adeptes de la terreur comme méthode politique. S'il incombe aux services de renseignements d'arrêter les rares terroristes¹,

1. Le Danemark en comptait entre une et deux douzaines en novembre 2006. Cf. Michael Taarnby Jensen (2006). Je le remercie de m'avoir communiqué cette étude avant publication.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

il revient aux citoyens que nous sommes de veiller à la défense des libertés et, le cas échéant, de rappeler sa nécessité à nos gouvernements ainsi qu'aux institutions internationales.

Pour en revenir à l'objet de ce livre, comment est-il possible qu'une crise d'une telle ampleur ait pu se développer en quelques mois à propos d'un si petit enjeu – la publication de douze dessins représentant le Prophète – et d'un si petit pays, le Danemark ? Celui-ci y aurait-il eu une responsabilité particulière ? La couverture médiatique de l'affaire et les incessants débats qui se sont tenus à ce sujet, au cours des mois, revenaient toujours à ce point nodal : il se disait que, bien sûr, des États musulmans et des mouvements islamistes avaient instrumentalisé l'affaire des dessins, mais que rien ne se serait produit si le Danemark n'avait au préalable fait preuve d'« islamophobie » envers ses « immigrés musulmans² ». Afin d'éclairer le problème, j'ai étudié l'histoire des relations du Danemark avec son immigration. Le résultat de ce travail (déployé dans les premiers chapitres de cet ouvrage) m'a conduite à des réflexions d'une tout autre nature : l'interprétation communément admise de l'affaire des dessins de Mahomet montre surtout que nous, Européens, avons radicalement changé de perspective, en moins d'un quart de siècle, dans notre appréciation des conflits entre laïcité et religions, entre États ou organisations internationales et religions. À gauche comme à droite.

2. Je parlerai de « racisme différentialiste ou culturel » et non d'« islamophobie » afin d'éviter la confusion avec d'autres emplois de ce terme que je récusé : pour moi, ni la critique (nécessaire) des usages politiques de l'islam, ni la critique (non moins nécessaire) de l'islam ne sont « islamophobes ».

UN AN APRÈS

Qu'on se souvienne, en effet, de l'affaire Rushdie, en 1989. La gauche européenne avait alors apporté un soutien massif à l'écrivain anglais Salman Rushdie que, depuis l'Iran, l'ayatollah Khomeini avait condamné à mort pour *Les Versets sataniques*. Quelques jours avaient suffi pour que l'intelligentsia fasse du romancier une icône de la libre création artistique, en même temps qu'une figure de la liberté dans la lignée des héros des Lumières ou des résistants au totalitarisme soviétique. En 2005, dans l'affaire des dessins de Mahomet, une partie de la gauche (danoise comme française) n'a cessé de reprocher au *Jyllands-Posten* sa « provocation raciste » des « immigrés », dont les « leaders religieux » auraient raison d'exiger des excuses. Car, selon cette partie de la gauche, il n'existe au Danemark aucune sorte de danger politique provenant des islamistes. Que des jeunes « descendants d'immigrés » se soient récemment engagés dans les rangs des jihadistes résulterait du seul « racisme » danois. Pour le reste, il n'y aurait que des « minorités ethniques persécutées » : un groupe compact de « victimes », dépourvu de divisions internes, et qu'il conviendrait de défendre en bloc³. Seront considérés comme autant de fictions bâties par des « racistes » et par « la droite » tous les propos qui sous-entendraient que les islamistes ont des objectifs politiques précis : d'une part, envers les immigrés issus de pays musulmans (les confiner au statut de « musulmans » et les contraindre à accepter le leadership d'imams fondamentalistes) ; d'autre part, envers la société et l'État

3. Sur ce problème, je dois beaucoup à Marie-Aimée Hélie Lucas, fondatrice du réseau international de solidarité Femmes sous lois musulmanes/Women Living Under Muslim Laws (WLUML).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

danois (leur imposer une gestion séparée des « musulmans » et la présence publique d'un islam intégriste).

L'étonnant est qu'à droite aussi un basculement se soit produit depuis 1990, quoique pour d'autres raisons. Au Danemark, les principaux défenseurs de Rushdie – dont un ex-ministre des Affaires étrangères qui appartient au même parti que l'actuel Premier ministre – se sont retrouvés, en 2005-2006, soutenir les « leaders musulmans offensés » par les dessins du *Jyllands-Posten*, et critiquer leur gouvernement qui refusait de faire droit aux réclamations des autorités politiques et religieuses des pays islamiques. Au-delà des péripéties proprement locales, cette droite préconisait, contre le gouvernement danois mais avec l'appui de la plupart des États et des institutions de l'Union européenne, une stratégie d'accommodements avec le monde musulman. De nombreux responsables politiques européens – dont certains avaient soutenu Salman Rushdie – ont célébré les vertus du « respect des religions », principe dont ils affirmaient la compatibilité avec une liberté d'expression « responsable ».

Si j'évoque l'affaire Rushdie, c'est qu'elle constitue un repère commode dans le renversement complet des positions politiques ces quinze dernières années. J'aurais aimé pouvoir expliquer ce renversement mais je n'ai pas trouvé assez d'analyses crédibles et circonstanciées sur lesquelles m'appuyer (il nous manque, en effet, une histoire précise de l'évolution des idées européennes relatives au monde musulman et aux immigrations : quels groupes se sont mis à penser quoi, à quel

UN AN APRÈS

moment et dans quel contexte ?). Pour ma part, je le verrais s'inscrire dans un temps plus long, prendre ses racines dans la période d'après-guerre (« l'égalité des cultures » en réaction au racisme nazi), et se nourrir du conflit israélo-palestinien puis de la réaction européenne à l'établissement pérenne des immigrés du Sud. Ce dernier phénomène, la pensée d'extrême-droite l'a annexé et ne s'est vu opposer qu'une réponse en miroir : une hétérophilie différentialiste, faisant de l'immigré une pure victime ou le support passif de « problèmes ». J'aimerais comprendre pourquoi des fractions importantes des gauches et même de certaines droites y ont sacrifié ; pourquoi elles n'ont pas enregistré la survenue des islamistes – pas seulement des terroristes, mais de tous ceux qui rejettent la séparation du religieux et du politique. L'affaire des dessins de Mahomet est l'expression actuelle de cette transformation d'ensemble et, même si de celle-ci je ne peux dire grand-chose, je pense qu'elle est loin d'être terminée.

Un an après l'éclatement de cette crise mondiale, je propose donc une lecture rétrospective de ses débuts, depuis son point d'origine : le Danemark en 2005. Lors d'un voyage que j'y ai fait en octobre et novembre 2006 pour la préparation de ce livre, j'ai été surprise d'entendre presque tous mes interlocuteurs, quelle que soit leur couleur politique, invoquer les « valeurs danoises ». Après enquête, je peux affirmer que cette expression ne renvoie quasiment jamais à la tradition religieuse du pays (le luthéranisme), ni à ses coutumes (qu'il s'agisse des traditions culinaires ou des bonnes manières), ni à

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

aucune sorte d'esprit des peuples nordiques. Les « valeurs danoises » sont, en tout et pour tout, les valeurs politiques universelles que garantit la Constitution danoise. Ce qui rassemble les Danois, c'est leur Constitution. Le 5 juin, Jour de la Constitution, est l'équivalent de ce qui serait, ailleurs, une fête nationale.

Aucun décret providentiel n'a pourtant prémuni les Danois contre le racisme : les premiers chapitres de cet ouvrage montrent qu'ils n'ont pas manqué d'y verser, comme tous les Européens, depuis l'arrivée chez eux à la fin des années 1960 d'une immigration issue des pays sous-développés. Aujourd'hui, si les « valeurs danoises » sont à ce point épurées, c'est une conséquence de l'affaire des dessins de Mahomet et des innombrables débats qu'elle a inspirés au Danemark. Au fil des mois, les critiques des islamistes ont été conduits à rejeter tout racisme et à construire une position politique qui parvienne à l'éviter.

Nous nous flattons souvent en France d'avoir conçu d'un seul coup, lors de la Révolution, la nation comme lien exclusivement politique, les droits de l'homme et la laïcité. Il est d'autant plus inattendu de trouver ces valeurs et de constater leur exceptionnelle vitalité dans un pays comme le Danemark, qui a maintenu jusqu'à ce jour un régime monarchique et une Église nationale jouissant du soutien de l'État. En cela réside l'enseignement que nous – les Français, mais aussi les démocrates et les laïcs du monde entier – pouvons tirer de l'affaire des dessins de Mahomet.

Un tableau des partis politiques danois figure à la p. 170. En cas d'hésitation sur l'identité de tel des protagonistes de ce livre, le lecteur est prié de se reporter à la p. 171, où titres et fonctions sont indiqués.

Un casse-tête politique

Jusqu'aux années 1990, le Danemark a été le pays le plus sympathique d'Europe : il présentait à la fois le charme de la tradition – un royaume unifié depuis le x^e siècle – et celui de la modernité politique, avec un régime parlementaire doté d'une rigoureuse séparation des pouvoirs et une constitution pointilleuse sur le respect des libertés.

Au milieu du xix^e siècle, sa révolution démocratique était survenue entre deux pertes territoriales (la Norvège puis les duchés du Schleswig-Holstein) qui avaient réduit ce grand pays aux dimensions d'un État nain⁴. Cette catastrophe avait suscité un vigoureux effort de réorientation idéologique : désormais le Danemark ne compterait plus sur son aristocratie conquérante, mais sur les vertus pacifiques de ses citoyens ordinaires – leur créativité, leur industrie et, surtout, leur cohésion et leur sens des responsabilités, toutes choses qu'exprime un terme intraduisible, *folkelighed*⁵. Un nouveau contrat politique reconnaissait comme titulaires de droits fondamentaux tous les habitants du

4. Knud J. V. Jespersen (2004).

5. *Folkelighed* ne se rapporte pas à l'ethnicité (au contraire du *völkisch* germanique), ni à la classe sociale (au contraire du *popular* anglais), ni au totalitarisme (au contraire de l'expression française « démocratie populaire »). *Folkelighed* renvoie à l'idéal d'une société sans classes, libre et solidaire.

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

Danemark, quel que soit leur statut juridique (étranger ou citoyen), leur origine ethnique, leur condition sociale, leur sexe ou leur âge. L'appartenance à la nation était un choix et entraînait des responsabilités envers la communauté danoise tout entière, y compris envers les personnes les moins intégrées socialement et économiquement. Chacun étant ainsi chargé de tous, les partis politiques eux-mêmes étaient priés de s'abstraire suffisamment des intérêts catégoriels pour bâtir des solutions consensuelles.

Sans doute s'agissait-il là de valeurs fondamentales qui n'informaient pas toujours ni complètement la pratique politique. Ainsi, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'antisémitisme n'avait pas plus épargné le Danemark que le reste de l'Europe chrétienne. Mais au cours des années 1930 l'ensemble de la classe politique avait rejeté les idées nazies, si bien qu'en 1943 la résistance danoise (à laquelle l'extrême-droite avait activement contribué) organisa la fuite de la quasi-totalité des juifs vers la Suède, État neutre – avec l'appui massif de la population⁶.

Depuis 1945, l'image idyllique de cette petite nation – désormais vouée aux grandes causes humanitaires – ne s'était jamais altérée. L'on se souvient de ses dénonciations obstinées du régime d'apartheid en Afrique du Sud ; de l'aide économique substantielle (1 % du PIB) et sans conditions qu'elle avait très tôt accordée aux pays en voie de développement ; et de ses contingents militaires chaque fois présents dans les opérations de maintien de la paix. Enfin, le miracle politique et social

6. Le Danemark, malgré sa neutralité proclamée en 1939, a été envahi par l'Allemagne et a dû collaborer avec l'occupant : ce fut la « politique de négociation ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

danois n'a cessé de hanter notre imaginaire démocratique : une participation électorale supérieure à 85 %, une société civile irriguée par un nombre incroyable d'associations, une presse écrite qui résistait victorieusement à la concurrence de la télévision ; et un État-Providence financé par une pression fiscale lourde mais consentie, et qui assurait une cohésion sociale exemplaire.

Or l'établissement au Danemark d'une immigration infinitésimale issue du Tiers-Monde a produit en trente ans une véritable crise de conscience nationale. Dans un premier temps, ceux qui rejetaient cette présence étrangère ont hésité entre plusieurs possibilités : le racisme classique (selon lequel les caractères héréditaires d'un groupe humain déterminent la conduite de ses membres) ; la xénophobie (peu conforme à l'ancien idéal du *folkelighed*) ; et un racisme différentialiste ou culturel, qui faisait par exemple de l'appartenance religieuse supposée des « immigrés » l'explication de leurs comportements⁷.

L'histoire de ces hésitations vaut d'être rapportée pour trois raisons. D'abord, elle révèle un trait rarement aperçu des politiques européennes d'immigration et d'intégration : le fait qu'elles sont un bricolage hasardeux, une suite de mesures désordonnées visant à corriger les effets inattendus de minuscules décisions initiales. Ensuite, cette histoire montre que les racismes ne sont pas, comme on le dit parfois, une mauvaise réponse à un vrai problème social (l'intégration des immigrés),

7. Est raciste toute assertion qui enferme l'autre de façon irrévocable dans une « nature » (une donne génétique, une culture essentialisée...). Elle autorise le racisant à prédire les conduites et le destin du racisé : il aura beau faire, sa « nature » lui collera toujours à la peau. Cf. C. Guillaumin (2002).

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

qu'ils peuvent fort bien précéder l'émergence du problème social. Enfin, elle enseigne que, pour s'implanter durablement dans une population, l'idéologie et la politique racistes n'ont aucun besoin de la longue durée – par exemple les siècles d'esclavagisme et de colonisation que nous avons connus en France⁸.

Du « travailleur invité » au « problème des immigrants⁹ »

Entre 1969 et 1972, l'économie danoise, en pleine expansion, embauche vingt mille travailleurs venus de Turquie, du Pakistan et du Maroc. La population les accueille avec chaleur : « Nous étions si peu d'étrangers, se souvient une femme turque, si peu de gens aux cheveux sombres, que les Danois nous trouvaient charmants ; ils nous donnaient des bonbons, de l'argent, des vélos, des vêtements... Nous leurs plaisions tant qu'ils battaient des mains en nous voyant. Les deux premières années, c'était vraiment enchanteur¹⁰. » Vis-à-vis de l'administration, ces migrants sont des « travailleurs invités », *gæsarbejdere*, ou des « travailleurs étrangers »,

8. Le royaume de Danemark a possédé de petites colonies tropicales. Il a aussi pratiqué l'esclavage et participé à la traite mais il a été le premier pays d'Europe à les interdire (respectivement en 1792 et 1803).

9. Je remercie Kaaren Wren de m'avoir communiqué son article de 2001 sur la période 1989-1995.

10. Wren l'a interrogée en 1995. Cf. Wren, p. 146.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

*fremmedarbejdere*¹¹, bref, des résidents provisoires. Mais, dès 1973, la crise pétrolière met fin à l'expérience d'immigration économique. Or la plupart de ces immigrés, entrés légalement sur le territoire et pourvus de titres de séjour, ont la ferme intention de s'installer au Danemark et d'y faire venir leurs familles ; leurs hôtes, quant à eux, ne le comprennent pas et ne prévoient aucune politique d'intégration.

C'est à ce moment-là qu'un Parti du Progrès fait son apparition à l'extrême-droite ultra-libérale (1974). Il ne s'en prend pas aux rares ouvriers du Tiers-Monde (0,4 % de la population) mais à la lourde fiscalité danoise engendrée par l'État-Providence. Un agitateur particulièrement doué, l'avocat Mogens Glistrup, fait des interventions spectaculaires à la télévision, se vantant de ne payer aucun impôt et appelant ses concitoyens à la désobéissance fiscale. Pour lui, l'État doit dépérir parce qu'il étouffe l'initiative individuelle et coûte inutilement de l'argent. Alors que l'Europe se débat dans la guerre froide, Glistrup propose de remplacer le ministère danois de la Défense par un magnétophone qui diffuserait un message en russe : « Nous nous rendons ». L'élite politique a beau le traiter de clown, son Parti du Progrès remporte un succès électoral instantané : avec 28 sièges sur 179, il devient le deuxième groupe parlementaire. Certes, les autres partis l'écartent de la coalition gouvernementale¹², mais son héraut, Mogens Glistrup, sera réélu pendant dix ans, toujours sur le mot d'ordre de la résistance fiscale.

11. Le danois *gæsarbejdere* est transposé de l'allemand *Gastarbeiter*.

12. Dans ce système politique unicaméral, les 179 sièges du Parlement sont répartis entre une dizaine de partis d'importance inégale, mais dont aucun n'est majoritaire : la formation d'un gouvernement suppose donc le rassemblement d'une coalition.

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

De 1974 à 1983, le nombre d'étrangers présents au Danemark s'accroît peu à peu : outre les familles des immigrés économiques, des réfugiés politiques venus d'Amérique Latine et du Vietnam. Aux yeux des Danois, ces deux catégories ne s'additionnent pas : les immigrés sont des pauvres du Tiers-Monde, et les réfugiés, des démocrates persécutés¹³. L'administration reconnaît que beaucoup de « travailleurs invités » se sont établis au Danemark, elle en fait des « immigrants », *indvandrere*. En 1983, elle découvre même l'existence d'un « problème des immigrants », *indvandrerproblematikken*. Le terme apparaît dans le rapport d'une commission chargée d'élaborer un programme de recherche sur ce « problème » – mais, à cette date, l'autorité ne doute pas de pouvoir le résoudre. La xénophobie est à ce point impensable que, la même année 1983, un gouvernement conservateur promulgue une loi sur les Étrangers extrêmement libérale et soutenue avec force par l'opinion – car le sentiment humanitaire est encore la clef de voûte de l'ethos national¹⁴. Seul le Parti du Progrès prophétise sombrement : voilà qui amènera plus d'immigration, et donc plus de « violences raciales ». Mais pour l'instant Mogens Glistrup, en prison pour fraude fiscale, est déconsidéré politiquement.

Pourtant dès l'année suivante, 1984, les choses se gâtent. Par l'effet de la loi, le nombre de réfugiés politiques passe brutalement de 332 à 4 231 – chiffre ridicu-

13. À eux tous, ces non-Danois ne représentent que 1,9 % de la population en 1980.

14. Deux dispositions de cette loi feront couler beaucoup d'encre : elle accepte les demandes de permis de séjour de réfugiés de facto (non parrainés par les organisations internationales) ; et elle reconnaît le droit des immigrés installés au Danemark à y faire venir leur famille.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

lement faible si on le rapporte à une population de plus de cinq millions d'habitants, mais qui alerte sur-le-champ Mogens Glistrup. Dans une interview au *Jyllands-Posten*, il dénonce la présence d'Iraniens parmi les réfugiés (une conséquence imprévue de la révolution khomeyniste). L'agitateur s'adresse à une opinion publique désormais consciente de ce que, par le simple jeu des lois et des institutions, tout réfugié peut devenir un jour citoyen danois :

« Le mahométan est un mahométan. Ce fait détermine en totalité sa vie et ses opinions. Au Danemark, nous sommes chrétiens, et cela détermine en totalité nos vies et nos opinions. Comment les mahométans pourraient-ils nous être « intégrés » sans que nous cessions d'être nous-mêmes ? La chose est naturellement impossible. Les têtes carrées des politiciens et des planificateurs sont sans doute capables d'engendrer une telle chimère mais, dans le monde réel, les gens sont ou bien mahométans ou bien chrétiens – et ici, au Danemark, nous sommes chrétiens. »

Toutefois, un tel discours est trop essentialiste pour une population qui se targue de n'être pas « raciste ». Un pasteur luthérien, Soren Krarup, fondateur d'un Comité contre la loi sur les Étrangers, propose alors une formulation plus convenable qui exalte le sentiment national pour lui-même :

« Depuis plus de mille ans nous avons, dans ce pays, fondé une nation avec une religion commune, un langage commun, une culture et une histoire communes. Cette communauté nationale ne peut pas et ne doit pas

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

être balayée d'une pichenette pour satisfaire à des intérêts économiques ou idéologiques. L'amour du pays natal est le plus beau des sentiments humains, lui seul génère le sens de l'honnêteté et de la bienséance. La communauté nationale d'un vénérable État-Nation est le sanctuaire de la famille et du peuple.

« Nous pouvons bien sûr accueillir des invités, et nous devons ouvrir nos portes aux gens dans le besoin, voire même leur offrir une résidence permanente. Mais nous ne devons le faire qu'à une seule condition : admettre qu'il existe une différence entre un hôte et ses invités. Faute de quoi un pays natal devient un hôtel ; la famille et la communauté de naissance sont en danger ; et quantité de conflits surgissent qui ne se résoudront pas – qui ne pourront pas se résoudre – pacifiquement. Un foyer n'est pas un hôtel. Il y a une différence entre les Danois et les étrangers, entre les chrétiens et les mahométans. Toutes ces différences doivent être reconnues et respectées. »

On aura noté, dans ce discours, la résurgence de l'idée d'« étranger invité », autrefois réservée aux travailleurs immigrés : Soren Krarup l'étend à tous les immigrants du Tiers-Monde, réfugiés politiques inclus. Cependant, comme il n'enferme pas ces « étrangers » dans une altérité fatale, on ne peut pas dire qu'il les « racise ».

En 1985, les effets de la loi sur les Étrangers s'accéléraient car 8 698 réfugiés obtiennent le droit d'asile : en deux ans, leur nombre s'est multiplié par 26. Mogens Glistrup, devenu l'idole des skinheads, s'engouffre dans la rhétorique d'un racisme à la fois biologique et

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

culturel. Il sème son diagnostic aux quatre vents médiatiques : la présence « mahométane » au Danemark est « une goutte d'arsenic dans un verre d'eau pure ». Aussitôt des skins passent à l'acte et prennent d'assaut un hôtel où logent des Iraniens. Presse et télévision s'épouvantent : les violences politiques sont absolument étrangères à ce pays, si paisible que même les meurtres et les viols y sont exceptionnels. Mais plusieurs médias, au lieu de condamner les agresseurs, se retournent contre les victimes, ces étrangers qui « nous » contraignent – « nous », le peuple le plus pacifique du monde – à une violence que « nous » avons toujours récusée. L'on peut voir qu'une partie de l'opinion reprend déjà, sous une forme euphémisée, les arguments du Parti du Progrès : les « mahométans » sont si foncièrement criminels qu'« ils » « nous » pervertissent.

Cette fois encore, le pasteur Soren Krarup refuse d'abandonner le débat public aux « racistes » – les Glistrup, skinheads et autres néo-nazis. En 1987, il fonde une organisation patriotique, l'Association Danoise, Den Danske Forening. Elle rassemble d'anciens résistants (parmi lesquels des juifs) décidés à faire cesser « la nouvelle Occupation » de la patrie, « submergée par le raz-de-marée de l'immigration de masse venue du Tiers-Monde¹⁵ ». Voilà une assertion pour le moins xénophobe : elle décrit la présence au Danemark d'une infime proportion d'étrangers comme la menace d'un cataclysme. Et le pasteur d'exhorter le peuple danois à la résistance : « Je suis un enfant de l'Occupation. À l'au-

15. DDF appelle aussi à la lutte pour le « droit à l'indépendance des peuples autochtones », dont les Danois seraient le plus beau spécimen. Cité par Wren, p. 154.

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

tomne 1942, mes parents sont entrés dans la clandestinité pour participer à la résistance contre les Allemands. Comme tant d'enfants de l'Occupation, j'ai alors reçu l'impression indélébile de ce que signifient la liberté et l'indépendance de notre patrie. » En trois ans, le constat – éventuellement neutre – d'une différence s'est mué en appel à la résistance contre un envahisseur supposé.

Pourtant, au contraire des groupes violents qui proclament une idéologie importée – celle du III^e Reich –, les patriotes de l'Association Danoise défendent l'« identité culturelle » danoise. Au cœur de celle-ci, les valeurs démocratiques, dont découlent les principes constitutionnels qui ont fait la grandeur morale du Danemark, à savoir les libertés d'expression et de réunion¹⁶. C'est pourquoi l'Association situe son action future dans l'ordre exclusif de la persuasion et rejette toute alliance avec les « éléments anti-démocratiques ». Cette nouvelle tendance de l'extrême-droite pose donc l'existence de deux ensembles contrastés de valeurs idéologiques : autochtones, pacifiques et démocratiques, d'une part ; étrangères, violentes et totalitaires, de l'autre¹⁷. En vertu de quoi, les militants néo-nazis seront unanimement tenus pour les seuls « racistes » que compte le Danemark.

En quelques semaines, la proposition politique de DDF connaît un succès triomphal : Soren Krarup et les

16. Cf. le site web www.dendanskeforening.dk.

17. Pour autant qu'on puisse comparer le Danemark à la France, cette extrême-droite se rapproche des thèses et des méthodes de Philippe de Villiers. Elle n'approuverait pas celles de Le Pen. L'entourage de Soren Krarup m'a plusieurs fois mise en garde : Krarup ne serait pas, comme je le dis, « d'extrême-droite » (mais à la droite du Parti Libéral, qu'il situe au « centre »), ni « raciste » (il ne professe aucun racisme à fondement biologique).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

chefs de file de l'Association deviennent omniprésents à la télévision et donnent d'innombrables interviews dans la presse écrite. Les médias sollicitent leur avis sur tous les problèmes de société. Aussi lancent-ils des campagnes d'opinion et encouragent-ils leurs adhérents à écrire constamment aux directeurs de journaux¹⁸. Pour l'essentiel, leur travail idéologique consiste à exprimer leur rejet de l'immigration dans le discours décent d'une différence culturelle irréductible, et à le faire valider par l'opinion qui, un sondage après l'autre, peut ainsi se prévaloir de n'être surtout pas « raciste ».

Rappelons qu'avant 1990 la proportion d'immigrés venus de pays musulmans est encore si faible que les administrations chargées du regroupement familial et de l'accueil des réfugiés n'éprouvent pas le besoin de durcir les critères d'admission ; et que le Parlement, chargé d'entériner les naturalisations, le fait volontiers. Les services statistiques, il est vrai, se signalent par l'invention d'une nouvelle catégorie qui ne prend pas en compte l'acquisition de la nationalité danoise, mais seulement l'origine ethnique des individus : la catégorie des « immigrants et descendants¹⁹ ». Car on commence à penser que le « problème des immigrants » n'a pas été résolu et qu'il subsiste à la deuxième génération, y compris dans les cas où les « descendants » parlent danois et sont devenus danois. Le « problème », certains le suggèrent déjà, viendrait de leur culture religieuse d'origine, l'islam.

18. Une recherche récente (1997) sur les Lettres aux directeurs de journaux a montré qu'elles venaient presque toujours d'un même noyau de militants de DDF.

19. Est « immigrant » tout individu né à l'étranger de parents étrangers ou né au Danemark de parents eux-mêmes nés à l'étranger (les Danois « de souche » étant présumés naitre sur le territoire national) ; est « descendant », tout individu né au Danemark dont les deux parents sont immigrants ou dont l'un est immigrant et l'autre inconnu.

Le Parti du Peuple Danois

À la fin 1995, lassés par l'incapacité de Mogens Glistrup à entrer dans des coalitions gouvernementales, quelques poids lourds du Parti du Progrès font sécession et créent le Parti du Peuple Danois (PPD), Danske Folkeparti. La révolte est conduite par Pia Kjaersgaard : au contraire de Glistrup, cette infirmière spécialisée en gérontologie est une femme du peuple au parler direct. Peter Skarup, secrétaire général du Parti du Progrès depuis 1990, la suit ; et Soren Krarup, le fondateur de l'Association Danoise, les rejoint bientôt. Éluë présidente à l'unanimité par le premier congrès du parti (1996), Pia Kjaersgaard avance un programme de choc : retour à une société mono-culturelle par une nouvelle loi sur les Étrangers et par la renégociation des traités internationaux permettant l'entrée de réfugiés ; aggravation des sanctions pénales ; mesures énergiques en faveur des gens âgés ; refus de toute réduction supplémentaire de la souveraineté danoise par l'Union européenne ; et enfin, pour mémoire, abaissement de l'impôt et dépérissement de l'État. Le PPD remporte 13 sièges de députés et 7,4 % des voix aux élections générales de 1998 ; et, en 1999, un siège au Parlement européen : c'est un début prometteur, sans plus.

La nouvelle formation est en quête d'un affichage politique qui la distingue aussi bien du radicalisme

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

irresponsable du Parti du Progrès que des perpétuels accommodements des partis de gouvernement. Car les prochaines élections générales, en novembre 2001, pourraient amener une alternance politique : le Parti Social-Démocrate, miné par les luttes intestines, divisé sur la question fondamentale de l'immigration et usé par sa longue conduite des affaires, devrait être battu et entraîner dans sa chute les petits groupes de gauche. Or les partis de droite (Libéral et Conservateur) et leurs groupuscules satellites sont trop faibles pour gouverner seuls : une occasion rêvée, pour le Parti du Peuple, de conquérir la portion de l'électorat qui ferait de lui un partenaire obligé. Justement, depuis cinq ans, Pia Kjaersgaard fustige sans relâche la pensée *politically correct* en matière d'immigration, qu'elle soit portée par la droite conservatrice qui a promulgué l'infâme loi sur les Étrangers en 1983, ou qu'elle vienne de la gauche au pouvoir. Le mot d'ordre est donc tout trouvé : l'ennemi, c'est le « multiculturalisme ».

Mais les premiers épisodes de la campagne électorale font apparaître le Parti du Peuple Danois comme un simple clone du Parti du Progrès : raciste et irréféchi. En février 2001, la branche Jeunes du PPD sort un placard publicitaire dans un journal étudiant : deux photos légendées, dont l'une montre trois belles filles scandinaves sur fond d'arbres, de soleil et de ciel bleu – « Le Danemark aujourd'hui » ; et l'autre, trois brutes sanglantes brandissant un Coran – « Le Danemark dans dix ans ». Moralité : « Viols de masse, violences, mariages forcés, guerre des gangs. Est-ce vraiment

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

ce que vous voulez ? » Interviewée, la direction du Parti se défause du problème (ce sont des jeunes), tout en s'étonnant qu'on puisse trouver à redire à une telle annonce. Une plainte est cependant déposée contre le Parti du Peuple Danois, au nom de l'article du Code pénal qui punit les propos et la propagande racistes dans des lieux publics ou devant un large auditoire²⁰. La police interroge Pia Kjærsgaard. Peter Skarup réagit dans la presse : comme d'habitude, plastronne-t-il, il n'y aura pas de suite ; et si d'aventure c'était le cas, le PPD sortirait sans aucun doute vainqueur du tribunal – étant donné qu'au Danemark la liberté d'expression prévaut sur tout autre principe. Le PPD s'assumerait-il « raciste » ? Nullement. Quand, peu après, un rapport du Conseil de l'Europe dénonce son « racisme » et son influence croissante sur la vie politique, Peter Skarup exige du Premier ministre qu'il fasse retirer du texte le passage qui incrimine son parti : « Notre formation a été élue démocratiquement et nous avons le droit d'exprimer une opinion sans être traités de racistes. »

En mai 2001, les Jeunes du PPD récidivent. Cette fois, la photo représente trois musulmans masqués et couverts de sang, et la légende précise : « Viols collectifs, violence sauvage, peur de l'insécurité : ce que promet une société multi-ethnique ». Cinq militants étudiants sont inculpés. Skarup répète que les Jeunes n'ont fait qu'user de leur droit à la liberté d'expression. Pia Kjærsgaard publie alors son livre-programme,

20. Cet article 266b est, en effet, le seul qui puisse être invoqué dans un cas de ce genre. Les associations antiracistes danoises ont souvent dénoncé – sans être entendues – l'insuffisance des recours légaux en ce domaine.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

L'Avenir du Danemark, votre pays, votre choix. Évitant toute surenchère verbale (qui, donc, est réservée à la jeunesse étourdie), elle assure que les étrangers sont les bienvenus s'ils se comportent comme des nationaux (au lieu de provoquer la population par le port du voile ou l'ignorance de la langue danoise). Pour les récalcitrants, elle demande l'arrêt immédiat et total de l'immigration ; le rapatriement forcé de la majorité des étrangers ; et enfin, la révocation de la citoyenneté danoise en cas de délinquance avérée. « C'est notre dernière chance. Nous devons sans tarder affronter cette question : le Danemark appartient-il aux Danois, ou bien devons-nous nous préparer à n'être plus maîtres chez nous ? » Les partis politiques se récrient, y compris ceux qui, comme les Libéraux et les Conservateurs, pourraient constituer une coalition parlementaire avec le PPD : la plupart des mesures proposées par Kjærsgaard, disent-ils, contreviennent aux traités internationaux signés par le Danemark non moins qu'à sa législation.

On ne saura jamais si le Parti du Peuple Danois aurait pu maintenir ce grand écart rhétorique jusqu'aux élections de novembre, car les attentats du 11 septembre 2001 surviennent à point pour l'en dispenser : en quelques semaines, l'opinion danoise est gagnée par la peur de « l'islam ». Le congrès du PPD a lieu cinq jours plus tard, le 16 septembre. À la tribune, le leader des Jeunes ouvre le feu : « L'islam n'est pas une religion au sens traditionnel du terme. C'est une organisation terroriste qui veut dominer le monde par la violence. »

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

Mogens Camre, le député européen, prend le relais : « Tous les pays occidentaux sont infiltrés par les musulmans. Leurs gentils garçons attendent d'être suffisamment nombreux pour nous assassiner. » Les chefs de file du Parti n'en rajoutent pas, mais ils laissent dire. Ni la police, ni la justice, ni même l'opinion ne considèrent pourtant qu'il s'agit là de « racisme²¹ ».

Ce qualificatif, en effet, semble devoir rester accolé au seul Parti du Progrès. Fin octobre 2001, celui-ci renaît de ses cendres. Depuis la scission, l'on jugeait Glistrup fini, un « dinosaure politique », trop « raciste ». Or il a réussi à rassembler les signatures nécessaires pour présenter des candidats. Son programme : outre les mesures habituelles (abolition de l'impôt sur le revenu, radiation d'un million de fonctionnaires), il promet de déporter tous les « mahométans » – qu'ils soient danois ou étrangers, adultes ou enfants –, « sinon, d'ici cinq ans, ils seront 820 000²². » Démarquant le discours des nazis, il affirme militer pour que le pays soit « libre de mahométans ». Ses affidés, dont certains se proclament « fiers d'être racistes », appellent à « résoudre la Question musulmane ». Un délégué distribue des dessins qui représentent des rats lisant le Coran : « Savez-vous, demande-t-il, la différence entre un rat et un musulman ? Le rat ne reçoit pas d'aide sociale. » Il est ovationné. Malgré ces professions de foi et ces propos directement inspirés par le racisme hitlérien, la police

21. Les responsables « Jeunes » seront inculpés au titre de l'article 266b, puis acquittés. Pia Kjærsgaard les soutiendra tout du long et demandera, sans l'obtenir, l'abrogation de cet article antiraciste du Code pénal. Mogens Camre ne passera pas en justice, le Parlement européen refusant de lever son immunité parlementaire.

22. En réalité, les « immigrants et descendants » ne seront alors qu'environ 200 000.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

et la justice ne prendront pas en compte la plainte que dépose un député de la gauche, né de parents pakistanais. L'opinion, toutefois, concède que le Parti du Progrès est « raciste ».

Donc, le Parti du Peuple Danois ne l'est pas. Et le Parti Libéral, leader de la future coalition, moins encore.

Le Parti Libéral au pouvoir

Avec une grande habileté, son président, Fogh Rasmussen²³, se fait applaudir par une assemblée d'immigrés pakistanais qui célèbrent la fête de l'Indépendance du Pakistan dans une municipalité de Copenhague. Il leur présente la partie de son programme qui les concerne : « Vous êtes vraiment les bienvenus au Danemark si vous désirez y travailler et apporter votre contribution à la société, pas si vous y venez pour vivre de l'aide sociale. » Et il leur annonce les lois qu'il fera voter : « Les nouveaux immigrants n'auront qu'un accès restreint aux droits sociaux. Mais pour peu qu'ils travaillent et qu'ils contribuent au système, ils auront les mêmes droits que tous les Danois. »

En revanche, même pendant la campagne électorale, Fogh Rasmussen demeure très discret sur sa future politique d'immigration. Il se borne à signaler

23. Âgé de 48 ans, Fogh Rasmussen est un homme politique chevronné : parlementaire depuis l'âge de 25 ans, il a été ministre pendant cinq ans, puis leader de l'opposition.

UN CASSE-TÊTE POLITIQUE

qu'il créera un ministère de l'Immigration et de l'Intégration ; qu'une loi-cadre sera adoptée avant l'été 2002 ; mais qu'il en exclut telle mesure préconisée dans le feu du débat par une parlementaire de son parti – en contravention avec les règlements internationaux. Ce qui, bien sûr, laisse entendre que Fogh Rasmussen repoussera aussi plusieurs propositions du Parti du Peuple Danois. Mais, par ailleurs, il refuse également d'écarter le PPD d'une éventuelle coalition parlementaire comme le lui demandent avec insistance plusieurs hommes politiques (dont certains appartiennent à son groupe) et la presse internationale. À cette dernière, il rappelle que Pia Kjaersgaard, depuis dix ans, a été la seule à parler haut et clair sur la question de l'immigration. Pour sa part, Fogh Rasmussen s'engage en tout et pour tout à prendre des mesures « fermes et justes ».

L'élection de novembre 2001 constitue un véritable séisme : le Parti Libéral, avec 56 sièges (il en a gagné 14), devient la première formation politique. Le Parti du Peuple Danois, avec 22 mandats (9 de plus qu'en 1998), devient la deuxième formation de la coalition, devant les Conservateurs²⁴. Le Parti Social-Démocrate perd 11 sièges (ainsi que la première place qu'il occupait sans interruption depuis 1920).

Deux candidats issus de l'immigration ont été élus. L'un d'eux, Naser Khader, qui est actif depuis longtemps déjà au sein du Parti Radical, jouera un rôle important dans l'affaire des dessins de Mahomet.

24. Le Parti du Progrès de Mogens Gilstrop perd ses 4 mandats.

Une politique « ferme et juste »

Sitôt parvenu au pouvoir (novembre 2001), le nouveau Premier ministre, Fogh Rasmussen, fort de sa majorité parlementaire et de sa popularité, nomme un ministre des Réfugiés, de l'Immigration et de l'Intégration, Bertel Haarder²⁵. Lequel prépare les mesures drastiques qui mettront fin aux aberrations les plus notoires des précédentes politiques d'immigration – qu'elles aient été le fait de la droite ou de la gauche.

Endiguer le flot des immigrés

Depuis 1983, le Danemark est le pays du monde le plus libéral en matière d'accueil des réfugiés, car il admet des réfugiés de facto qui peuvent se présenter aux frontières ou aux aéroports et demander asile sans être parrainés par des organisations internationales. Celles-ci – le Haut Comité des Réfugiés de l'ONU, par

25. Né en 1944, membre du Parti Libéral depuis sa jeunesse, il a été ministre de 1987 à 1993 et député au Parlement européen de 1994 à 2001. Très vite il sera presque aussi populaire dans les sondages que le Premier ministre.

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

exemple – envoient aussi leurs propres contingents de réfugiés, auxquels les gouvernements danois successifs attribuent des titres de séjour sans se poser beaucoup de questions. Après quoi, les municipalités sont chargées de les loger et de les encadrer socialement. Quelques jihadistes (dont certains ont dirigé à distance des opérations au Moyen-Orient) et plusieurs islamistes se sont ainsi établis au Danemark²⁶. Leur poids démographique est infime, non pas leur influence potentielle : ceux d'entre eux qui se sont proclamés imams et qui ont trouvé des fidèles pour les suivre n'ont cessé de prôner le rejet de « l'Occident », de ses principes politiques comme de sa morale, et le rassemblement des immigrés en une « communauté islamique » aux valeurs politiques irréductibles.

Bien d'autres facteurs concourent à cette communautarisation, en particulier la pratique des municipalités qui, plutôt par irréflexion que par décision délibérée, ont regroupé les immigrés dans les quartiers selon leur origine ethnique et laissé se ghettoïser des populations vivant exclusivement de droits sociaux. Si bien que la première génération d'immigrés et de réfugiés, dans son ensemble, ignore le danois, reproduit à l'identique les structures d'autorité traditionnelles entre les sexes et les générations et se révèle incapable d'accéder au marché du travail. Les enfants de la deuxième génération sont pour la plupart scolarisés, mais ils se retrouvent à peu près dans la même situation que les

²⁶. Aujourd'hui encore, les organisations internationales de droits humains défendent les individus en tant qu'ils sont menacés par un État. Elles les considèrent comme des « victimes », y compris quand ils se sont rendus coupables d'atrocités contre des citoyens de leur pays d'origine. Depuis les années 1990, deux réseaux de jihadistes et d'islamistes (égyptien et algérien) ont ainsi pu se constituer au Danemark. Cf. Taarnby, op. cit.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

jeunes Français de nos banlieues : pris entre des handicaps sociaux multiples, partagés entre le désir de s'intégrer à tout prix, la délinquance ou la radicalisation politico-religieuse.

Le 7 mai 2002, la loi sur l'immigration est votée à Copenhague par 59 voix contre 48. Certains députés Sociaux-Démocrates l'approuvent d'autant plus volontiers qu'elle a été élaborée en se fondant sur les dossiers qu'ils n'avaient pu faire aboutir quand ils étaient au pouvoir. Elle dresse nombre de barrières à l'obtention du statut de demandeur d'asile, du permis permanent de séjour et de la nationalité danoise, ainsi qu'au regroupement familial des immigrés déjà établis. Désormais, ne seront plus acceptés que les réfugiés qui relèvent des conventions internationales et qui sont envoyés par des organisations humanitaires reconnues²⁷. L'obligation jusqu'ici faite aux communes de les loger dans un délai de trois mois est supprimée. Les réfugiés non encore titulaires d'un titre de séjour permanent pourront être rapatriés – de force s'il le faut – lorsque la situation du pays d'origine le permettra. Le délai d'obtention d'un titre de séjour permanent est rallongé, de trois à sept ans, et l'aide sociale au cours de cette période est réduite. Délai porté à dix ans si entre-temps le demandeur a été condamné à une peine de prison²⁸. Les candidats passeront un examen évaluant leur pratique de la langue, leur connaissance de la culture et de l'histoire du royaume. En outre, ils déclareront par écrit « vouloir respecter la législation ».

La nationalité danoise ne sera accordée qu'après un

27. Le statut de réfugié de facto est supprimé.

28. Le titre de séjour permanent sera refusé aux candidats qui ont contracté des dettes et à ceux qui auront subi une peine supérieure à deux ans.

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

séjour de neuf ans dans le pays (contre sept auparavant). Les conditions pour le regroupement familial – source principale de l’immigration – sont durcies : les postulants de plus de soixante ans en sont maintenant exclus ; les autres devront avoir déposé une somme équivalant à 7 000 euros sur un compte bancaire, être capables de subvenir aux besoins financiers des nouveaux venus et disposer d’un logement adéquat. Enfin, la loi fixe à 24 ans l’âge minimum du mariage avec un partenaire étranger. Le conjoint potentiel aura à prouver que ses liens avec le Danemark sont plus forts que ceux qu’il conserve avec son pays d’origine, et qu’il possède des ressources suffisantes.

Cette loi, qui prend effet au 1^{er} juillet 2002 – jour où le Danemark inaugure sa présidence de l’Union européenne –, donne une première réponse aux problèmes sociaux que pose l’existence d’isolats de populations immigrées : avant tout, bloquer leur extension²⁹. Par une double action : aux candidats à l’immigration, on fait comprendre qu’ils auront les plus grandes peines à s’installer au Danemark ; aux « immigrés et descendants » déjà établis, on demande de choisir leurs conjoints sur place, de respecter la loi et de trouver du travail. Des mesures d’intégration seront mises en place, mais plus tard. En bons libéraux, Fogh Rasmussen et Bertel Haarder minimiseront, des mois durant, les discriminations à l’embauche et ils imputeront le chômage des « immi-

29. 60 % des Danois approuvent la loi.

30. Tous deux ont publié des ouvrages fortement marqués par l’idéologie libérale. L’exercice du pouvoir va les contraindre à en rabattre : ils feront une priorité du sauvetage de l’État-Providence par la politique de flexi-sécurité et s’aviseront graduellement que l’intégration des immigrés exige un engagement durable de l’État.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

grés et descendants » à leur manque d'initiative³⁰.

On peut certes juger cette loi « xénophobe » puisqu'elle entend limiter au maximum l'installation d'étrangers au Danemark : elle n'est en tout cas pas « raciste », au sens où elle ne cible aucun groupe en particulier³¹. Un exemple : la règle des 24 ans pour les mariages mixtes permet assurément de lutter contre les mariages arrangés ou forcés entre musulmans (qui concernent de très jeunes filles), mais elle s'applique à tous les mariages avec des étrangers. Bientôt des Danois « de souche », qui ont épousé des Péruviennes ou des Italiennes de moins de 24 ans, manifesteront leur exaspération dans la rue. Le gouvernement ne bougera pas d'un pouce.

Le nombre des « musulmans »

Depuis deux décennies, le Parti du Progrès et le Parti du Peuple Danois ont martelé l'idée que la menace principale, pour l'avenir du Danemark, ce sont les « musulmans » et leur exceptionnelle fécondité. Mais la statistique danoise ignore le nombre des « musulmans », pour la même raison que la nôtre : les recenseurs n'ont pas le droit de questionner les enquêtés sur leur religion. Les services statistiques se rabattent donc sur le critère de l'origine nationale et considè-

31. Qu'on ne s'y méprenne pas : je n'approuve pas la loi de 2002 – ni sa brutalité, ni le fait qu'elle ne comporte aucune mesure favorisant l'intégration (c'est-à-dire le logement, l'emploi, la scolarisation...).

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

rent comme des « musulmans » les sujets originaires de pays musulmans. Pourtant, cette convention pose problème, car les populations de ces pays contiennent des proportions inconnues de non-musulmans dont les uns appartiennent à une religion différente (christianisme, judaïsme...), et d'autres sont athées, agnostiques ou indifférents. D'ailleurs à ce compte, les quelques milliers de chrétiens danois convertis à l'islam ne seraient pas... des « musulmans³² ». Malgré ces obstacles conceptuels, les experts, sommés de livrer un chiffre, ont opté pour 180 000 « musulmans » présents au Danemark en 2002, soit 3 % de la population totale. C'est pourquoi le gouvernement de Fogh Rasmussen, particulièrement respectueux de l'État de droit, rejette d'emblée la possibilité de fonder sa politique d'immigration sur cette fiction statistique. Quand il invoque des projections démographiques, elles portent exclusivement sur les « immigrés et descendants », sans aucune référence à leur religion supposée.

D'autant que ces 180 000 « musulmans » semblent comporter une faible proportion de pratiquants : selon les critères adoptés par les spécialistes, elle serait de 10 à 20 %. Il n'y aurait donc, au Danemark, qu'entre 18 000 et 36 000 personnes réellement concernées par l'islam – un grain de poussière dans la population totale. Ceux que l'on appelle des « musulmans » seraient donc, dans leur énorme majorité, des gens dont les parents sont nés dans des pays musulmans. Les chercheurs les désignent comme des « musulmans culturels », mais l'ex-

32. Mehdi Mozaffari a depuis longtemps souligné ces problèmes. Cf. Mehdi Mozaffari (1993).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

pression ne dit pas à quel point ils adhèrent à cette « culture islamique » qu'ils sont réputés respecter. Elle ne signifie pas qu'ils se moquent de l'islam comme de leur première chemise, ni qu'ils sont sourds aux multiples appels des imams à la réislamisation. Elle marque seulement l'ignorance générale – celle des chercheurs comme des politiques – sur la question.

L'on sait en revanche que les « immigrés et descendants » tiennent énormément à participer aux élections. Depuis vingt ans, les étrangers (« immigrés ») sont électeurs et éligibles aux scrutins locaux : leur taux de participation n'a cessé d'augmenter, et l'on compte parmi les élus des conseillers aux noms évocateurs de leur origine – Hamid El Mousti, par exemple. Les « descendants », c'est-à-dire les Danois dont les parents sont ou ont été des « immigrés », votent, eux, aux élections parlementaires. Avant les élections de 2001, certains sondages avaient indiqué qu'une proportion d'« immigrés » et de « descendants » était tentée par un vote à droite, pour les Conservateurs ou les Libéraux. Après juillet 2002 et la mise en œuvre de la loi sur l'immigration, les sondages annoncèrent qu'en cas d'élection locale ou générale, ils voteraient à 90 % contre la coalition majoritaire. Pia Kjærsgaard, au nom du PPD, demanda sur-le-champ au gouvernement de préparer des lois qui retireraient de façon progressive le droit de vote aux étrangers aux scrutins locaux. Fogh Rasmussen refusa sèchement cette exigence, considérant que le taux élevé de participation des étrangers aux scrutins

33. De même, les « immigrés et descendants » participent normalement à la vie associative.

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

locaux est un signe de leur excellente intégration³³.

Ce n'est donc pas le nombre des « musulmans » qui alimente les inquiétudes du gouvernement, mais plutôt la conviction que le maintien en l'état de leurs caractéristiques démographiques entrave leur intégration au marché du travail et, plus largement, à la société danoise.

La charia compatible avec la démocratie

Une autre source – fondamentale – d'inquiétude quant aux « musulmans » vient des constantes équivoques qu'entretiennent leurs élus. À l'exception de Naser Khader (le député du Parti Radical élu en 2001 sur qui je reviendrai bientôt), tous essaient de concilier deux cultures politiques inconciliables : celle qu'ils pensent être prônée par « l'islam » et la Constitution danoise. De nombreuses polémiques surgissent dans les médias à l'occasion d'un fait-divers local (tel conflit familial résolu selon des dispositions de la charia incompatibles avec le droit danois) ou d'un événement international (l'assassinat de Théo van Gogh, l'exécution d'un apostat dans un pays musulman). On voit alors des élus « musulmans », malgré leur apparte-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

nance à des partis de gauche voire d'extrême-gauche, soutenir la peine de mort ou la lapidation des femmes adultères. Le fait que ces élus soient des gens instruits (des médecins par exemple) et des cas particulièrement réussis d'intégration augmente le scandale. Le plus souvent, l'élu concerné démissionne de son parti. L'épisode se clôt par des commentaires antagonistes que tiennent, d'une part les dirigeants de ce parti et le ministre de l'Intégration (l'islam doit se « moderniser », se conformer aux impératifs de la démocratie), d'autre part, des imams conservateurs (pas question que l'islam se « christianise »).

Fethi Alev, un imam d'origine turque entraîné au respect de la laïcité et du jeu démocratique, est le plus éloquent de ces conservateurs. Il vitupère sans cesse les groupes radicaux comme Hizb-ut-Tahrir (dont la section danoise appelle à l'assassinat de tous les juifs) ou al-Moujahiroun (qui tente de s'implanter au Danemark en vue d'y installer un régime Taliban). Il adjure ses coreligionnaires de respecter la loi en toutes choses : ainsi, au contraire des imams islamistes, il décourage les fidèles d'aller en Irak défendre Saddam Hussein puisque l'armée danoise est engagée aux côtés de l'Amérique. Mais il peut aussi déclarer sans ciller, devant une assemblée d'évêques luthériens, qu'il accueillerait avec joie l'établissement du Califat au Danemark au terme d'un processus démocratique. Ou encore, quand les médias découvrent sur son site web un message qui recommande à Dieu l'assassin de Théo van Gogh – message que probablement Alev désapprouve –, c'est à la presse

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

danoise que s'en prend l'imam : elle est incapable de tolérer l'indignation d'un croyant devant le film pervers du cinéaste néerlandais. Fethi Alev préconise un large débat, non seulement sur ce meurtre, mais sur la liberté d'expression : « Le film de Theo van Gogh diffamait l'islam. Il aurait dû être condamné en justice. Son meurtre fut un acte criminel perpétré par un malade, mais un artiste doit admettre que ses actes ne sont pas dénués de signification. Van Gogh aurait dû en prévoir les conséquences éventuelles et se demander si son film était susceptible de provoquer un malade. Je ne dis pas que son meurtre était OK. Pas du tout. » En somme, l'affaire se résume à la rencontre de deux irresponsables : celui qui a abusé de la liberté d'expression et celui qui a puni cet abus par des moyens extra-légaux.

Certains élus « musulmans » sont persuadés que le cinéaste néerlandais a manipulé le droit à la liberté d'expression pour insulter « l'islam » à son aise. Aussi critiquent-ils le Parti Libéral (donc le Premier ministre) pour avoir décerné le Prix de la Liberté à la scénariste du film de Theo van Gogh, la députée néerlandaise d'origine somalienne Ayaan Hirsi Ali. Le discours de celle-ci, retransmis par la télévision danoise, a été ressenti comme une insulte supplémentaire. Un conseiller municipal du Parti Radical s'insurge : « Dans notre pays, la liberté d'expression a vraiment les coudées franches. Jusqu'où cela peut-il aller quand on en abuse ? Que faire en cas de divergences ? Ces questions restent ouvertes. » La liberté d'expression profiterait aux seuls critiques de l'islam, tandis que ses défenseurs seraient,

à chaque fois, réduits au silence.

Naser Khader ou la démocratie pure et simple

Un seul parlementaire tranche sur le lot des élus « musulmans ». Naser Khader, né en 1963 à Damas, a échappé – je ne sais comment – aux pesanteurs sociologiques ordinaires. Fils d'un Palestinien venu en 1974 à Copenhague comme immigré économique, le jeune Naser a reçu une instruction en danois et en arabe. Son père fréquente la mosquée de l'imam radical Abu Laban – non par conviction théologique ou politique, mais parce que c'est la mosquée des Palestiniens.

D'emblée, Naser Khader s'est orienté vers la politique : études d'économie et de sciences politiques, avec une spécialisation sur le Moyen-Orient. À l'âge de 21 ans, il entre au Parti Radical, une petite formation du centre gauche traditionnellement alliée aux Sociaux-Démocrates. Il s'engage très tôt dans la vie politique locale, tient des dizaines de réunions dans les quartiers d'immigration, où il milite pour l'intégration, pour l'égalité des sexes et contre les mariages arrangés – question sur laquelle il publie, en 1996, *L'Honneur et la Honte*. Ce livre fait scandale dans les milieux conserva-

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

teurs et fondamentalistes (Naser Khader a une entrevue orageuse avec l'imam Abu Laban) et vaut à son auteur les suffrages de jeunes musulmans des deux sexes en rupture avec l'autoritarisme familial.

Élu conseiller municipal en 1997, Naser Khader poursuit sans relâche son action auprès des jeunes en faveur de l'intégration. Quand, en 2000, la ministre de l'Intérieur Sociale-Démocrate, Karen Jespersen, organise son think-tank sur les questions d'immigration, elle lui demande d'y participer : c'est à la fois un homme de terrain et un politique compétent. Surtout, il ne se paie pas de mots quant à la réalité de l'intégration des immigrés au Danemark : comme Karen Jespersen (quoique sans doute en termes moins rudes), il veut en finir avec l'esprit *politically correct* en la matière.

En novembre 2001, élu député Radical, Naser Khader commente brièvement son succès : « Il montre que le Danemark n'est pas si hostile qu'on le dit aux étrangers. On peut réussir son intégration si l'on saisit les opportunités. » Et il s'emploie à pourchasser, chez les « immigrés et descendants », les mauvaises raisons de rejeter le système politique danois. Dans un discours tenu en 2002, il proclame les « Dix commandements de la démocratie » : séparation du politique et du religieux, c'est-à-dire subordination de la religion à l'ordre légal démocratique ; égalité entre les groupes ethniques, entre les sexes et entre les sexualités ; respect absolu de la liberté d'expression ; refus de la victimisation...

Naser Khader s'inquiète également de la banalisa-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

tion de l'antisémitisme parmi les Palestiniens vivant au Danemark et dénonce la sympathie générale, dans son milieu d'origine, pour les attentats-suicides. En 2003, devant le succès que le groupe fondamentaliste et antisémite Hizb-ut-Tahrir³⁴ rencontre auprès des jeunes, il publie un volume de conversations avec l'ancien grand rabbin de Copenhague, *Les Opposés s'unissent*.

L'influence politique des imams islamistes

Au Danemark comme dans le reste de l'Europe, la liberté religieuse est garantie par la Constitution. L'islam est une « communauté religieuse » reconnue, bien qu'à un degré moindre que d'autres religions – cette inégalité n'ayant de conséquences qu'en matière de financement et d'état-civil³⁵. Concrètement, cela signifie que les associations musulmanes peuvent recevoir des subventions, et que leurs fonctions en matière d'état-civil sont fixées par le ministère des Cultes. La centaine

34. Son leader, Fadi Abdulatif, a été condamné avec sursis en 2002 pour propagande antisémite, mais il continue d'appeler à l'extermination des juifs sur son site web.

35. Selon la constitution, seule l'Église nationale (évangélique-luthérienne) jouit du soutien de l'État : l'impôt religieux est prélevé par l'État, qui rémunère les pasteurs comme des fonctionnaires. Les autres « communautés religieuses » sont classées en catégories, selon le degré de reconnaissance officielle qui leur est accordé. Le judaïsme et le catholicisme sont dans la deuxième catégorie, avec des droits presque équivalents à ceux de l'Église luthérienne ; l'islam et l'hindouisme, dans la troisième ; et les « communautés religieuses non reconnues », dans la quatrième.

36. Par exemple avec la Turquie, pour un tiers environ des imams en exercice au Danemark.

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

d'imams qui encadrent le culte musulman sont, pour la plupart, des étrangers venus au Danemark à la suite d'un accord bilatéral entre États³⁶ ou à la demande d'un groupe de fidèles danois. Quelques réfugiés politiques ou humanitaires se sont autoproclamés imams sans que l'administration trouve à y redire. Au total, le culte musulman est fort peu contrôlé par les autorités danoises, qui distribuent avec libéralité des subventions aux écoles privées et aux associations à visée sociale ou culturelle. Les activités culturelles proprement dites sont prises en charge par les fidèles ou par les habitués mécènes moyen-orientaux.

Les fidèles choisissent leur mosquée soit parce qu'elle rassemble des musulmans de leur pays d'origine et qu'ils pourront y écouter des prêches en turc, en ourdou ou en arabe marocain ; soit parce que l'imam partage leur orientation théologique. C'est là qu'il convient de situer les quelques mosquées islamistes, lieux de prière et de socialisation où les sermons expriment une interprétation de l'islam qui s'oppose de façon radicale aux valeurs fondamentales de la société danoise³⁷ : la démocratie, la laïcité, l'égalité des sexes y sont des objets coutumiers d'exécration, les « droits religieux » des « musulmans » sont régulièrement invoqués.

Parmi les ouailles de ces imams, on compte bien sûr les rares jihadistes vivant au Danemark, mais on se tromperait en pensant que les mosquées radicales sont des bureaux de recrutement : comme Michael Taarnby l'a fort bien démontré, les candidats au jihad,

37. Taarnby, op. cit., p. 70.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

qui viennent pour entendre prêcher un islam fondamentaliste et agressif, sont parfois déçus de ne trouver là que des discours violents et non des directives concrètes pour l'action ou pour l'entrée en contact avec un réseau³⁸. Ces mosquées sont en fait des foyers de diffusion de l'idéologie islamiste : de futurs jihadistes mais surtout des citoyens ordinaires, décidés à combattre politiquement le système démocratique danois, y auront puisé des arguments religieux.

Trois mosquées islamistes vont jouer un rôle capital dans l'affaire des dessins de Mahomet : celles d'Ahmed Abu Laban à Copenhague, de Raed Hlayhel à Aarhus et d'Abu Bashar à Odense. Je m'attacherai au cas d'Ahmed Abu Laban parce qu'il participe au débat public depuis plusieurs années déjà.

C'est un Palestinien, né à Jaffa en 1946, élevé au Caire où il obtient un diplôme d'ingénieur en génie mécanique. En 1973, il épouse sa cousine (dont il aura sept enfants) et découvre le mouvement des Frères musulmans dans lequel il s'engage. Il entreprend alors des études de théologie, mais doit bientôt fuir l'Égypte pour éviter d'être emprisonné. Il voyage au Koweït, aux Émirats Arabes Unis (où il devient rapidement indésirable) et au Nigéria³⁹.

En 1984, un Danois converti, Abdelwahib Pedersen, le fait admettre au Danemark comme réfugié politique. Ahmed Abu Laban reste néanmoins fidèle à l'idéologie des Frères musulmans, voire à leurs activi-

38. Taarnby, id., même page.

39. Le 17 février 2006, il donne une version politique de son engagement religieux : « J'étais révolté par les inégalités sociales, or ni le communisme ni le socialisme ne m'apportaient des réponses satisfaisantes » (*Libération*).

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

tés : au début des années 1990, il accueille à Copenhague un leader important de la Gamaat Islamiyya égyptienne, une organisation jihadiste extrêmement violente, responsable de dizaines d'attentats qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes. L'invité d'Abu Laban n'est autre que le cheikh aveugle Omar Abderrahmane, aujourd'hui détenu aux États-Unis pour son rôle dans le premier attentat contre le World Trade Center en 1993⁴⁰. Ahmed Abu Laban reçoit également, de 1992 à 1995, un autre membre de la direction de la Gamaat Islamiyya, Talat Fouad Qassim. Cet homme a été condamné à sept ans d'emprisonnement en Égypte pour sa complicité dans l'assassinat du président Sadate ; il s'est ensuite échappé de prison, a vécu au Pakistan d'où il a dû fuir. C'est ainsi qu'il se retrouve au Danemark en 1992 sous le nom d'Abu Talal : protégé par le statut de réfugié politique, il commence à prêcher, avec un immense succès, dans la mosquée d'Ahmed Abu Laban⁴¹ et poursuit son action jihadiste hors de son pays d'accueil ; Abu Talal disparaît en 1995, sans doute après avoir été arrêté en Croatie, remis aux services secrets américains (il aurait préparé l'assassinat du président Clinton) qui l'auraient par la suite livré aux Égyptiens. Quand il comprend qu'Abu Talal ne réapparaîtra plus, son ami Ahmed Abu Laban prend l'initiative d'un défilé en son

40. « Aujourd'hui, Abu Laban s'emporte quand on lui rappelle cette invitation : « Ce n'est pas moi qui lui ai accordé le visa, mais les autorités danoises. Et puis, si je suis ce terroriste dont vous parlez, pourquoi ne suis-je pas en prison ? » La voix qui tremble révèle son exaspération face à la « campagne de dénigrement » menée contre lui » (*Libération*, op. cit.).

41. L'un des rares jihadistes danois, Omar Maarouf, découvre sa vocation en écoutant les prêches d'Abu Talal (Taarnby, op. cit., p. 15).

42. Taarnby, op. cit., pp. 16-18 et 71.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

honneur dans les rues de Copenhague⁴².

Bien sûr, cette relation entre les deux hommes n'implique nullement qu'Ahmed Abu Laban ait commis le moindre forfait au Danemark. Mais l'imam sait pertinemment ce que vise à cette époque la Gamaat Islamiyya, quelle fonction y occupe Talat Fouad Qassim alias Abu Talal, ce qu'il diffuse dans son bulletin *al-Murabiton* (dont le co-éditeur est al-Zawahiri, alors au Pakistan) ; le soutien financier aux groupes armés à l'étranger, qu'Abu Talal tente d'organiser à Copenhague ; enfin, ce qu'il prêche avec tant de succès aux fidèles d'Abu Laban dans la propre mosquée de celui-ci. Après la disparition de Talat Fouad Qassim, Ahmed Abu Laban semble se tenir à l'écart du réseau égyptien. Mais on peut penser que ses opinions ne se sont pas de beaucoup modifiées, comme l'attesteront ses commentaires sur les attentats terroristes ultérieurs.

Ainsi, en 1994, le *Jyllands-Posten* l'interroge sur l'assassinat, par le GIA algérien, de sept moines français et de plusieurs touristes. Abu Laban esquive la question puis, comme le reporter insiste, il suggère : « Peut-être que les touristes disséminent le SIDA en Algérie, à la manière des juifs en Égypte. » Après le 11 septembre 2001, il déconseille à ses fidèles de pleurer les victimes et déclare à la télévision que Ben Laden est un combattant de la liberté. Dans les colonnes du *Kristeligt Dagblad*, il affirme que « les Talibans sont des gens sans défense, qui tentent de reconstruire un pays souffrant et dévasté. [...] les États-Unis se préparent à entreprendre une action militaire absolument injustifiée. S'ils le

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

font, nous nous vengerons, vous pouvez me croire. »

Mais voilà qu'Abu Laban pressent que la majorité parlementaire Sociale-Démocrate va être battue aux élections de novembre 2001. En quelques jours, ses ouailles le voient opérer un tournant politique à cent quatre-vingts degrés. Leur imam – qui n'a cessé jusque-là d'exécuter le système politique danois – exhorte maintenant « tous les musulmans » à participer aux élections, à entrer dans les partis existants, à faire pression sur eux pour qu'ils fassent droit aux demandes « musulmanes », à créer de nouveaux partis – bref, à faire des institutions démocratiques les véhicules de « notre message ». Cette stratégie nouvelle entraîne quelques reniements spectaculaires : Abu Laban assure ne pas éprouver la moindre sympathie pour Ben Laden ou pour les Talibans afghans – « Aucun terroriste n'a le droit d'abuser du Coran pour déclarer la guerre sainte⁴³ », déclare-t-il à son auditoire médusé.

Une fois les élections passées et la coalition de droite installée au pouvoir, Abu Laban revient à son ancienne ligne politique : il appelle les « musulmans » à mourir pour la cause palestinienne, et les réfugiés irakiens à faire leur devoir et à s'engager dans leur pays natal pour la défense de Saddam Hussein. Tout cela emballé dans un langage délibérément ambigu, car l'imam Abu Laban se sait maintenant surveillé par la presse danoise.

À partir de l'été 2003, il s'emploie à conquérir le monopole de la représentativité de l'islam au Danemark à la tête de son association (la plus importante du pays), opportunément dotée d'une désignation large, Det Islamiske Trossamfund I Danmark, la Société islamique du

43. *Copenhagen Post*, 23 octobre 2001.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Danemark. Un conseiller municipal Social-Démocrate, membre par ailleurs d'un Conseil islamique, a menacé ses coreligionnaires de l'enfer s'ils ne s'inscrivaient pas sur les listes électorales afin de battre la droite aux prochaines élections. S'ensuit un brouhaha médiatique, condamnant cette confusion entre politique et religion. Ahmed Abu Laban saute sur l'occasion pour interpellier la classe politique : la « communauté musulmane » danoise manque d'un porte-parole autorisé qui parlerait seul en son nom ; organisons donc un referendum national financé par l'État. Sa proposition est rejetée mais, à dater de ce moment, l'imam explique toute difficulté dans les rapports entre le gouvernement (voire les médias) et les « musulmans » par l'absence de cette instance autorisée. Par exemple, au lendemain des attentats de 2004 à Madrid, lorsque la presse se plaint des commentaires réservés de plusieurs représentants de l'islam danois, Abu Laban réplique : s'il y avait un seul porte-parole reconnu, il vous dirait clairement ce qu'il pense. Ce qui ne convainc pas le gouvernement. Quand celui-ci, à la fin 2004, élabore enfin un programme de mesures en faveur de l'intégration des « immigrants et descendants », Bertel Haarder refuse de consulter les imams, et en particulier Abu Laban : « Pourquoi faudrait-il en débattre avec eux ? [...] L'imam Abu Laban vit au Danemark depuis vingt ans et ne parle pas le danois : il ne constitue pas un modèle d'intégration pour la jeunesse. »

La coalition parlementaire est reconduite en février

UNE POLITIQUE « FERME ET JUSTE »

2005, grâce surtout au succès de sa politique de l'emploi, la mise en place de la flexi-sécurité. La politique d'immigration jouit de l'approbation d'une forte majorité de Danois, d'autant qu'elle a démontré son efficacité : la progression de l'immigration paraît stoppée, ainsi que les mariages arrangés avec des conjoints du pays d'origine⁴⁴.

Les deux députés d'origine immigrée, Naser Khader (Parti Radical) et Kamal Qureshi (Parti Socialiste du Peuple) sont réélus. Un nouvel élu, Hussayin Arac, du Parti Social-Démocrate, les rejoint.

44. À l'étranger, la critique de la politique « raciste » du cabinet Rasmussen en matière d'immigration fait place à un intérêt grandissant pour certaines de ses dispositions, notamment aux Pays-Bas et en Norvège.

Les imams entrent dans le jeu politique

Changement de pied

Le premier cabinet Rasmussen avait lourdement sous-estimé sa marge de manœuvre dans un domaine au moins de la politique d'intégration des « immigrés et descendants » : la lutte contre l'influence des imams. Dans son discours du Nouvel An 2003, le Premier ministre les avait accusés d'encourager une mentalité religieuse « médiévale ». Puis, son ministre de l'Intégration avait préconisé pour eux des « cours de rééducation » obligatoires sur la démocratie, les droits humains et la culture danoise. Idée scandaleuse tant pour les intéressés que pour l'opposition. Bertel Haarder dut en rabattre : « Les imams, admit-il, peuvent dire ce qu'ils veulent, à condition de ne pas enfreindre la loi. » Il fixa néanmoins les limites de la tolérance gouvernementale : les « différences culturelles » sont autorisées (le port du foulard islamique, la prière sur le lieu de travail, les menus spéciaux dans les cantines scolaires, la présence de rideaux dans les douches publiques), mais pas l'infraction aux droits humains (l'oppression des femmes, les mariages forcés et l'ex-

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

cision⁴⁵). Jusqu'aux élections de février 2005, les relations entre le gouvernement et les imams restèrent marquées par une animosité réciproque. D'un côté, on invoquait les « valeurs danoises fondamentales » (la démocratie, les droits humains et l'égalité des sexes) auxquelles les sermons devraient se conformer ; de l'autre, on brandissait la « liberté religieuse constitutionnelle » des « musulmans » que l'on appelait à voter pour l'opposition.

Cette lutte contre l'influence des imams fut mise en échec pour trois raisons principales. D'abord, la législation danoise, par tradition, répugne à réglementer les religions particulières, luthéranisme inclus⁴⁶ – pas question, donc, de légiférer sur l'islam. Ensuite, la liberté d'expression jouit au Danemark d'un tel privilège qu'il est impossible d'en priver une catégorie de la population : les adversaires de la démocratie, qu'ils soient néonazis, communistes ou islamistes, ont droit à la parole. Enfin, même si la plupart des imams sont des étrangers, les lois et les règlements internationaux interdisent qu'on s'en prenne à eux sans autre motif que leurs opinions sur la démocratie ou l'égalité des sexes.

Dès l'élection de 2005, le second cabinet Rasmussen amorce une volte-face dans ses rapports avec les imams. La nouvelle ministre de l'Intégration Rikke Hvilshøj (Parti Libéral) annonce qu'elle veut les associer à son programme d'intégration – non parce qu'ils

45. Le Parti du Peuple Danois avait refusé avec indignation ce partage établi par le gouvernement entre des « différences culturelles » et des divergences politiques. Selon le PPD, tout est politique, et le Danemark serait bien inspiré de prendre exemple sur la laïcité française.

46. Depuis 1845, cet article de la Constitution n'a jamais été modifié : « Le statut de l'Église nationale sera réglé par la loi » – or cette loi, par prudence, n'a jamais été votée.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

sont des religieux, souligne-t-elle (laïcité oblige), mais à cause leur « solide ancrage dans la société musulmane ». Sept d'entre eux, parmi les plus réputés, sont conviés au ministère pour une réunion dont on précise qu'elle se tiendra en danois – avec toutefois l'assistance d'interprètes pour ceux qui ignorent la langue. À l'ordre du jour : l'apprentissage du danois par les jeunes « musulmans » et leur formation professionnelle. Rikke Hvilshøj demande aux religieux de convaincre leurs jeunes fidèles d'adhérer à l'institution scolaire et d'exhorter leurs familles à la soutenir. L'imam Abu Laban salue cette initiative, « voilà une percée majeure » qu'il célébrera dans son sermon du vendredi suivant.

À son tour, Bertel Haarder (devenu ministre des Cultes) accueille une délégation d'imams pour un débat général sur la place de l'islam dans le pays. Tous, même ceux qui comme Fethi Alev sont nés au Danemark, se plaignent amèrement de s'y sentir étrangers : l'islam n'est pas assez reconnu, les médias ne lui témoignent aucun respect, les municipalités s'opposent régulièrement à la construction de mosquées et à l'établissement de cimetières musulmans...

Mais le clou de la nouvelle politique est l'invitation d'Abu Laban, président de la Société Islamique du Danemark⁴⁷, à un colloque organisé les 2 et 3 mai 2005 par les services secrets (le PET⁴⁸) sur « Les racines du terrorisme en Europe ». Présenté comme une figure importante de l'islam danois, Abu Laban côtoie à ce col-

47. Ahmed Abu Laban est le fondateur de cette Société, Det Islamiske Trossamfund I Danmark.

48. Politiets Efterretningstjeneste. Les services spéciaux ont opté, depuis longtemps, pour une stratégie de dialogue avec les islamistes : pour les connaître et les empêcher de nuire, assurent-ils, il faut les fréquenter et leur marquer de l'estime.

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

loque des experts internationaux (Gilles Kepel) et la ministre de la Justice. Dans sa conférence sur « L'intégration et la radicalisation des musulmans au Danemark », il paraît mener, aux côtés du gouvernement, le bon combat pour l'intégration. Mais la presse se montre sceptique et rappelle un incident récent.

C'était en février 2005, juste au moment où Rasmussen formait son deuxième cabinet. La Société Islamique avait fait venir dans sa mosquée de Copenhague l'imam Raed Hlayhel⁴⁹, de la mosquée de Grimhoj dans la banlieue d'Aarhus. Diplômé de la Faculté de la charia de Médine, célèbre pour ses coups de gueule et son rigorisme extrême, Hlayhel avait servi aux fidèles un sermon inspiré : il y vouait à l'enfer les femmes qui se parfument et celles qui vont chez le coiffeur, et il recommandait aux hommes présents de vérifier, dès leur retour à la maison, que leurs filles étaient bien voilées de la tête aux pieds selon les prescriptions de la charia. La Société Islamique d'Ahmed Abu Laban avait apprécié ce prêche au point de l'enregistrer et d'en distribuer les cassettes dans les écoles religieuses de filles, afin que les parents connaissent leurs obligations religieuses. Mais un exemplaire de l'enregistrement avait échoué à la rédaction du *Jyllands-Posten*, dont le siège est à Aarhus et qui est particulièrement informé sur Raed Hlayhel et sur sa mosquée radicale.

Peu après, un collectif de quarante femmes portait plainte contre l'imam Hlayhel pour discrimination sexiste, au nom de l'article 266b du Code criminel qui

49. Raed Hlayhel est un Libanais, entré au Danemark à la fin des années 1990 pour raisons humanitaires, l'un de ses fils étant gravement handicapé.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

interdit la propagande raciste. Prié d'intervenir, le ministre des Cultes Bertel Haarder, se sachant lié par les impératifs de la liberté d'expression, ne pouvait ni prendre des sanctions contre le prédicateur ni empêcher la diffusion des cassettes. Mais il ne cacha pas son indignation de voir un religieux « inculquer cette vision funeste et médiévale du monde à des filles du Danemark contemporain ». Et il incita énergiquement les « filles et leurs mères à se révolter contre cette horrible exigence ». Face à la levée de boucliers, Ahmed Abu Laban se tint à l'écart, abandonnant au porte-parole de la Société Islamique, Ahmed Kassem, la mission impossible d'apaiser les médias. Kassem invoqua la liberté religieuse – « les imams ont le droit de définir la manière dont ils entendent que les femmes soient protégées » –, tout en minimisant les faits : il y avait eu malentendu, les quarante plaignantes feraient mieux d'ouvrir un dialogue avec Raed Hlayhel, qui les attend avec bienveillance.

L'été 2005

Le 7 juillet 2005, quatre bombes explosent dans les transports publics du centre de Londres, faisant cinquante-six morts et sept cents blessés. L'ONU propose aussitôt de combattre le préjugé d'une « guerre des civilisations » par la création d'une « Alliance des civilisa-

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

tions », un programme à long terme en vue de rapprocher les peuples⁵⁰. Mais en Europe le sentiment d'urgence domine : un an après les attentats de Madrid en 2004, ceux de Londres montrent que le terrorisme islamiste peut frapper partout. Aussi les gouvernements, les partis politiques et les leaders d'opinion européens condamnent-ils les attentats avec une impressionnante unanimité – les divergences d'interprétation sur les responsabilités dont faisait preuve le commentaire des événements de Madrid en 2004 ne sont plus de mise.

Le Danemark se sent immédiatement concerné : sa culture politique a toujours été marquée par le libéralisme anglais et, bien que le gouvernement danois réprovoie la politique britannique d'immigration (le multiculturalisme), il demeure plus proche de Londres que de Madrid ou même de New York. À Copenhague, la classe politique et les médias sollicitent les associations musulmanes : au contraire de l'attitude ambiguë qu'elles avaient adoptée depuis le 11 septembre 2001, cette fois elles blâment formellement les attentats londoniens. Ahmed Abu Laban, venu à la télévision avec d'autres imams, engage même les « communautés musulmanes » à combattre l'essor de « l'extrémisme ». Quelques-uns de ses collègues, tels Abdelwahib Pedersen et Fetih Alev, mettent en cause l'attribution de permis de séjour à des imams étrangers qui ignorent tout de la langue et de la culture danoises : il est temps, disent-ils, de fonder un « islam danois », dont le clergé serait formé dans les

50. Je traite la création de cette « Alliance des civilisations » dans une annexe au chapitre 3 parce qu'elle n'a pas d'incidence directe sur les événements évoqués ici. L'« Alliance des civilisations » jouera un rôle dans le dénouement de l'affaire des dessins de Mahomet.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

universités⁵¹. Ils déplorent aussi le prosélytisme (et surtout le succès) de Hizb-ut-Tahrir auprès des jeunes⁵². Dans leurs prêches, certains imams sont toutefois moins catégoriques. Ainsi Mostafa Chendid : tout en désavouant les terroristes qui « créent des problèmes, pas des solutions », il plaide soudain la non-responsabilité des musulmans dans les attentats de Londres et fait retomber la « faute » sur « les États-Unis, qui utilisent leur puissance pour forcer les autres à penser comme eux ». Mostafa Chendid est tout de suite épinglé par le porte-parole du Parti Libéral : « Incriminer les États-Unis revient à légitimer les terroristes. Cet imam n'a pas compris son rôle dans une société démocratique. » Le ministre des Cultes Bertel Haarder précise : quand bien même des « musulmans » se considéreraient comme des victimes, « ils ne doivent en aucun cas excuser les actes terroristes ».

Cette attention sans concession portée aux discours des imams n'est qu'un volet de la politique gouvernementale. Car les autorités tiennent parallèlement à étouffer dans l'œuf toute tentation raciste dans la population. Pour la première fois, les déclarations qui établissent un lien entre le terrorisme et les « immigrés et descendants musulmans » sont sanctionnées sur-le-champ⁵³. Par

51. La demande n'est pas nouvelle, mais elle se heurte à des difficultés jusqu'ici insurmontables : les universités sont des institutions séculières qui enseignent l'histoire des religions, mais non la religion ; et elles refusent d'assumer l'endoctrinement idéologique (fût-il en faveur de la démocratie et de l'égalité des sexes) auquel on voudrait les obliger.

52. Implicitement, ces imams réclament l'interdiction de Hizb-ut-Tahrir – ce que le ministre de la Justice s'interdit de faire depuis plusieurs années au nom de la liberté d'expression. Notons qu'au mois d'août 2005, la Grande-Bretagne expulsera Omar Bakri, le fondateur de l'association.

53. Il en va de même dans toute l'Europe, à commencer par la Grande-Bretagne. Cf. European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (2005).

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

exemple, une station de radio néo-nazie, Radio Holger, est poursuivie pour ce message du 12 juillet 2005 : « Il n'y a que deux moyens de stopper le terrorisme : expulser tous les musulmans d'Europe occidentale afin qu'ils ne puissent plus poser de bombes, ou bien exterminer tous les musulmans fanatiques – ce qui reviendrait à tuer une bonne partie des immigrants musulmans⁵⁴ ».

La quasi-totalité des formations politiques conseillent d'ailleurs au Premier ministre d'éviter les mesures susceptibles de marginaliser les « musulmans ». La Section Jeunes du Parti Libéral lui demande de prendre date, à l'instar de Tony Blair, avec les « musulmans modérés » : elle cherche par là à contrer certains notables du parti selon qui le gouvernement doit rompre le dialogue ouvert au printemps avec les imams. Comme toujours, la brutalité du Parti du Peuple Danois excède celle des faucons du Parti Libéral. Pia Kjærsgaard, après avoir exigé sous le coup de l'événement que le Premier ministre « stoppe net la cinquième colonne musulmane », propose des mesures drastiques : bouclage des frontières, établissement de cartes d'identité nationales, vidéo-surveillance généralisée dans les villes, retrait de la nationalité danoise à tout « musulman » qui soutiendrait le terrorisme. Fogh Rasmussen rejette vigoureusement ces propositions. De son côté, la ministre de l'Intégration circonscrit le danger : « Nous savons tous que ces mouvements radicaux et antidémocratiques qui veulent détruire les libertés ne représentent pas l'islam, ni aucune religion. »

54. Le procès aura lieu à la mi-août : la licence de Radio Holger est suspendue pour trois mois. L'animateur sera ultérieurement inculpé d'incitation à la haine d'autrui en vertu de sa religion (encore le fameux article 266b du Code criminel).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Cependant, la justice ne cède pas à la menace de flambée des passions politiques, elle opère avec la sage lenteur et l'indépendance qui la caractérisent. Une association caritative, suspectée depuis janvier 2003 de collecter des fonds pour le terrorisme, est relaxée faute de preuves. Le chef de Hizb-ut-Tahrir est certes inculpé pour avoir appelé, l'année précédente, à assassiner tout chef d'État qui empêcherait les « musulmans » de soutenir « nos frères [irakiens] de Fallujah », mais son mouvement n'est pas dissous. Saïd Mansour, un propagandiste du jihad connu des services spéciaux depuis 1996, est placé sous surveillance judiciaire⁵⁵.

L'opinion publique réagit aux événements à la manière des Britanniques : à la fois par la peur (le métro perd la moitié de ses usagers, on alerte la police dès qu'un paquet a l'air abandonné...) et par la détermination (75 % des Danois pensent maintenant que le contingent doit rester en Irak, alors que la moitié d'entre eux seulement avait accepté l'entrée de leur pays dans la coalition). Quant à la presse, elle tente de tirer la leçon des attentats-suicides de Londres : puisqu'ils sont le fait de jeunes gens apparemment bien intégrés à la société d'accueil, quel rôle les imams pourraient-ils jouer auprès d'eux ? Le *Jyllands-Posten* invite ces derniers à cesser de creuser le fossé qui existe entre les Danois « de souche » et les immigrés ; le *Kristeligt Dagblat*,

55. Il déclare dans une interview que les « musulmans » ont le droit de tuer des Américains en Irak parce que « c'est la guerre, pas un pique-nique ». Saïd Mansour, un Marocain arrivé au Danemark en 1983, semble avoir trouvé sa voie sous l'influence d'Abu Talal, qu'il rencontre à la mosquée d'Abu Laban. Lié successivement aux réseaux égyptien puis algérien de Copenhague, il visite aussi des groupes jihadistes à travers l'Europe (Londres, Milan, Bosnie, Espagne), fonde des groupes de formation politique et fabrique aussi de faux papiers (Taarnby, op. cit.).

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

organe de l'Église luthérienne, tout en félicitant les imams danois d'avoir désavoué les terroristes londoniens, souhaite que les écoles de théologie musulmane, partout dans le monde, condamnent formellement la violence.

L'arrestation de Saïd Mansour, le 15 septembre, relance l'angoisse du terrorisme. Car la police a trouvé chez lui des recettes de fabrication de bombes et de terribles cassettes vidéo. L'une montre Ben Laden appelant à l'assassinat des « non-musulmans » ; une autre, Abu Musab al Zarqawi, chef d'Al Qaida en Irak, égorgeant des otages ; et d'autres encore, des combattants tchéchènes exécutant des soldats russes. Sur le boîtier, cette proclamation : « Nous sommes des terroristes. Le terrorisme est notre devoir. L'Orient et l'Occident doivent apprendre que nous sommes des terroristes. Nous sommes redoutables. » Ainsi le jihad mondialisé fait-il irruption dans l'espace public du Danemark, le pays le plus paisible du monde.

Les députés Naser Khader (Parti Radical) et Kamal Qureshi (Parti Socialiste du Peuple) déclarent alors avoir adhéré à un réseau international d'hommes politiques musulmans et juifs, le Political Council for Coexistence qui, selon Naser Khader, entend soutenir les forces démocratiques au Moyen-Orient⁵⁶. Ils se démarquent du même coup d'un antisémitisme qui s'affiche avec une agressivité grandissante dans les groupes et les mosquées islamistes du Danemark.

56. Ce réseau, qui porte aussi le nom de Coexistence Trust, a été fondé en janvier 2005 par le prince jordanien Hassan ben Talal – écarté du trône par son père, Hussein de Jordanie, peut-être pour ses idées libérales – et par Lord Janner of Braunstone, une personnalité importante du judaïsme britannique.

La peur de critiquer l'islam

Kaare Bluitgen, un militant connu de l'extrême-gauche tiers-mondiste, vit depuis trente ans dans un quartier d'immigration où résident de nombreux réfugiés palestiniens⁵⁷. Il enseigne, réalise des films engagés, écrit des romans pour adolescents (le parcours de garçons révoltés par l'injustice et poussés à se lancer dans des luttes de libération en Amérique latine ou en Palestine) ainsi que des essais sur le caractère multiculturel de la société danoise. En 1998, une de ses publications porte sur l'expérience de ses propres enfants à l'école publique du quartier : ils ont été souvent discriminés, battus et insultés par leurs condisciples immigrés. Bluitgen y raconte aussi la progression des islamistes, leurs attaques incessantes contre leurs coreligionnaires et le silence timoré de la population immigrée.

Les camarades de Kaare Bluitgen s'empresment d'en faire un traître : « Il est passé à droite ». Traduire : il refuse désormais de manifester avec des militants islamistes pour les droits des Palestiniens⁵⁸. Car, selon la gauche alter-mondialiste et anti-impérialiste, il n'existe au Danemark aucune sorte de danger politique venant des islamistes. La poignée de terroristes

57. Rencontre du 3 novembre 2006 à Copenhague ; et *Le Monde*, 5 février 2006, « Kaare Bluitgen, celui par qui tout est arrivé » (O. Truc). Il se définit lui-même comme « gauchiste et tiers-mondiste ».

58. Pendant la moitié environ de notre entretien, Kaare Bluitgen et moi avons passé en revue l'histoire de nos engagements politiques respectifs : il n'a changé que sur un point, la collaboration avec des islamistes.

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

présents sur le territoire relève des services spéciaux et l'engagement récent, dans leurs rangs, de jeunes « descendants d'immigrés » s'explique par le seul « racisme » danois. Pour le reste, cette gauche ne connaît que des « minorités ethniques persécutées » : un groupe compact de « victimes », dépourvu de divisions internes, et qu'il convient de défendre en bloc. Elle considère comme autant de fictions bâties par des « racistes » et par la « droite » tout propos qui imputerait aux islamistes des objectifs politiques précis : d'une part, envers les immigrés issus de pays musulmans (les réduire au statut de « musulmans » et les contraindre à reconnaître le leadership d'imams fondamentalistes) ; d'autre part envers l'État et la société (leur imposer une gestion séparée des « musulmans » et la présence publique d'un islam intégriste). En 2005, toujours dans l'idée de contribuer à la compréhension interculturelle, Kaare Bluitgen écrit un ouvrage destiné à enseigner aux adolescents la vie de Mahomet.

Mais le syndicat des illustrateurs du livre, consulté sur le choix d'un dessinateur, n'en trouve aucun qui accepte ce travail. Tel s'est entendu dire par un islamiste que la représentation de Mahomet était un interdit pour tous, musulmans et non-musulmans ; tel autre craint de subir le sort du réalisateur néerlandais Theo van Gogh, assassiné aux Pays-Bas en 2004 ; un troisième se souvient de la mésaventure de cet assistant d'université qui, toujours en 2004, s'est fait violemment agresser par des islamistes pour avoir lu tout haut dans son cours des versets du Coran.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Ce dernier incident vaut qu'on s'y arrête. L'assistant était un immigré juif du Maroc. Il voulait montrer à ses étudiants les différentes manières de psalmodier le texte sacré. Peu après, un groupe d'hommes l'enlève sur le campus, l'enferme dans une camionnette et le roue de coups. On le retrouve au cours de la nuit, gisant dans son sang. Les agresseurs ne seront pas identifiés mais, plus grave, l'Université ne proteste pas ni ne manifeste la moindre solidarité avec cet enseignant. Ce qui provoque la réaction d'un intellectuel de grande réputation, Fredrik Stjernfelt, directeur de *Kritik* et professeur de littératures nordiques à l'Université. Il déclare dans la presse que tous les enseignants danois devraient lire des versets du Coran à leurs élèves, pour démontrer qu'ils en ont le droit⁵⁹. Dans le même article, Stjernfelt mentionne deux cas de violences exercées par des islamistes contre des immigrés venus de pays musulmans. Mais sa prise de position ne rencontre aucun écho, ni à gauche ni dans le corps professoral – lui aussi ardent défenseur de la relativité des cultures et donc négateur de la réalité de l'islamisme.

Revenons à Kaare Bluitgen. En septembre 2005, il raconte, dans une interview à l'agence de presse danoise, les difficultés qu'il a eues à s'adjoindre un illustrateur : il en a enfin déniché un mais celui-ci, par prudence, refuse de signer ses dessins. *Le Jyllands-Posten* dépêche un journaliste chez Kaare Bluitgen, qui en sourit encore : « Au début, il ne me croyait pas du tout, vrai-

59. Rencontre du 7 novembre 2006 à Copenhague. Fredrik Stjernfelt dit se situer politiquement au « centre-gauche ».

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

ment pas du tout. » L'écrivain y voit la preuve que le journal n'était pas en quête d'une provocation sensationnelle.

Le rédacteur en chef du *Jyllands-Posten* met au travail une équipe de reporters, qui « font une enquête très précise, très professionnelle ». Ils découvrent à cette occasion que l'expérience de Bluitgen n'est pas unique : par exemple, les traducteurs danois d'un essai dévastateur sur l'islam de la Néerlandaise Ayaan Hirsi Ali⁶⁰ ont eux aussi refusé de signer leur traduction ; un célèbre comique jure qu'il se sent capable d'uriner sur la Bible mais non sur le Coran devant le public de la télévision⁶¹. Hors du Danemark, le *Jyllands-Posten* enregistre également plusieurs exemples d'autocensure du même genre. L'un d'eux s'est produit en février 2005 à Göteborg (Suède), où la direction du musée de la Culture mondiale⁶² a retiré le tableau d'une artiste algérienne, Loubna Darabi, à la suite de protestations de visiteurs musulmans, car il représentait un couple en train de faire l'amour sous le texte du verset initial du Coran. Certains protestataires sommaient Loubna Darabi de se souvenir « des Pays-Bas », c'est-à-dire du sort de Théo van Gogh et des menaces pesant sur Ayaan Hirsi Ali. Comme l'artiste algérienne visait à exalter l'amour humain et non à rabaisser la parole divine, elle accepta de remplacer ce tableau par un autre, qui montrait une

60. L'on se souvient qu'Ayaan Hirsi Ali, condamnée à mort par l'assassin de Théo van Gogh en novembre 2004, est depuis sous la protection de gardes du corps.

61. Ce genre de provocation n'est pas fréquent mais il est légal au Danemark. En 1984, un artiste avait représenté Jésus, nu et le sexe en érection, sur le mur d'une gare ; en 1992, le même artiste avait mis en scène dans un film Jésus faisant l'amour et participant à des actions terroristes. Malgré l'existence d'une loi dite « anti-blasphème » (dont nous aurons à reparler bientôt), il n'avait pas été poursuivi.

62. Créé en 2004, le Världskulturmuseet était voué au service du multiculturalisme.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

scène comparable mais sans référence au Coran⁶³. Le débat public qui s'ensuivit porta moins sur la liberté d'expression que sur la possibilité même d'un musée « multiculturel ».

Autre cas européen d'autocensure artistique, encore plus frappant parce qu'il fait sentir le vent de panique qui souffle sur Londres depuis les attentats du 7 juillet. Durant l'été 2005, la Tate Gallery de Londres prépare une rétrospective de l'artiste conceptuel John Latham⁶⁴. L'une des œuvres, *God is Great n° 2* datant de 1991, a déjà été exposée précédemment. Or, à la fin août, le directeur du musée craint soudain que *God is Great n° 2*, qui représente entre autres un Coran, ne provoque la colère des musulmans. Sans avoir pris conseil de la police (ni d'ailleurs des associations musulmanes), le conservateur prévient John Latham qu'en raison de l'atmosphère troublée qui règne sur la capitale britannique depuis les attentats, cette œuvre n'entrera pas dans la rétrospective. Furieux, le sculpteur ébruite l'affaire et crie à l'atteinte à la liberté artistique. Une violente polémique de presse éclate, qui persistera jusqu'à la mort de l'artiste en janvier 2006.

Rien qui soit grossièrement blasphématoire dans la sculpture de John Latham : pas de jet d'urine sur le Coran, pas de citations du Livre accompagnant une image de sexe, pas de critique de l'islam. D'ailleurs, *God is Great n° 2* ne concerne pas directement le

63. Cf. Cajsa Lagerkvist.

64. John Latham (1921-2006) est un artiste important, dont les œuvres figurent dans les plus grands musées, depuis le Museum of Modern Art new-yorkais jusqu'à la Tate Gallery de Londres – laquelle possède dix-sept œuvres de lui. Latham a commencé à réaliser des sculptures sur le thème des croyances de l'humanité en 1959.

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

Coran, ni même la religion, mais véhicule un message très général sur l'absolutisation de tous les savoirs humains, y compris religieux. Le spectateur ne voit que cinq livres noirs, posés au sol et formant un bloc traversé en son centre par une plaque de verre sur laquelle sont fixés quatre livres de couleurs différentes. Sans le commentaire de l'artiste, il serait impossible d'en saisir la signification. Les cinq volumes noirs, une collection reliée du *Times* depuis 1964, figurent l'information supposée vraie qu'apportent les médias. Les quatre ouvrages suspendus sont des Livres Saints : deux Bibles de teinte brune, un Talmud bleu et un Coran plus coloré. Quant à la plaque de verre qui traverse les neuf livres, elle signifie, selon Latham, que tout système de savoirs – notamment religieux – divise : il unit ses adeptes mais il les sépare des non-adeptes.

En somme, *God is Great n° 2* constitue une réflexion peu originale sur le savoir humain, exprimée dans une œuvre d'une facture assez académique. Mais surtout, le Coran y tient une place égale à celle des autres Livres. Des musulmans qui auraient réussi à l'identifier parmi les neuf ouvrages représentés pourraient, à la rigueur, s'offusquer du traitement indifférencié de leur Livre. Le directeur de la Tate justifie le retrait de *God is Great n° 2* par « les circonstances exceptionnelles de cet été », « la valeur que nous reconnaissons aux sensibilités religieuses », le souci de protéger le public contre d'éventuelles réactions violentes, comme celui de protéger l'œuvre de Latham d'une « interprétation politique qui en défigurerait le sens ». Le secrétaire du Muslim

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Council of Britain commente avec malice : « J'ignore tout de cette exposition et l'on ne m'a parlé d'aucune protestation de groupes musulmans. Néanmoins, puisque le musée a cru devoir retirer cette œuvre, pensant qu'une telle présentation des livres sacrés offenserait gravement les croyants des trois religions, je respecte sa décision. »

Au cours des semaines où le *Jyllands-Posten* enquête sur ces cas d'autocensure, le Premier ministre Fogh Rasmussen organise une réunion à l'échelon national autour de l'intégration et de la lutte contre le terrorisme. Il y convie dix-neuf « représentants de la communauté musulmane » des principales villes du pays : des élus – Naser Khader toutefois se refuse –, des animateurs et responsables d'associations, et les imams les plus importants. Ceux-ci profitent de l'occasion pour demander au Premier ministre de limiter la liberté de la presse, trop critique selon eux envers les « musulmans ». Des propos qui soulèvent l'indignation de certains participants et des médias mais n'ébranlent pas Fogh Rasmussen : j'ai invité les imams à dialoguer, ils sont libres de leurs opinions – lesquelles ne m'engagent pas, dit-il en substance.

C'est dans ce contexte – international aussi bien que national – que le *Jyllands-Posten* monte une expérience *in vivo* : afin de tester l'hypothèse d'une autocensure des artistes danois par crainte des islamistes, le journal écrit aux quarante membres du syndicat des illustrateurs de presse et leur propose de dessiner Mahomet « comme ils le voient » (pas nécessairement sous forme

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

de caricatures). Douze d'entre eux envoient leur dessin. Ils sont publiés le 30 septembre 2005, entourés d'un ensemble d'articles qui en fournissent le contrat de lecture. Le *Jyllands-Posten* intitule cette page : « Les visages de Mahomet ».

Annexe

« L'Alliance des civilisations » contre le jihadisme

Une semaine après les attentats de Londres (7 juillet 2005), alors que le monde, bouleversé, s'interroge sur la meilleure manière de combattre les attentats-suicides des jihadistes, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU déclare : « Les événements de ces dernières années ont accentué l'impression d'un fossé grandissant et d'un manque mutuel de compréhension entre les sociétés islamiques et occidentales [...] qui a été exploité et exacerbé par des extrémistes dans toutes les sociétés. [...] L'alliance des civilisations s'entend comme une coalition contre ces forces, comme un mouvement pour promouvoir le respect mutuel pour les croyances et traditions religieuses et comme une réaffirmation de l'interdépendance croissante de l'humanité dans tous les domaines – de l'environnement à la santé, du développement économique et social à la paix et à la sécurité. »

Lisant un tel texte – d'ailleurs passé inaperçu dans l'opinion –, l'on pourrait croire que son auteur a seulement voulu recouvrir d'un pieux verbiage une effrayante réalité : par exemple lorsqu'il appelle « les événements » la série déjà longue des attentats-suicides et dont l'épisode londonien signale qu'elle n'est pas près de se clore. Mais non, il veut vraiment contribuer à une solution. Et la voici : le « respect » envers les « religions » (élevées à la dignité de « civilisations ») sera l'arme fatale pour vaincre le terrorisme islamiste. Lequel, on l'aura noté, n'est pas nommé – la responsabilité des « événements » étant attribuée aux « extrémistes » des deux bords.

D'ailleurs, cette déclaration de 2005 a déjà toute une histoire. Dès 1998, le président iranien Mohammed Khatami avait insisté, à la tribune des Nations Unies, sur la nécessité d'un « dialogue

LES IMAMS ENTRENT DANS LE JEU POLITIQUE

entre les civilisations ». Ses efforts débouchèrent sur une proclamation solennelle : 2001 serait l'« Année du dialogue entre les civilisations ». Peu après, alors que les ruines des tours jumelles du World Trade Center détruites par Al Qaida étaient encore fumantes, l'obstiné Khatami présentait, sous les applaudissements, son « Projet de programme mondial pour le dialogue entre les civilisations ». Les attentats de Madrid, en mars 2003, auraient pu frapper d'inanité ce programme : bien au contraire, le Premier ministre espagnol va s'attacher à le radicaliser.

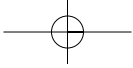
En septembre 2004, José Luis Zapatero lance devant l'Assemblée générale de l'ONU un appel en faveur d'une « Alliance des civilisations » qui combatte le terrorisme par des moyens autres que militaires : « L'objectif est d'approfondir les liens politiques, culturels et éducatifs entre le monde occidental et les pays arabes et musulmans. » Kofi Annan approuve avec enthousiasme ce projet, qui soulève pourtant trois objections. D'abord, cette opposition entre « le monde occidental » et « les pays arabes et musulmans » revient à nier que le jihadisme – l'unique forme de terrorisme en cause dans cette affaire – frappe en réalité n'importe quel État, y compris ceux qui sont peuplés de musulmans. Ensuite, l'Organisation des Nations Unies – elle-même une entité politique juridiquement responsable – considère désormais les « civilisations » comme autant d'entités politiques responsables, avec lesquelles des États sont susceptibles de conclure des « alliances ». Or on sait qu'en droit international une alliance est un traité passé entre deux puissances qui s'engagent à se porter mutuellement secours en cas de guerre : les attentats du 11 septembre 2001 et du 11 mars 2004 étant des actes de guerre, une « alliance » entre des êtres aussi indéterminés que des « civilisations » paraît improprie à y mettre fin. Enfin, ces organisations poli-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

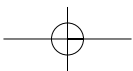
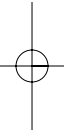
tiques que sont l'ONU et les États qui la composent sont désormais priées de signer des alliances avec des « religions », entités dont l'irresponsabilité juridique est aussi évidente que celle des « civilisations » et qui n'ont jamais démontré leur empressement à traiter en égales des autorités séculières

Revenons au mois de juillet 2005. Une semaine après la vertueuse déclaration du porte-parole de Kofi Annan, la Grande-Bretagne déjoue quatre nouveaux attentats. Sans même prendre le temps de consulter George Bush (prétend-il), Tony Blair se dépêche d'applaudir à la création d'une « Alliance des civilisations ». Au cours de l'été, les Premiers ministres espagnol et turc travaillent ensemble à cette initiative, qui aboutit, le 2 septembre, à la composition d'un Comité des sages pour une « Alliance des civilisations », destinée à combattre les divisions entre les cultures, « notamment islamiques et occidentales, qui menacent de manière potentielle la paix dans le monde ». Ce Comité des sages de dix-neuf personnes sera co-présidé par l'ancien directeur général de l'UNESCO, l'Espagnol Federico Mayor, et par un ministre d'État et professeur de théologie turc, Mehmet Aydin. Y participeront également : l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, l'ancien chef de la diplomatie française Hubert Védrine, l'ex-président iranien Mohammed Khatami, André Azoulay, conseiller spécial du roi Mohammed VI du Maroc (Commandeur des croyants) et l'historienne britannique spécialiste des religions Karen Armstrong.

L'« Alliance des civilisations » verra le jour dans le moment le plus chaud de l'affaire des dessins de Mahomet, et elle sera mise à contribution pour sortir de la crise.



Le lait sur le feu



« Les visages de Mahomet »

Le Jyllands-Posten est le premier quotidien du Danemark, le seul à disposer d'un réseau étendu de correspondants tant en province qu'à l'étranger. C'est pourquoi son numéro du 30 septembre 2005 aurait pu difficilement passer inaperçu. À la une, un encart illustré par un petit dessin affiche la position du journal : « Certains musulmans rejettent la société moderne et séculière. Ils demandent à y occuper une position particulière et ils répètent qu'on doit avoir une considération spéciale pour leur sentiment religieux. Ce n'est pas conciliable avec la démocratie séculière et avec la liberté d'expression – laquelle suppose qu'on s'attende au mépris, à la dérision, au ridicule. » L'auteur de cette déclaration est Flemming Rose, le directeur de la page culturelle : c'est lui qui avait pris l'initiative de l'enquête sur l'autocensure des artistes par peur de l'islamisme, lui qui a décidé de la collecte et de la publication des dessins.

Dans l'éditorial, « La menace venue des Ténèbres », le rédacteur en chef Carsten Juste marque l'engage-

LE LAIT SUR LE FEU

ment du journal tout entier : « Les musulmans qui portent l'image publique de l'islam – au-delà desquels on trouve, par bonheur, une ample majorité, silencieuse et plus raisonnable – [...] ont une caractéristique commune : un sentiment gigantesque, démesuré, de leur propre importance. Cette suffisance les conduit à faire preuve d'une sensibilité exacerbée devant toute manifestation de désaccord, qu'ils interprètent comme une provocation. » Or ces « mollahs pompeux » transforment les critiques visant leur conduite personnelle en une insulte au Livre sacré, et il arrive que des fidèles, en toute bonne foi, se chargent de venger l'atteinte supposée à la religion.

Le *Jyllands-Posten* pose donc la question de l'auto-censure des artistes dans un cadre politique clairement défini : il s'en prend aux imams fondamentalistes et non pas aux musulmans, à l'islam, ou même à ceux qui assassinent au nom de l'islam. Sans doute Carsten Juste considère-t-il que ces « mollahs déments » sont échoués à l'« âge des Ténèbres » et qu'ils feraient mieux de profiter de nos Lumières pour en sortir : arrogance occidentale assurément, mais il n'y a rien là, à proprement parler, de « raciste » ou d'« islamophobe ».

La page culturelle, intitulée « Les visages de Mahomet », comporte en son centre un long article de Fleming Rose⁶⁵ qui rapporte l'enquête du journal et, tout autour, les douze dessins de Mahomet, présentés sous forme de vignettes illustratives plutôt que d'œuvres d'art.

65. Au contraire de Carsten Juste, Fleming Rose tend à confondre, dans telle de ses formulations, la « modernité » avec le christianisme et les « Ténèbres » avec l'islam : de là, une tonalité de « guerre des cultures » à la Huntington.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Un an après l'affaire, on reste pantois devant le pouvoir dévastateur prêté pendant des mois à ces douze petits dessins. Cinq d'entre eux (presque la moitié) esquivent la consigne reçue « Dessinez Mahomet comme vous le voyez » : à leur manière, ils confirment amplement l'hypothèse de l'autocensure.

1. Un artiste, assis devant sa planche, a dessiné un barbu ; il tente désespérément de cacher la feuille et jette un regard paniqué par-dessus son épaule.

2. Une confrontation a lieu au commissariat de police. La victime doit désigner son agresseur parmi sept individus alignés : « Hmm, je ne peux vraiment pas le reconnaître ». De fait, les personnages sont fort peu identifiables : selon les commentateurs, ce seraient un hippie, Pia Kjærsgaard, Jésus, Bouddha, Mahomet, un gourou Indien et un homme portant une affichette – « Attaché de presse de Kaare [Bluitgen⁶⁶]. Téléphonnez et faites une offre ».

3. C'est Kaare Bluitgen lui-même qui est caricaturé : l'écrivain porte un turban garni d'une orange⁶⁷ sur laquelle est inscrit : « Truc publicitaire » ; il montre en souriant un gribouillis enfantin – qui figure un autre porteur de turban, Mahomet.

4. Dans une salle de classe, un adolescent brun est au tableau ; la légende précise qu'il s'agit de « Mohammed, école de Valby, classe de 7^e A » (c'est donc un « descendant » d'immigré habitant d'un ghetto). De sa baguette, l'élève désigne sur le tableau ces mots écrits en caractères

66. Rappelons que Kaare Bluitgen est l'auteur d'une *Vie du Prophète Mahomet* destinée aux adolescents, pour laquelle il ne trouve pas d'illustrateur.

67. En danois, « avoir une orange dans le turban » signifie « avoir un coup de chance ».

LE LAIT SUR LE FEU

res persans : « Les journalistes du *Jyllands-Posten* sont une bande de provocateurs réactionnaires⁶⁸ ».

5. On voit trois barbus en caftan, coiffés de grands turbans. Deux d'entre eux, armés d'un sabre, d'une bombe et d'un fusil, ont une mine patibulaire. Ils courent vers le troisième, qui leur tourne le dos et regarde un dessin. Son bras tendu tente de les arrêter : « Du calme, les amis ! C'est juste le dessin d'un incroyant du Jutland du Sud » (c'est-à-dire « du milieu de nulle part »).

Parmi les sept dessins représentant explicitement Mahomet, deux ne sont pas des caricatures.

1. Un Bédouin conduit tranquillement son âne dans le désert, au coucher du soleil. Ce pourrait être une illustration d'un livre pour enfants.

2. L'intention du dessin est obscure : il combine une représentation figurative (un visage masculin, barbu et enturbanné) et des symboles de l'islam (une étoile – à la place d'un œil –, et un croissant de lune – délimitant le visage).

Un troisième dessin pourrait à la rigueur être interprété comme une caricature :

3. Un barbu éthéré en costume oriental, dont la tête est entourée d'un halo qui a la forme d'un croissant de lune, donnant l'impression que le personnage porte des cornes⁶⁹.

Restent donc quatre « caricatures de Mahomet ». Trois d'entre elles dénoncent le sexisme supposé du Prophète.

68. L'adolescent porte une chemise rayée de footballeur avec ce mot, réparti sur deux lignes, « Frem » et « Tiden » : « Frem » est à la fois le nom de l'équipe de football de Valby et la première syllabe de « *Fremtiden* », « le futur ».

69. L'on sait que les figurations médiévales de Mahomet lui attribuaient des cornes. Le dessin ne permet pas de décider si l'artiste y a pensé ou s'il a inconsciemment reconduit une représentation du temps des Croisades.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

1. Mahomet, aux portes du Paradis, étend les bras pour barrer le passage à une troupe de kamikazes – « Stop, stop, notre stock de vierges est épuisé⁷⁰ ! »

2. Deux femmes voilées et vêtues de noir, dont on ne voit que les yeux apeurés, se tiennent derrière un homme en tunique blanche, barbu, enturbanné et armé d'un sabre, dont le dessinateur a masqué les yeux par un bandeau noir.

3. Une sorte de griffonnage figure cinq femmes voilées au visage stylisé (l'œil est une étoile et la bouche, un croissant de lune), apostrophant un personnage hors champ : « Hé prophète, tu es cinglé ! Maintenir des femmes sous le joug ! »

4. Le dessin le plus problématique montre la tête du Prophète coiffée d'un turban, lequel contient une bombe dont la mèche est allumée. Les détracteurs du *Jyllands-Posten* au Danemark (et en Europe) ainsi que l'opinion du monde musulman l'ont compris comme un message « raciste » : l'islam, c'est le terrorisme. L'auteur, Kurt Westergaard, s'en est expliqué dans une interview⁷¹ : personnellement athée, il n'a pas le moindre mépris envers l'islam ou son Prophète. Par contre, a-t-il souligné, « je n'ai aucun respect pour la version de l'islam qui sert d'aliment spirituel aux terroristes. Quand des parties d'une religion évoluent vers le totalitarisme et la violence, il faut protester. Nous [les caricaturistes] l'avons fait contre tous les autres « -ismes »,

70. Selon une interprétation fautive (mais répandue) d'un verset du Coran, tout martyr reçoit soixante-dix vierges dès son arrivée au Paradis.

71. *Jyllands-Posten*, 23 février 2006. Selon Caroline Fourest (2007), Kurt Westergaard a publié des dessins non moins violents contre l'intégrisme chrétien et contre la politique israélienne (un drapeau israélien en forme de barbelés, avec un Palestinien pendu au milieu).

nazisme, fascisme, communisme. Nous devons nous battre contre cela, avec les armes du caricaturiste – sa plume et son indignation. »

Une manifestation de pure forme

Pendant une quinzaine de jours, la presse danoise demeure à peu près muette sur la publication du dossier du *Jyllands-Posten* – l'enquête, les dessins et les éditoriaux du 30 septembre. Pourtant, selon Klaus Wivel et Jesper Vind Jensen, respectivement rédacteur en chef de la page littéraire et journaliste au *Weekendavisen*, on n'aurait parlé que de cela dans les rédactions⁷². Le problème qu'a soulevé le *Jyllands-Posten* est crucial, l'enquête réalisée, satisfaisante, et l'idée de publier des dessins, excellente : chacun s'en veut de ne pas y avoir pensé, y compris les journaux qui, par la suite, critiqueront sévèrement le *Jyllands-Posten*.

Du côté des islamistes, une réaction s'organise aussitôt. À Aarhus, l'imam Raed Hlayhel affiche des exemplaires du journal sur les murs de sa mosquée afin de prendre ses fidèles à témoin. Il tient immédiatement réunion avec son adjoint Abu Bilal et avec un jeune imam, Ahmed Akkari⁷³, proche d'Abu Laban. Les trois

72. Entretien du 3 novembre 2006.

73. Ahmed Akkari, 28 ans, est né au Liban. Admis au Danemark pour des raisons humanitaires, il a obtenu sa naturalisation depuis quelques mois seulement, malgré une condamnation datant de 2001 : il avait violemment battu un garçonnet qui, en se disputant avec la jeune sœur d'Akkari à l'école primaire, lui avait fait tomber le foulard.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

hommes téléphonent à Abu Laban et prennent date pour une rencontre le 2 octobre, en vue de constituer un comité pour la défense du Prophète. Par ailleurs, les dessinateurs – faciles à identifier puisqu'ils ont signé leurs œuvres – reçoivent des coups de fil anonymes les menaçant de mort.

Le 4 octobre, Raed Hlayhel contacte une journaliste du *Jyllands-Posten* spécialisée dans l'islam danois, Pernille Ammitzbøll. Cette jeune femme s'est acquis depuis cinq ans le respect de ses interlocuteurs musulmans par sa rigueur professionnelle et une totale absence de racisme : il est normal que les protestataires, malgré leur colère, s'adressent à elle⁷⁴. L'imam la convie dans sa mosquée pour une interview : le comité en formation veut contraindre le journal à s'excuser auprès des fidèles de l'islam ; parmi les moyens de pression qu'il envisage, il sollicitera le soutien des ambassadeurs des pays musulmans en poste au Danemark, ainsi que du pape. On le voit : alors que la publication des dessins n'a pas été commentée dans les médias – la télévision n'en a pas soufflé mot –, ce très petit groupe d'imams se propose déjà d'internationaliser son conflit avec le quotidien danois.

Ahmed Abu Laban entre en scène deux jours plus tard. Il s'était déjà signalé au moment où le dossier du *Jyllands-Posten* était en préparation : il avait téléphoné à la rédaction pour lui signifier que « l'islam » interdisait à quiconque la représentation du Prophète. Que l'imam

74. Entrée au *Jyllands-Posten* en 2001 après une enquête difficile sur un cas de viol en réunion, Pernille Ammitzbøll a progressivement imposé sa spécialisation au journal. Elle est considérée aujourd'hui comme la personne qui connaît le mieux les réalités du terrain : plusieurs chercheurs de renom – Michael Taarnby, Mehdi Mozaffari, Tina Maggaard, Peter Seeborg – m'ont renvoyée à elle pour répondre à certaines de mes questions.

LE LAIT SUR LE FEU

veille appliquer l'interdit religieux aux non-musulmans avait renforcé la conviction du journal de devoir s'affronter avec les islamistes⁷⁵. Le 6 octobre, donc, Abu Laban, au nom de la Société Islamique du Danemark, demande officiellement au *Jyllands-Posten* de « retirer les caricatures » (?) et de présenter ses excuses « à tous les musulmans ». Carsten Juste nie que le journal ait eu l'intention d'insulter les musulmans – nous voulions savoir s'il existait une autocensure des artistes par peur de l'islamisme – et il rappelle qu'« au Danemark, nous vivons en démocratie, la satire est autorisée et la religion ne saurait l'interdire ».

Le 9 octobre, un Comité européen pour la défense du Prophète adresse un communiqué aux médias internationaux – et notamment à la télévision qatarie Al-Jazira – appelant le « monde musulman » à laver l'honneur de Mahomet. En réalité, ce Comité « européen » ne compte qu'une poignée d'imams danois qui partagent deux caractéristiques : ils sont issus du Moyen-Orient (et, plus précisément, de la diaspora palestinienne) et sont liés aux Frères musulmans. Raed Hlayhel en est le président, et Ahmed Akkari le porte-parole. Ahmed Abu Laban ne se met pas en avant, mais personne ne s'y trompe : lui seul, au Danemark, a des contacts internationaux assez étendus – en particulier avec les Frères musulmans d'Égypte – pour faire aboutir un tel projet. La Société Islamique du Danemark est d'ailleurs omniprésente dans le Comité : outre des gens de Copenhague comme Ahmed Kas-

75. L'imam Fethi Alev, qui n'est en rien un islamiste, ne pense pas que l'interdiction de représenter le Prophète concerne les non-musulmans (ce qui ne l'empêche pas de désapprouver la « provocation » du *Jyllands-Posten*).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

sem, on y trouve l'imam Abu Bashar qui prêche dans la mosquée de l'Islamiske Trossamfund d'Odense, la troisième ville du pays⁷⁶.

Le 14 octobre à Copenhague, une manifestation rassemble, selon les estimations, de 2 500 à 5 000 musulmans, qui représentent entre 1,5 % à 2,5 % de l'islam danois (la même proportion qu'aux manifestations contre la politique israélienne). Il y a là, selon un témoin direct, une majorité de « vieux barbus » venus pour la plupart de la mosquée d'Abu Laban et une minorité de très jeunes gens, les militants de Hizb-ut-Tahrir. Les organisateurs du défilé, qui depuis des années sont en guerre ouverte contre ces militants⁷⁷ et qui, de plus, veulent créer l'impression d'une manifestation démocratique, ont le plus grand mal à les empêcher de s'emparer du micro. Du coup, celui-ci échoit à un outsider, l'imam Fouad Al-Barazi, un juriste internationalement réputé que le groupe d'Abu Laban rejette en tant que « l'homme des Saoudiens⁷⁸ ». Mais le slogan d'Al-Barazi, « L'islam est en colère », n'en est pas moins repris par le cortège et répercuté par les médias.

Le lendemain, on apprend que la police a arrêté l'un des auteurs de menaces adressées aux dessinateurs du

76. Abu Bashar, né en Syrie, a reçu sa formation d'imam au Liban. Entré au Danemark en 1993 avec un statut de réfugié politique, il a obtenu la citoyenneté danoise. Il ne parle pas le danois, s'exprime en anglais ou en arabe. Il a un poste d'employé de l'État, comme aumônier de la prison de Nyborg. Il est le responsable des Frères musulmans pour l'ensemble de la Scandinavie.

77. Le Hizb-ut-Tahrir a dû renoncer à faire sa propagande à l'intérieur des mosquées. Après plusieurs échouffourées et le recours des imams aux autorités, il s'est contenté d'aborder sa clientèle potentielle de jeunes à la sortie du culte.

78. Mahmoud Fouad Al-Barazi, né en Syrie, est le seul imam danois qui ait acquis une culture islamique approfondie, un diplôme supérieur de charia à l'université Al-Azhar du Caire. Il a obtenu la nationalité danoise en 2002 mais ne parle pas le danois. Il a fait partie, en septembre 2005, de la délégation d'imams qui a demandé au ministre de l'Intégration l'instauration d'une censure des médias.

LE LAIT SUR LE FEU

Jyllands-Posten : c'est un garçon d'Aarhus, à peine âgé de 17 ans et considéré comme « psychologiquement instable ». Les services spéciaux du PET ont enquêté avec succès sur les sources des communications téléphoniques et des mails qui, depuis le 30 septembre, pleuvent sur le *Jyllands-Posten*. Deux dessinateurs sont entrés dans la clandestinité pendant quelques jours, d'autres – comme Kurt Westergaard, l'auteur du Mahomet à la bombe dans le turban – ont refusé de le faire⁷⁹ ; le PET, enfin, a monté une surveillance autour des domiciles des douze artistes. Le journal lui-même est presque impossible à protéger : sa rédaction et son imprimerie sont situés dans la banlieue semi-rurale d'Aarhus ; sa direction, sur la grande place Kongens-Nytorv, en plein centre de Copenhague. Pour la première fois dans l'histoire de la presse danoise, le rédacteur en chef de *Jyllands-Posten* Carsten Juste a dû engager des agents de sécurité.

Lorsque ces nouvelles sont ébruitées dans la presse – qui commence à évoquer l'existence d'une « affaire des caricatures de Mahomet » –, une seule association internationale de défense des journalistes, Reporters sans frontières, émet une protestation.

79. Kurt Westergaard préfère inviter chez lui l'imam Ahmad Kassem, l'adjoint d'Abu Laban : « On a longuement parlé du Moyen-Orient et on était à peu près d'accord sur tout. Sauf quand il a été question du *Jyllands-Posten* : cet homme croyait vraiment que le journal était entre les mains de forces très malfaisantes – les juifs et les Américains – et qu'il devait le démolir pour qu'il cesse d'attaquer les musulmans. Quand j'ai voulu parler des dessins, il s'est enfermé dans son ghetto intérieur et il a claqué la porte. » Le dessinateur a compris que les jeux étaient faits (interview du 3 novembre 2006).

Deux courriers de puissances étrangères

Le 16 octobre 2005, le secrétaire général de l'Organisation de la Conférence Islamique⁸⁰ écrit au « Premier ministre de la République royale du Danemark ». Il fait état de la « tristesse » et de la « préoccupation » de l'Organisation devant « la campagne de diffamation contre les musulmans et leur religion » qui se développerait depuis peu au Danemark. Le secrétaire général en veut pour preuve « les remarques insultantes de Radio Holger, celles de la députée PPD et candidate à la mairie [de Copenhague] Louise Frevert, et celle du ministre de la Culture⁸¹, aussi bien que l'invite blasphématoire, dans la page culturelle d'un journal danois, à dessiner des caricatures insultantes du prophète Mahomet ».

L'auteur de la lettre « comprend » la « terrible inquiétude » des « citoyens musulmans du Danemark », dont chacun serait « traité comme un terroriste ou un criminel en puissance ». Il rappelle que l'Organisation de la Conférence Islamique compte cinquante-sept États membres et qu'elle constitue « l'institution internationale adéquate pour représenter le monde musulman ». Elle « a récemment développé des liens [...] avec le

80. C'est un universitaire turc, Ekmeleddin Ihsanoglu. Sur l'OCI, voir l'Annexe du chapitre 4 : « L'Organisation de la Conférence Islamique ».

81. Radio Holger, on s'en souvient, avait été suspendue pour ses propos contre les musulmans au cours de l'été 2005. Le site web de la candidate PPD avait affiché des propos grossièrement racistes, tandis qu'elle-même, au cours de sa campagne électorale, n'avait tenu que des propos xénophobes (hostiles à ceux qui refusent de parler danois). Enfin, le ministre de la Culture avait dû retirer une déclaration publique dans le style « guerre des civilisations ».

LE LAIT SUR LE FEU

Conseil de l'Europe, l'OSCE et les institutions de l'Union européenne en vue de contribuer au dialogue et à l'harmonie entre les cultures et les religions, et de combattre les tendances récentes à l'islamophobie en Europe. » Or la « dangereuse » évolution du Danemark « ne soutient pas nos efforts pour combattre la xénophobie et l'islamophobie », ni ceux de « la communauté internationale » ; elle pourrait même ruiner la politique du gouvernement Rasmussen « pour l'intégration des minorités musulmanes dans la communauté danoise ». Enfin, le secrétaire général de l'OCI enjoint avec force au Premier ministre de « prendre toutes les mesures nécessaires » s'il veut « prévenir une escalade de la situation »⁸². Pour sa part, cela va de soi, le secrétaire général n'aspire qu'à la paix, à l'harmonie et au dialogue entre les peuples.

L'autre courrier, signé par onze ambassadeurs d'États islamiques en poste à Copenhague⁸³, porte les mêmes dénonciations que le secrétaire général de l'OCI, pratiquement dans les mêmes termes. Les signataires craignent que ces incidents ne provoquent « des réactions dans les pays musulmans et dans les communautés musulmanes en Europe », et ils demandent « avec insistance » au gouvernement « de tancer tous ces responsables selon la loi du pays », « [...] *to take all these responsible to task under law of the land* ». Cette phrase énigmatique a donné lieu à d'innombrables

82. La phrase complète est aussi catégorique qu'alambiquée : « Il est évident que seule une prise de position sans équivoque du gouvernement danois, qui doit prendre toutes les mesures nécessaires, pourrait prévenir une escalade de la situation. »

83. Ce sont la Turquie, l'Iran, l'Égypte, l'Algérie, la Lybie, la Palestine, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, la Bosnie et le Maroc, tous États membres de l'OCI.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

commentaires. « *To take somebody to task* » signifie « réprimander, tancer quelqu'un ». Mais « *under law of the land* » semble vouloir dire que le Premier ministre doit tancer les coupables dans les formes légales. Lesquelles interdisent précisément que le Premier ministre les tance. Les ambassadeurs se disent assurés que l'autorité prendra « les mesures nécessaires ». Toutefois, « étant donné le caractère sensible de cette question », ils souhaitent, « de toute urgence », rencontrer le Premier ministre. Et insistent : « Une réponse rapide serait la bienvenue. »

Il paraît clair que ces deux courriers visent exclusivement le dossier publié par le *Jyllands-Posten* et ses dessins de Mahomet, devenus des « caricatures insultantes ». Car les autres incidents (y compris celui qui met en cause le ministre de la Culture) font partie de l'ordinaire des démocraties pluralistes. Que l'Organisation de la Conférence Islamique se mobilise n'est pas étonnant : l'islam est la seule religion au monde qui dispose d'un organisme inter-étatique, lequel n'a montré de cohésion qu'en cas de confrontation avec le monde non-musulman⁸⁴. L'on peut certes déplorer qu'une organisation confessionnelle ait pu prendre place dans le concert des États séculiers – l'OCI a une représentation permanente à l'ONU –, et qu'elle ait édicté une Déclaration des droits de l'homme en islam incompatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais cette situation ne date pas de la publication des dessins de Mahomet. Au surplus, les grandes organisations

84. Je dois cette remarque éclairante au Pr Mehdi Mozaffari, que j'ai rencontré à Aarhus le 15 novembre 2005. Rappelons que l'État du Vatican n'est qu'observateur auprès de l'ONU.

LE LAIT SUR LE FEU

internationales (ONU, OSCE, EU...) ont peu à peu considéré l'OCI comme leur partenaire naturel, et un programme aussi suspect que l'Alliance des civilisations⁸⁵ est implicitement destiné à calmer ses fureurs potentielles.

Les deux interventions auprès du Premier ministre sont d'autant plus stupéfiantes que le Danemark est, par une tradition déjà ancienne, l'une des puissances européennes les plus ouvertes au monde arabe : il a toujours soutenu les droits des Palestiniens, et en particulier l'initiative de Genève ; il a été un contributeur généreux à l'aide aux réfugiés de la région ; il a participé à de nombreuses opérations de maintien de la paix, en Bosnie comme au Proche-Orient ; il a passé des contrats d'assistance économique bilatérale avec l'Égypte, le Maroc et la Palestine.

Fogh Rasmussen refuse tout de suite la demande de rencontre posée par les onze ambassadeurs : elle est sans objet, car « le gouvernement danois n'a aucun moyen d'influer sur la presse », seules les cours de justice ont autorité pour juger des imputations de blasphème ou de discrimination⁸⁶. La liberté d'expression est le « fondement même de la démocratie danoise », au même titre, toutefois, que « la tolérance religieuse et l'égal respect pour toutes les religions » – le Premier ministre rappelle à cet égard que son gouvernement a récemment entrepris de dialoguer « avec les communautés musulmanes au Danemark ». Enfin, les pro-

85. Voir l'Annexe du chapitre 3.

86. Ce sont les articles 140 (« loi anti-blasphème ») et 266b (« loi anti-raciste »), auxquels des groupes islamistes danois feront bientôt recours.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

grammes de coopération qu'il a engagés avec plusieurs pays arabes s'inspirent, eux aussi, des mêmes valeurs. Afin d'éviter tout malentendu, Fogh Rasmussen adresse un courrier séparé à l'ambassadrice de Turquie : le Danemark ne compte pas modifier sa position sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Quoi qu'elle pense de l'initiative du *Jyllands-Posten*, la classe politique, unanime, est atterrée par la démarche des ambassadeurs étrangers. La réponse du Premier ministre a l'approbation de tous, bien que quelques voix, dans l'opposition, conseillent un peu plus de souplesse : mieux vaudrait que Fogh Rasmussen accepte de recevoir ces diplomates et qu'il leur signifie le même message, mais « autour d'un café ». Mona Omar Attia, l'ambassadrice d'Égypte, s'engouffre dans cette brèche. Dans une interview télévisée, elle annonce que le collectif des ambassadeurs va contacter un à un les partis politiques danois et qu'il leur demandera de délivrer un jugement « moral » sur l'attitude du Premier ministre.

Le Caire paraît décidé à instrumentaliser pour son propre compte l'affaire des « caricatures de Mahomet » et à entraîner dans son sillage plusieurs pays musulmans. Dans un livre consacré à cette affaire, le journaliste Mohammed Sifaoui⁸⁷ a noté que les onze ambassadeurs représentent soit des États dirigés par des fondamentalistes (comme l'Iran), soit des États qui ont de graves problèmes avec leurs islamistes (par exemple l'Égypte). Pour chacun d'entre eux, la « défense de l'honneur du Prophète » va constituer un dérivatif providentiel à leurs inextricables difficultés de politique intérieure.

87. Mohamed Sifaoui (2006), pp. 64-65 et 70-71.

LE LAIT SUR LE FEU

L'Égypte, en particulier, ne peut plus éviter de rompre avec l'immobilisme politique qui la caractérise depuis un quart de siècle. En 2004, le président américain George W. Bush l'a exhortée à devenir un exemple de démocratie pour le Moyen-Orient, et le président Hosni Moubarak s'est empressé de promettre de profondes réformes. La première d'entre elles a été un déverrouillage minimum du système électoral pour l'élection présidentielle de septembre 2005 : neuf candidats ont eu l'autorisation de se présenter, dont certains ont dû être tirés de prison. Hosni Moubarak, 77 ans, n'en a pas moins été réélu triomphalement. Mais la participation électorale a été médiocre (23 %) parce que la confrérie des Frères musulmans, le seul groupe d'opposition disposant d'une réelle base populaire (estimée entre 20 et 30 % de l'électorat), n'a pas eu droit à la candidature⁸⁸.

À la mi-octobre 2005, quand l'ambassadrice d'Égypte à Copenhague signe cette lettre au Premier ministre danois, son pays prépare des élections législatives, qui vont s'étaler sur un mois. Cette fois, il a fallu admettre des candidats des Frères musulmans, car ils ont contourné l'interdit constitutionnel en se déclarant « indépendants ». Aussitôt la rue égyptienne se passionne et le gouvernement peut craindre que la participation électorale ne grimpe en flèche, à son détriment. Il s'empare donc de la « défense de l'honneur du Prophète » pour tenter de se rallier les masses⁸⁹.

88. Les partis politiques confessionnels sont interdits par la Constitution égyptienne.

89. Au moment où Mona Omar Attia proteste contre le scandale insupportable des « caricatures de Mahomet », un quotidien cairote, *Al Fagr*, en publie six : cela ne suscite aucun écho, sans doute parce que l'Égypte se focalise sur les élections législatives.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Au Danemark, pendant que la classe politique et les médias condamnent l'intervention des diplomates étrangers et que des voix de plus en plus nombreuses – y compris dans la majorité parlementaire – demandent au Premier ministre de les recevoir, la population musulmane demeure calme, et comme absente. En revanche, un comité rassemblant plusieurs organisations islamistes porte plainte contre le *Jyllands-Posten* en invoquant deux articles du Code pénal : le n° 266b, ou « loi anti-raciste », sous prétexte que « les musulmans » auraient été « agressés, publiquement et avec malveillance », du fait de leur religion ; et le n° 140, ou « loi anti-blaspème », qui interdit de « troubler l'ordre public en ridiculisant ou en insultant le dogme d'une religion juridiquement reconnue ». La porte-parole de ce comité, Asmaa Abdol Hamid, s'est présentée sans succès sur une liste d'extrême-gauche aux élections municipales de l'automne précédent à Odense : elle voulait instituer la séparation des sexes dans les transports publics pour toute la population danoise ; pour sa part, elle ne serre la main ni aux hommes ni aux femmes non voilées.

Sitôt que les puissances étrangères ont commencé à critiquer le gouvernement danois, plusieurs journaux de droite et de gauche évoquent, comme une évidence, la « provocation » ou la « xénophobie » du *Jyllands-Posten* – lui contestant implicitement le bénéfice de la liberté d'expression. Celle-ci se résumerait-elle à un principe abstrait ? mais alors dans quelle situation concrète devrait-on la défendre ? Signalons que l'opi-

LE LAIT SUR LE FEU

nion danoise moyenne ne partage pas la pusillanimité de la presse. Interrogés par un institut de sondage sur la question de savoir si la liberté d'expression est toujours plus importante que les règles ou les traditions religieuses, 56 % des enquêtés répondent « oui » ; 33 %, « cela dépend de la situation » ; et 6 %, « non, jamais ». À l'autre question, « La publication des dessins de Mahomet par le *Jyllands-Posten* est-elle admissible ? », 54 % répondent « oui » et 25 %, « non ».

Un hebdomadaire culturel, le *Weekendavisen*, dans son numéro du 4-10 novembre 2005, moque la couardise des médias danois. Sa dernière page, traditionnellement réservée à la satire et à la plaisanterie, reprend la consigne que le *Jyllands-Posten* avait donnée aux dessinateurs de presse « Dessinez Mahomet comme vous le voyez » et l'insère dans une fiction : le *Weekendavisen* a institué un concours de dessins de Mahomet mais, en raison de la peur que provoque un « mollah dément et albinos », le jury doit rester secret ; c'est un personnage dissimulé sous son chapeau et son manteau qui présente les œuvres non signées par les artistes. L'ironie du journal vise deux éléments principaux : d'une part l'identité des dessinateurs qui par elle-même attente à la dignité du Prophète (un groupe féministe, un décorateur d'ameublement, un cubiste, un gamin, un photographe) ; d'autre part, l'identité du Prophète transformée en n'importe quoi (une coquette aux gros seins, une simple chaise, le père Noël, un pied détaché du corps, un gribouillage, l'estomac ouvert d'un écorché, Mona Lisa, un membre de la direction du *Week-*

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

endavisen). Bien que ces neuf dessins soient autrement plus violents que ceux du *Jyllands-Posten*, ils ne suscitent aucune réaction chez les islamistes danois, mais l'imam Ahmed Akkari les inclut dans le dossier à charge qu'il prépare à l'intention du public moyen-oriental⁹⁰.

En novembre, l'ambassade d'Égypte intensifie la pression sur le gouvernement Rasmussen : celui-ci doit, de toute urgence, « accepter le dialogue » avec les diplomates du monde musulman et désavouer les « caricatures », sans quoi le cas du Danemark sera examiné lors du prochain sommet extraordinaire de l'OCI. Par ailleurs, le gouvernement égyptien dépose plainte auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, dont on sait qu'elle est dominée, depuis des années, par une coalition d'États musulmans. De Copenhague, le ministre danois des Affaires étrangères a beau tenter de calmer son collègue égyptien, rien n'y fait.

C'est qu'en Égypte, les élections parlementaires sont en cours. Par souci d'éviter une confrontation brutale, les Frères musulmans ne présentent que 161 candidats (sur les 454 sièges à pourvoir), et ils vont répétant qu'ils sont des « modérés ». Leur slogan, « l'islam est la solution », signifie bien qu'ils veulent troquer la constitution séculière contre la charia, mais c'est parce qu'elle constituerait la seule base solide pour une « démocratie islamique ». Malgré des arrestations massives dans leurs rangs et les innombrables fraudes qui entachent le processus électoral, ils obtiennent 88 siè-

90. Ahmed Akkari rajoute une légende de son cru au dessin que le journal a titré « Mère au Prophète » (sur le modèle de « Mère à l'Enfant ») : « Amusez-vous bien, jouez avec le Prophète ».

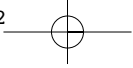
LE LAIT SUR LE FEU

ges : le président Moubarak, qui a perdu son quasi-monopole au Parlement, peut désormais craindre de ne pas terminer son mandat et, à tout le moins, d'être contraint à des réformes démocratiques importantes qui exclueront son fils de la succession.

Au cours des semaines, alors que les menées égyptiennes pour monter en épingle l'affaire des dessins de Mahomet sont de plus en plus évidentes, le gouvernement danois ne reçoit pas le moindre appui extérieur – ni de l'ONU (qui inaugure en grande pompe, le 27 novembre, l'Alliance des civilisations), ni de l'Union européenne, auprès de laquelle le ministre égyptien des Affaires étrangères a protesté⁹¹. Le *Jyllands-Posten* et ses dessinateurs, pourtant menacés à plusieurs reprises, ne sont défendus par aucune association professionnelle internationale, si l'on excepte une protestation préventive de la World Association of Newspapers, le 14 novembre, contre les manœuvres en cours à l'occasion du prochain congrès de l'OCI.

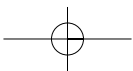
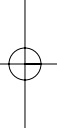
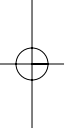
Depuis la publication du dossier du *Jyllands-Posten*, on aura vu surgir, l'un après l'autre, plusieurs acteurs indépendants, tous également décidés à obtenir les excuses du quotidien et celles du gouvernement danois, qu'ils tiennent pour son complice – la liberté d'expression n'étant, selon eux, qu'un masque de l'« islamophobie ». Ces acteurs sont de nature et d'importance diverses : de simples imams, des groupuscules islamistes, des mouvements politiques, des États et des organisations d'États musulmans. En général ils sont occupés à

91. Car celui-ci procède parallèlement à une véritable offensive diplomatique, dénonçant aussi le Danemark auprès de l'OCDE, de l'OSCE, le l'UNESCO, du Haut Comité aux Réfugiés de l'ONU...



COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

se critiquer, se combattre, s'entre-éliminer ; là, ils vont réussir une énorme mobilisation de l'ensemble du monde musulman. L'étonnant est qu'aucun d'eux n'ait programmé l'explosion finale : chacun allumera sa propre mèche, en fonction de son propre projet, au moment qui lui paraîtra le plus opportun.



Annexe

L'Organisation de la Conférence Islamique

Organisation inter-gouvernementale créée en 1969 et siégeant à Djeddah (Arabie Saoudite), l'OCI regroupe cinquante-sept États membres : Afghanistan, Égypte, Libye, Qatar, Albanie, Émirats Arabes Unis, Malaisie, Sénégal, Algérie, Gabon, Maldives, Sierra Leone, Arabie Saoudite, Gambie, Mali, Somalie, Azerbaïdjan, Guinée, Maroc, Soudan, Bahrein, Guinée-Bissau, Mauritanie, Surinam, Bangladesh, Guyana, Mozambique, Syrie, Bénin, Indonésie, Niger, Tadjikistan, Brunei, Irak, Nigéria, Tchad, Koweït, Iran, Oman, Togo, Burkina Faso, Jordanie, Ouganda, Tunisie, Cameroun, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Union des Comores, Kirghizstan, Palestine, Turquie, Côte d'Ivoire, Liban, Pakistan, Yémen, Djibouti. Cinq États sont membres observateurs de l'OCI : Bosnie-Herzégovine, Centrafrique, Thaïlande, Russie, Inde.

L'examen de cette liste appelle trois remarques : d'abord, quelques États séculiers ou laïcs⁹² sont membres de l'OCI ; ensuite, des États qui comptent plusieurs dizaines de millions de musulmans n'en sont pas membres ou ne sont que des membres observateurs⁹³ ; enfin, des pays où les musulmans sont minoritaires figurent parmi les États membres⁹⁴.

Étant membres de l'ONU, les États de l'OCI sont censés reconnaître la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, selon laquelle les droits sont inhérents à l'individu, indépendamment de ses appartenances – religieuses par exemple. Or l'OCI a promulgué, en 1990, une Déclaration des droits de l'homme en islam qui soumet les droits humains à la prééminence de la

92. La Syrie, l'Algérie, l'Irak, la Tunisie et la Turquie.

93. La Chine dans le premier cas, l'Inde et la Russie dans le second.

94. Ainsi le Guyana, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda et le Surinam.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

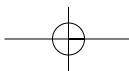
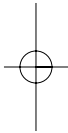
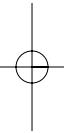
Ummah islamique et de la charia. Cette déclaration de 1990 pose, d'une part, que « la Ummah islamique, dont Dieu a fait la meilleure Communauté » constitue, pour l'humanité entière, le modèle d'« une civilisation universelle et équilibrée, conciliant la vie ici-bas et l'au-delà, la science et la foi » ; et qu'à ce titre, « la Ummah » peut et doit éclairer « l'humanité, tiraillée entre tant de courants de pensées et d'idéologies antagonistes », et apporter « des solutions aux problèmes chroniques de la civilisation matérialiste ». D'autre part, cette Déclaration institue la charia en principe suprême⁹⁵ : les droits humains en seront déduits, et ils ne sauraient entrer en contradiction avec la charia. L'article final précise d'ailleurs que « la charia est l'unique référence pour l'explication ou l'interprétation de l'un quelconque des articles contenus dans la présente Déclaration ».

Notons que les droits « universels » de l'homme « en islam » ne comportent pas la liberté, pour un individu, de pratiquer la religion de son choix, celle d'apostasier sa religion ou celle de n'en pratiquer aucune. La liberté d'expression est garantie, pour autant qu'elle ne soit pas en contradiction avec la charia. Quant à l'information, malgré son caractère « vital pour la société », elle ne doit en aucun cas « porter atteinte au sacré et à la dignité des prophètes ou à des fins pouvant nuire aux valeurs morales et susceptibles d'exposer la société à la désunion, à la désintégration ou à l'affaiblissement de la foi ».

95. La Déclaration de 1990 présente « la Charia » comme un ensemble de dispositions uniformes et invariables. Or on sait qu'il n'en est rien : la charia tunisienne de 2005 n'est pas celle de 1910 ; et la charia ougandaise n'est pas celle de Malaisie ou d'Azerbaïdjan.



L'explosion



La fournaise moyen-orientale

Le 3 décembre 2005, une délégation du Comité européen de défense du Prophète atterrit au Caire pour y passer deux semaines : elle se compose d'Abu Bashar (président de la délégation), de Raed Hlayel (président du Comité), d'Ahmed Akkari (son porte-parole) et d'un islamiste norvégien d'origine égyptienne, Ahmed Harbi⁹⁶. Ahmed Abu Laban ne figure pas parmi les délégués, car il est, depuis des années, sous le coup d'un mandat d'arrêt en Égypte. Il n'en a pas moins préparé cette mission depuis la capitale danoise avec son ami norvégien Ahmed Harbi, lui-même en contact étroit avec Mona Omar Attia, l'ambassadrice d'Égypte à Copenhague. Car c'est elle qui a organisé le séjour au Caire avec, cela va de soi, l'accord complet de son ministre.

Le groupe a constitué un mémorandum de quarante-trois pages, « Dossier sur la cause du prophète Maho-

96. Il est normal qu'un Norvégien en fasse partie puisque le Comité est « européen ». Parmi les non-Danois du Comité, Ahmed Harbi est d'ailleurs le seul « Européen », certains réfugiés au Danemark comme Hlayhel (un Libanais) ayant conservé leur nationalité.

L'EXPLOSION

met (la paix soit sur lui) »⁹⁷, accusant le Danemark d'avoir fomenté une guerre contre l'islam. Une lettre d'introduction – non signée et non datée – adressée à « tous les musulmans » expose la situation dramatique de leurs coreligionnaires au Danemark, pays peuplé de chrétiens sécularisés dont « on peut dire sans se tromper qu'ils sont tous des infidèles ». Les musulmans y mènent une vie de « souffrance » : faute d'une « reconnaissance officielle » de leur religion, ils ne peuvent pas construire de mosquées ; et ils subissent un « racisme » quotidien qui vise surtout, depuis le 11 septembre 2001, leur foi. La publication, par le *Jyllands-Posten*, des représentations « dégoûtantes et insultantes » du Prophète s'inscrit dans ce contexte, mais elle n'est pas l'unique exemple de la volonté danoise d'humilier l'islam.

En effet, outre les fameux douze dessins du *Jyllands-Posten*, le mémorandum comporte ceux qu'a publiés, quelques semaines plus tard, le *Weekendavisen* (« encore plus injurieux ») ainsi que trois autres images assorties d'une légende, sans indication de provenance :

1. Un visage d'homme avec un groin de cochon : « Ceci est le véritable visage de Mahomet ».
2. Un homme prosterné, le front touchant le sol ; sur son dos, un gros chien occupé à le sodomiser : « C'est pour cela que les musulmans prient ».
3. Un démon cornu, barbu et sexué, agitant deux poupées : « Mahomet, le pédophile et prétendu prophète ».

97. La presse le popularisera sous le nom de « Dossier Akkari ». Plusieurs versions se succéderont jusqu'à la fin de décembre 2005. Celle que publie le site web de Wikipedia (« Le dossier Akkari-Laban ») a été rédigée juste après la tournée en Égypte.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

À elles seules, ces trois représentations feront plus de dégâts que les dix-neuf dessins de la presse danoise. Ahmed Akkari les a introduites de son propre chef, sans doute à partir d'illustrations qu'il a collectées sur Internet⁹⁸.

Du 3 au 17 décembre 2005, les délégués du Comité européen de défense du Prophète rencontrent quantité de responsables politiques et religieux égyptiens⁹⁹. Ils donnent aussi des conférences de presse qui, ajoutées aux déclarations de leurs prestigieux interlocuteurs, font grand bruit. Personne ne leur pose la moindre question sur l'authenticité des pièces figurant dans le mémorandum : pourtant, en plus des trois dessins frauduleux, il contient des lettres essentielles mais dépourvues de l'en-tête du Comité européen de défense du Prophète¹⁰⁰. Plusieurs documents ne sont pas datés, et certains, pas même signés ; enfin, de simples annotations manuscrites sont présentées comme des « lettres¹⁰¹ ». Bref, ce « dossier » n'est en réalité qu'une liasse de papiers numérotés qui ont l'air d'avoir été rassemblés à la va-vite, avec une absence de professionnalisme surprenante, vu la qualité de ses destinataires et le fait

98. L'homme au groin de cochon vient du site du village français de Trie-sur-Baise, qui organise tous les ans un championnat de cri du cochon. Ahmed Akkari a prétendu que ces illustrations faisaient partie de mails injurieux envoyés par « des Danois » à ses coreligionnaires, mais il n'a jamais pu prouver cette assertion.

99. Rappelons que ces quatre hommes sont des militants islamistes de médiocre importance : sans le soutien du ministère égyptien des Affaires étrangères, ils n'auraient pas eu accès à de telles personnalités, ni même aux médias.

100. L'en-tête est celui de la Société Islamique du Danemark, dont Ahmed Abu Laban est le président : ce qui laisse à penser qu'Abu Laban est le principal responsable du Comité européen de défense du Prophète.

101. Tel ce commentaire de Raed Hlayhel : « Nous n'avons aucun besoin de leçons de démocratie [comme celle que voudrait nous enseigner le *Jyllands-Posten*] : nous seuls pouvons l'enseigner au monde par nos actes et notre parole. [...] Leur leçon,] nous la rejetons en gros et en détail. »

L'EXPLOSION

que ceux-ci vont relayer la plainte des imams danois auprès des plus hautes instances internationales. Autant dire qu'aucun de ces responsables n'estime que la thèse centrale du « dossier Akkari » – le Danemark est entré en guerre contre l'islam –, ait quelque besoin d'être prouvée.

C'est le cas d'Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue Arabe, une organisation qui n'a d'ailleurs pas compétence en matière de religion¹⁰². Amr Moussa a longtemps été ministre des Affaires étrangères d'Égypte, il connaît donc bien les conditions auxquelles un dossier destiné, par exemple, à l'ONU, doit satisfaire. Mais il espère, dit-on, succéder à Hosni Moubarak en 2011 et serait enchanté de démontrer au petit peuple du Caire que les Frères musulmans ne sont pas les seuls à soutenir que « L'islam est la solution ».

Ahmed Abul-Gheit, qui en ce mois de décembre 2005 détient le portefeuille des Affaires étrangères, reçoit lui aussi les délégués du Comité européen pour la défense du Prophète, leur promet de diffuser le mémorandum aux membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (l'OCI) et de dénoncer le Danemark lors du prochain sommet extraordinaire. Le grand mufti d'Égypte, Ali Gomaa, assure les délégués de son soutien, ainsi que le cheikh Tantaoui, président de la prestigieuse Académie de recherche islamique de l'université d'Al-Azhar, qui s'engage à protester auprès des commissions adéquates de l'ONU et de toutes les organisations internationales de défense des droits de l'homme.

102. Fondée en 1945, la Ligue des États Arabes est l'institution représentative de l'unité de la « Nation arabe ». Instance de coordination politique entre ses vingt-deux États membres, elle ne parvient en réalité à s'unir que contre l'État d'Israël.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Devant les médias, les quatre envoyés disent et redisent que l'appui des fidèles de tous les pays musulmans leur est nécessaire pour obtenir « des excuses officielles du gouvernement danois et l'assurance que de telles profanations ne se produiront plus¹⁰³ ». Le Danemark n'est-il pas sur le point de publier une version censurée du Coran, voire d'en interdire l'intégralité ? de réaliser un film infamant sur le Prophète ? Ces allégations d'Ahmed Akkari sont des interprétations très libres, dans le premier cas, d'un propos de Pia Kjærsgaard ; et dans le second, d'une information selon laquelle la Néerlandaise Ayaan Hirsi Ali (qui bien sûr approuve le *Jyllands-Posten* et le Premier ministre) envisage de tourner au Danemark une suite à *Submission*, le film de Théo van Gogh, sur « les atrocités de l'islam ». Effectivement la presse danoise s'est fait l'écho de ces rumeurs, mais on ne saurait attribuer au Premier ministre Fogh Rasmussen l'intention de leur donner corps¹⁰⁴.

Le sommet extraordinaire de l'Organisation de la Conférence Islamique à La Mecque (7 et 8 décembre 2005) affiche une forte ambition de réforme : en témoignent l'élaboration d'une nouvelle constitution, la construction d'un nouveau siège à Djeddah et la nomination récente d'un nouveau secrétaire général très efficace, le Turc Ekmeleddin Ihsanoglu. Les experts de l'OCI ne voient toujours pas d'incompatibilité entre les valeurs de l'islam et les valeurs universelles contemporaines – égalité, justice, liberté, démocratie, respect des droits humains... Cependant, l'Organisation souhaite

103. Par exemple, Abu Bashar interviewé par *IslamOnline* le 16 décembre 2005.

104. Parmi les contre-vérités de la délégation : le gouvernement danois refuse de s'excuser parce qu'il serait en fait le propriétaire du *Jyllands-Posten*.

L'EXPLOSION

promouvoir un discours musulman « modéré » et savant, qui relègue au second plan les imams islamistes et leur fatwas « incompetentes ». Comme à leur habitude, les États membres ne parviennent à s'accorder sur rien... sauf sur une condamnation, implicite mais nette, du Danemark. Le communiqué final « condamne les cas récents de profanation de l'image du Saint Prophète Mahomet dans les médias de certains pays », et il dénonce « l'utilisation de la liberté d'expression comme prétexte à diffamer les religions ». Le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Abul-Gheit a distribué le « dossier Akkari » et parlé à qui voulait l'entendre de la guerre entreprise par le Danemark contre l'islam. À l'instar de son ambassadrice à Copenhague, il a affirmé que le prochain livre de Kaare Bluitgen sur *La Vie du prophète Mahomet* reproduirait les dessins du *Jyllands-Posten*, et il a colporté sans précaution les mille fables concoctées par les imams danois. Or il y avait à ce sommet cinquante-sept chefs d'États, dont une bonne quinzaine va sauter sur l'occasion de remporter une facile victoire sur « l'Occident » en s'attaquant au petit Danemark.

Le 17 décembre 2005, Ahmed Abu Laban et Ahmed Kassem, de la Société Islamique du Danemark, rejoignent la délégation du Comité européen de défense du Prophète qui séjourne à Beyrouth¹⁰⁵. Ils y sont reçus par le grand mufti, par le leader chiite du Hezbollah – qui les fait inviter à la station de télévision Al Manar – et par le chef de l'Église maronite qui plaidera leur cause auprès du pape. Le voyage se poursuit en Syrie¹⁰⁶, selon

105. Rappelons que Raed Hlayhel et Ahmed Akkari sont nés au Liban.

106. Pays de naissance d'Abu Bashar.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

le même programme : contacts au plus haut niveau avec les autorités sunnites, chiïtes et chrétiennes. Après quoi l'équipe se scinde et envoie des représentants en Turquie, au Soudan, au Maroc et au Qatar, où Abu Laban rencontre le cheikh Qaradawi dont l'émission sur la chaîne Al-Jazira, « La charia et la vie », atteint quarante millions de téléspectateurs¹⁰⁷. Qaradawi préside en outre deux puissantes associations internationales : le Conseil européen de la fatwa (chargé d'adapter la charia à la condition des musulmans en Europe) et l'Union internationale des oulémas musulmans (qui rassemble des théologiens « modérés », hostiles au terrorisme aveugle).

Sur le moment, la presse danoise semble tout ignorer de la tournée proche-orientale des imams. Alors qu'ils sont encore à Beyrouth, une tempête médiatique se déclenche à Copenhague : vingt-deux anciens diplomates danois de premier plan publient une déclaration dans laquelle ils blâment ouvertement le refus du Premier ministre d'accorder audience aux ambassadeurs des pays musulmans. C'est un choc : jamais on n'avait enregistré une telle entorse aux usages de la part d'un corps diplomatique dressé à l'obéissance. Les critiques fusent dans une classe politique qui s'est jusqu'alors solidarisée, peu ou prou, avec le Premier ministre. Uffe Ellemann-Jensen, ex-ministre des Affaires étrangères et prédécesseur de Fogh Rasmussen à la direction du Parti Libéral, se joint à la protestation des vingt-deux

107. Né en 1926 en Égypte, diplômé de l'université Al-Azhar, Yusuf al-Qaradawi a émigré au Qatar après avoir été trois fois emprisonné pour son engagement dans les rangs des Frères musulmans. Il est l'auteur de dizaines de livres, dont certains sont des classiques de la jurisprudence musulmane.

L'EXPLOSION

diplomates. L'opposition de gauche s'engouffre dans la brèche. En quelques jours – et pour plusieurs mois –, il n'est plus bruit que de « l'arrogance » du Premier ministre et de sa « mauvaise gestion de la crise ». On lui reproche par-dessus tout d'opposer une fin de non-recevoir aux ambassadeurs des pays musulmans depuis octobre : il aurait dû leur parler, face à face, des « valeurs danoises » – la liberté de la presse, la séparation des pouvoirs, le respect de l'État de droit.

Jusque-là, l'Union européenne n'a pas pris position sur l'affaire des dessins de Mahomet. Javier Solana, Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, s'est borné à émettre une protestation quand au début de décembre des menaces de mort visant les dessinateurs étaient venues du Pakistan¹⁰⁸. Or le 23 décembre, le commissaire européen à la Justice, Franco Frattini, s'en prend violemment au *Jyllands-Posten* : il l'accuse de jouer avec le feu, ce dont les attentats de Londres, en juillet dernier, auraient dû le dissuader. La caricature où l'on voit le prophète porteur d'une bombe a mis Franco Frattini hors de lui : « Personnellement, je suis chrétien catholique et si quelqu'un dessinait un symbole chrétien avec une bombe et avec un message de mort, je le tiendrais pour une insulte personnelle. Cette affaire est inconsiderée. Elle a lieu alors que nous parlons de tolérance et que nous luttons pour endiguer une islamophobie et une xénophobie croissantes. Les journalistes et les dessinateurs ont sans doute le droit de publier de tels dessins mais, d'un point

108. Pour la première fois depuis deux mois, les imams avaient eux aussi dénoncé ces menaces, tout en les minimisant.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

de vue politique, c'est très mal avisé. » Certes, Franco Frattini « respecte pleinement » la liberté d'expression, que l'Union européenne n'entend pas remettre en cause, mais les gens de la presse sont priés de se montrer « responsables » quoique ce soit « toujours difficile, admet-il, de trouver le bon équilibre entre la sécurité et les droits des citoyens ».

Sans doute le commissaire européen à la Justice ne critique-t-il pas le Premier ministre danois, mais il lui indique clairement la voie : regagner la faveur du monde musulman en désavouant le *Jyllands-Posten*. Le danger, à ses yeux, ce ne sont pas les manœuvres égyptiennes ou les menaces d'attentats, mais seulement les conduites des Européens susceptibles de provoquer la colère des pays islamiques. Fogh Rasmussen, lui, considère que le principe constitutionnel de la liberté d'expression interdit au Premier ministre qu'il est de formuler un jugement sur un média privé.

Une contre-attaque réussie

Le 27 décembre, sur la chaîne de télévision Al-Arabiya, le secrétaire général de l'Islamic Educational, Scientific and Cultural Organisation (ISESCO), dépendant de l'OCI, appelle ses États membres à rompre toute relation économique, politique et culturelle avec

L'EXPLOSION

le Danemark tant que le gouvernement n'aura pas présenté « des excuses officielles pour les caricatures qui ont offensé les musulmans du monde entier¹⁰⁹ ». Trois jours plus tard, un communiqué de la Ligue arabe dénonce « l'outrage fait à la sainteté des religions », exprime « sa surprise et son indignation devant l'insatisfaisante réaction du gouvernement danois » qui fait fi des « relations politiques, économiques et culturelles entre le Danemark et le monde musulman ». Deux messages qui, chacun à sa manière, véhiculent la menace d'un boycott total.

L'ISESCO demandant l'impossible, Fogh Rasmussen tente au moins d'apaiser la Ligue arabe dont le communiqué a le double avantage de ne pas désigner nommément l'objet du conflit et de ne pas exiger d'excuses. Dans son allocution du nouvel an 2006, le Premier ministre consacre un long passage à la liberté d'expression – qu'il fait traduire en arabe et diffuser, dès le 3 janvier, à tous les gouvernements des pays islamiques. D'emblée, il aborde le point qui importe à ses interlocuteurs : « Je le dis franchement : je condamne toute expression, toute action ou toute parole qui tend à diaboliser un groupe social en fonction de sa religion ou de son origine ethnique. Il n'y a aucune place pour cela dans notre société... » Après quoi, bien que le discours porte sur les vertus de la liberté d'expression, Fogh Rasmussen en souligne les limites¹¹⁰ et surtout il admet que celles-ci sont parfois franchies, sans préciser quand

109. À cette date, le Danemark prépare avec l'ISESCO trois manifestations culturelles : un festival sur les « Images du Moyen-Orient », un colloque sur les médias arabes et un programme de traduction en danois d'œuvres littéraires arabes.

110. Sa pratique exige « un respect et une compréhension réciproques » et « un ton décent ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

ni par qui : « Il y a eu quelques rares exemples de déclarations offensives à un degré inadmissible [...] Il faut s'en démarquer nettement. » Le Premier ministre peut ensuite se référer aux « valeurs communes » de tous les citoyens danois, musulmans compris. Il y inclut l'ensemble des principes constitutionnels : la liberté d'expression (« non négociable »), « le respect de la vie et de la liberté individuelle [...], l'égalité homme-femme, la distinction entre politique et religion ». Ce discours est bien accueilli par les imams danois. L'ambassadrice d'Égypte, tout en rappelant que le groupe des diplomates attend encore de rencontrer le Premier ministre, concède qu'il vient d'accomplir « un pas décisif ».

Deux jours plus tard, le ministre danois des Affaires étrangères Per Stig Moeller téléphone au secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa. Celui-ci se réjouit de ce que le principe du respect mutuel entre les religions ait été posé ; en conséquence de quoi il reconnaît que le gouvernement danois ne peut pas se mêler des affaires de la presse qui sont du ressort des tribunaux. Le 8 janvier, la Ligue arabe se déclare satisfaite du discours de Fogh Rasmussen et, à son tour, le ministre égyptien des Affaires étrangères se dit rassuré. Seule ombre au tableau : l'un et l'autre ne considèrent cette allocution de nouvel an que comme « un pas dans la bonne direction ».

Si les imams danois ont manifesté une telle compréhension envers les propos du Premier ministre – qui sont très en deçà de leurs exigences –, c'est qu'ils viennent d'être pris la main dans le sac. Car le 3 janvier, un

L'EXPLOSION

journal a révélé l'expédition du Comité européen de défense du Prophète au Proche-Orient et interviewé à ce sujet Ahmed Kassem, de la Société Islamique du Danemark. Ahmed Kassem a évoqué avec délectation les importants personnages rencontrés à l'étranger, il s'est vanté de l'intérêt soulevé par la délégation et des « grand succès » qu'elle a remportés.

Les jours suivants, les médias enquêtent sur cette « incroyable ambassade » des imams, que la classe politique condamne d'une seule voix : elle est « incorrecte », « hypocrite » ou carrément « félonne ». On interroge Hanna Ziadeh, un chercheur d'origine libanaise employé à l'Institut de Dialogue dano-égyptien au Caire, un démocrate convaincu. Il rapporte les élucubrations des imams dans la presse proche-orientale, bourrées de mensonges, systématiquement hostiles au Danemark et au Premier ministre. Surtout, il insiste sur leur effet : désormais il n'est pas un musulman, dans toute la région, qui ne soit convaincu de ce que le Danemark a déclaré une guerre inexpiable à l'islam.

Pour le député Radical Naser Khader, c'en est trop : « L'imam Abu Laban et la Société Islamique ne représentent que leur mosquée [...]. Un grand nombre de musulmans ont une autre perception de l'islam et ne se sentent pas offensés par les caricatures du *Jyllands-Posten*. Depuis que le Premier ministre a invité Ahmed Abu Laban à un débat sur l'islam, les milieux fondamentalistes lui attribuent un grand pouvoir et croient qu'il est le conseiller personnel de Fogh Rasmussen. C'est pour cela qu'il a trouvé une audience auprès des ambassadeurs

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

[des pays musulmans]. D'autre part, les musulmans au Danemark ne sont pas aussi concernés par l'islam qu'on le dit : il n'y a pas plus de dix mille pratiquants réguliers dans les mosquées. » Naser Khader annonce la création prochaine d'une association à l'intention de ceux pour qui démocratie, liberté d'expression et islam sont compatibles : il compte la lancer au début de février, lors d'une assemblée générale dans les locaux du Parlement.

À ces multiples attaques, l'imam Abu Laban réplique avec son habileté coutumière. D'un côté, il majore son influence internationale : c'est la Société Islamique qui a mobilisé les onze ambassadeurs musulmans, c'est encore elle qui a impliqué la Ligue arabe dans l'affaire. De l'autre, il minore son objectif initial : « Nous voulions déclencher un débat intellectuel au Danemark mais, comme personne ne voulait nous écouter, nous avons dû recourir à des autorités étrangères. » Et sa stratégie était judicieuse : les interventions du monde arabe ont enfin amorcé la discussion entre Danois. De la sorte le règlement du scandale des « caricatures » de Mahomet peut redevenir une question purement locale qui « doit trouver sa solution ici » par une concertation entre le gouvernement, les imams et les médias.

La proposition est aussitôt rejetée, le Premier ministre et la presse rappelant à l'imam les affabulations du Comité pendant son séjour au Proche-Orient. Sans se démonter, Abu Laban les impute aux exagérations bien connues de la presse arabe et se dit prêt à les corriger dès que possible¹¹¹. Faute de convaincre ses interlocuteurs, il invite le Comité européen de défense du Pro-

111. Ce qu'évidemment il ne fera jamais.

L'EXPLOSION

phète à décréter une paix unilatérale. Le 14 janvier, dans une lettre ouverte, le Comité juge satisfaisants les engagements qu'a pris Fogh Ramussen lors du nouvel an et forme le vœu d'un dialogue désormais empreint de respect mutuel¹¹².

L'affaire danoise des dessins de Mahomet semble résolue.

L'escalade internationale

Presque personne n'a enregistré, le 10 janvier 2006, la reproduction des douze dessins du *Jyllands-Posten* dans un magazine norvégien au tirage confidentiel (5 307 exemplaires). *Magazinet* est une publication protestante conservatrice, dont le rédacteur en chef entend lui aussi lutter contre « la lente érosion de la liberté d'expression ». Huit jours plus tard, l'Organisation de la Conférence Islamique s'empare de l'événement, le lie au cas du *Jyllands-Posten*, accuse la Norvège et le Danemark de « blesser le cinquième de l'humanité » et d'enfreindre les principes internationaux édictés par l'ONU. Le 21 janvier, l'Union internationale des oulémas musulmans, que préside le cheikh Qaradawi, dénonce à son tour les deux États nordiques. Stigmatisant la « position

112. Au même moment les imams danois perdent leur procès contre le *Jyllands-Posten*. Qu'importe, ils feront appel devant le procureur général du royaume.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

floue » de Fogh Rasmussen, elle appelle les gouvernements « arabes et musulmans » à manifester « la colère du peuple musulman devant cette insulte directe au Prophète, à exercer toutes les pressions politiques et diplomatiques possibles » – parmi lesquelles le boycott.

S'ensuit une offensive diplomatique sans précédent contre le Danemark et la Norvège. L'OCI et la Ligue arabe réclament à l'ONU l'élaboration de lois prohibant le blasphème, assorties de sanctions internationales ; dix-sept ministres des Affaires étrangères de pays arabes somment Fogh Rasmussen de punir les dessinateurs et d'interdire à la presse de récidiver dans l'outrage au Prophète. Des gouvernements convoquent l'ambassadeur du Danemark (l'Arabie Saoudite, la Jordanie, l'Irak) ; certains rappellent leur représentant à Copenhague (l'Arabie Saoudite, la Lybie) ; d'autres se bornent à dénoncer la publication des dessins (le Bahrein, les Émirats Arabes Unis, l'Algérie), quitte à s'associer à la revendication de lois internationales anti-blaspème ; la plupart exigent des excuses formelles du gouvernement danois (notamment le Yémen). Des parlements (la Jordanie, le Bahrein, le Yémen) sont encore plus radicaux, ils veulent imposer un boycott économique du Danemark et la cessation des livraisons de pétrole (le Bahrein).

Des instances non gouvernementales se coalisent en faveur du boycott économique des produits danois et norvégiens¹¹³ : il s'agit de parlements, d'autorités religieuses (outre le cheikh Qaradawi du Qatar, des oulémas saoudiens), de mouvements politiques (les Frères

113. Un règlement de l'Organisation Mondiale du Commerce interdit le boycott commercial entre États.

L'EXPLOSION

musulmans d'Égypte) ou de firmes commerciales privées (la Consumers Cooperative Union, chaîne de supermarchés aux Émirats Arabes Unis). Le mot d'ordre se propage à travers tout le Proche-Orient, en Asie et en Afrique – par sms, mails, annonces sur les sites Internet.

Ces nouveaux médias, qui ont joué un rôle plutôt local jusqu'alors, contribuent désormais à l'internationalisation de l'affaire : ils amplifient les accusations contre les « blasphémateurs » – les dessinateurs, les journaux et leurs États – ainsi que les protestations et les sanctions du monde musulman, ils mobilisent les militants et tiennent le public en haleine. Bientôt, des manifestations éclatent à la sortie des mosquées : à Nouakchott (Mauritanie) ou en Irak. En Palestine, où le Fatah est en conflit ouvert avec le Hamas (qui vient de remporter les élections parlementaires), des groupes armés menacent les ONG danoises et leur ordonnent de partir. Les gens du Fatah (parti laïque) s'avèrent les plus ardents défenseurs de l'honneur de Mahomet – le Hamas, pour sa part, s'instaurant protecteur des « chrétiens ». Un bâtiment de l'Union européenne est attaqué, des drapeaux danois sont piétinés puis brûlés.

Au Danemark, le Comité européen pour la défense du Prophète paraît étrangement déconnecté de ces événements : il s'étonne (ou feint de s'étonner) de la vague de protestations qui s'abat sur le pays. Les imams ont obtenu du *Jyllands-Posten* une série de reportages sur l'islam danois : ils semblent en conclure que le quotidien a rétabli la dignité du Prophète. Le 24 janvier, ils accueil-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

lent avec mépris la parution du livre de Kaare Bluitgen, *La Vie du Prophète Mahomet* (« naïf », « subjectif », « malhonnête »), mais ne relancent pas la polémique.

La Commission européenne s'obstine dans le mutisme. Peter Mandelson, commissaire au Commerce, attend le 30 janvier pour dire que l'Union européenne est prête à poursuivre devant l'OMC les gouvernements arabes qui boycotteraient le Danemark. Justement, aucun d'entre eux n'en a pris le risque. Le ministre danois des Affaires étrangères Per Stig Moeller revient de la conférence de Salzbourg sur l'unité européenne en assurant qu'il a décidé avec Javier Solana de lancer des initiatives diplomatiques communes, mais qu'il ne peut rien en divulguer. Et pour cause : les gouvernements européens ont manifesté leur irritation devant le fait que le Danemark n'a pas encore résolu la crise.

Ce même 30 janvier 2006, le cabinet Rasmussen dresse le bilan de la situation : l'Arabie Saoudite, suivie de plusieurs autres États, a réellement entrepris le boycott des produits danois. Plusieurs firmes étant menacées, le directeur du patronat de l'industrie interpelle le Premier ministre et le *Jyllands-Posten*.

Or Carsten Juste, rédacteur en chef du quotidien, n'a cessé de tenter des démarches auprès de la presse arabe. Ainsi, le 28 janvier, il a publié dans les médias saoudiens une lettre ouverte en arabe (que le site Internet d'Al-Arabiya a reprise). Cette lettre, adressée aux « Honorables citoyens d'Arabie Saoudite », souligne que les dessins litigieux se sont inscrits dans le cadre d'un débat national sur la liberté d'expression,

L'EXPLOSION

et non dans celui d'une campagne contre l'islam. Le *Jyllands-Posten*, a rappelé Carsten Juste, a plusieurs fois regretté d'avoir, contre son intention, blessé tant de musulmans ; lui-même a, depuis, rencontré des « représentants de la communauté musulmane au Danemark », avec qui il a établi « un dialogue constructif ». Le lendemain, le 29 janvier, c'est le responsable de la page culturelle du quotidien Flemming Rose qui a parlé en direct aux téléspectateurs d'Al-Jazira, il « s'excusait pour toute offense que le journal aurait pu infliger aux croyants ». Mais la chaîne n'a pas traduit ce passage et l'a remplacé par un discours de l'imam danois Mohammed Fouad Al-Barazi qui révélait l'existence, au Danemark, d'un projet de brûler prochainement le Coran en public¹¹⁴. On imagine sans peine l'horreur qu'a soulevée cette nouvelle. Le 30 janvier, Carsten Juste adresse de nouveau une lettre aux « Honorables citoyens du monde musulman » par l'intermédiaire de l'agence jordanienne Petra qui, cette fois, la diffuse : « Ces dessins ne violaient pas la législation danoise, mais ils ont indéniablement offensé beaucoup de musulmans, ce dont nous nous excusons ». Le rédacteur en chef maintient cependant qu'au nom de la liberté d'expression le journal ne peut pas s'excuser d'avoir publié les caricatures.

La nouvelle position du *Jyllands-Posten* réjouit le Premier ministre : il espère que ce « pas très important » contribuera à une résolution de la crise, qui est, à son avis, l'une des plus graves de l'histoire contemporaine

114. L'imam oublie de dire qu'il s'agit d'un bluff propagé par un groupuscule néo-nazi et non d'un projet du *Jyllands-Posten* ou du gouvernement.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

du Danemark. Il prononce une déclaration solennelle sur la chaîne nationale TV2 : « J'ai personnellement un tel respect pour les croyances religieuses d'autrui que je n'aurais jamais pu représenter Mahomet, Jésus ou d'autres figures religieuses d'une manière qui puisse être insultante. » Toutefois, précise-t-il, « je ne peux pas téléphoner [aux journaux] et ordonner ce qui doit être publié dans la presse. »

Les commentateurs de l'affaire des dessins de Mahomet ont un peu vite, me semble-t-il, interprété ces deux démarches comme des reculades. Si Carsten Juste s'est « excusé », c'est seulement d'avoir blessé des millions de musulmans sans l'avoir cherché ; et si Fogh Rasmussen s'est distancié des dessins, c'est en tant que personne privée (« personnellement »), non pas en tant que Premier ministre. Ils ont certes l'un et l'autre lâché du lest, contraints qu'ils y étaient par l'intensité de l'offensive arabe contre le Danemark et par l'absolu manque de solidarité de ceux qui auraient dû les soutenir : l'ONU, l'Union européenne, les États-Unis et les gouvernements européens. Ils sont néanmoins restés fermes sur la défense de la liberté d'expression.

D'ailleurs, leur opinion publique acquiesce à cette détermination : 79 % des Danois pensent que le Premier ministre ne doit pas présenter d'excuses aux pays musulmans ; et 62 %, que le *Jyllands-Posten* ne doit pas le faire non plus. Alors que la classe politique cherche mollement quelle attitude adopter, le député Radical Naser Khader est le seul à parler haut et fort : « Je me sens insulté », déclare-t-il dans le *Berlingske Tidende*.

L'EXPLOSION

Insulté comme musulman parce que la satire a déserté l'islam depuis des siècles pour se réfugier en Occident ; insulté parce que le Danemark est sommé de demander pardon aux fondamentalistes d'Arabie Saoudite, plutôt que d'exiger l'accès de tous aux libertés démocratiques. « L'injure envers la religion pèserait-elle plus que l'injure envers la démocratie ? [...] Voici mon message à l'Arabie Saoudite et aux pays musulmans qui se sont joints au boycott : « Vous avez insulté mes convictions démocratiques. Excusez-vous. »

La presse européenne se mobilise

Les assurances reçues du Premier ministre et du *Jyllands-Posten* paraissent satisfaire les imams du Comité européen de défense du Prophète : à la télévision, ils promettent d'employer leur influence dans le monde arabe pour enrayer un boycott qu'ils disent condamner formellement. Hélas, un Danois arabophone révèle à la presse que, le même jour, Abu Laban a exhorté les téléspectateurs d'Al-Jazira à agir sur leurs gouvernements respectifs pour intensifier le boycott.

L'agitation qui se répand au Proche-Orient intéresse manifestement l'ambassadrice d'Égypte, dont le pays avait pourtant enterré la hache de guerre avec le Danemark deux semaines auparavant. Elle réunit les onze

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

ambassadeurs protestataires du mois d'octobre et fait savoir sèchement à Fogh Rasmussen que ses collègues et elle attendent encore d'être reçus et que les pays musulmans exigent toujours des excuses formelles du Danemark.

Mais le 1^{er} février la carte du conflit se trouve subitement bouleversée : dix-neuf grands journaux européens se saisissent de la cause de la liberté de la presse et republient les douze dessins du *Jyllands-Posten*, mettant leurs gouvernements au pied du mur. Roger Koppel, de *Die Welt* (Berlin), le fait parce que, selon lui, Fogh Rasmussen et Carsten Juste ont cédé devant la menace islamiste (« Victoire des protestations contre les dessins de Mahomet ») ; le *Berliner Zeitung* et *Die Zeit* sont tout aussi déterminés, et l'opinion allemande les soutient. Il en est de même aux Pays-Bas, en Suisse, en Italie, en Espagne et au Portugal. En France, seul *France-Soir* reproduit les douze dessins sous le titre « Oui, on a le droit de caricaturer Dieu » : le directeur de la publication est limogé séance tenante par le propriétaire du journal qui déplore publiquement cet article ; il désigne un nouveau directeur, qui démissionne. Dans les jours qui suivent, l'épidémie de republication s'étend à la plupart des pays d'Europe – la Grande-Bretagne exceptée¹¹⁵ : soixante-trois journaux en six jours, cent en un mois. Et, bien sûr, les dessins du *Jyllands-Posten* apparaissent sur tous les écrans de télévision et suscitent des débats enflammés.

115. Depuis les attentats du 7 juillet 2005, Londres joue le rapprochement avec ses musulmans, dont les institutions officielles répondent par des professions de modération.

L'EXPLOSION

La profusion des faits et des commentaires qui marquent ce début de février 2006 est telle que je me bornerai à en relever trois aspects : la généralisation et la radicalisation des mobilisations dans le monde musulman, l'action du cabinet Rasmussen et la réaction – tardive, mais bienvenue – des organisations internationales et des gouvernements occidentaux.

L'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) demande à l'ONU d'élaborer de toute urgence une loi internationale contre les offenses aux prophètes et aux religions. L'Arabie Saoudite en appelle au Vatican, qui répond positivement (de nombreux responsables du judaïsme et du christianisme le font également). Le boycott économique est à peu près général. Des gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait protestent ou exigent des excuses (le Maroc, les Maldives, la Jordanie) ; ils convoquent l'ambassadeur du Danemark et ferment leur ambassade à Copenhague (l'Iran, la Syrie, le Pakistan¹¹⁶). Sur Al-Jazira, le cheikh Qaradawi décrète le vendredi 3 février « jour international de colère » (il sera largement exaucé). Des étudiants d'Al-Azhar manifestent, ainsi que des religieux au Nigéria. Des mouvements armés (Hezbollah libanais¹¹⁷, islamistes tchéchènes, Palestiniens du Fatah et du Hamas) menacent les Danois, y compris les membres des ONG.

116. Notons que les gouvernements protestataires ne représentent même pas la moitié des États membres de l'OCI : il y manque, outre la Tunisie, de nombreux pays africains et les Républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique.

117. Hassan Nasrallah : « S'il s'était trouvé un musulman pour exécuter la fatwa de l'imam Khomeini contre le renégat Salman Rushdie, cette racaille qui insulte notre prophète Mahomet au Danemark, en Norvège et en France n'aurait pas osé le faire ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Partout, c'est la rue qui s'enflamme : des ambassades danoises sont attaquées ou détruites (Indonésie, Syrie, Liban, Iran) sous les yeux d'une police goguenarde ; de même pour des bâtiments de l'Union européenne (Palestine), voire des États-Unis, qui pourtant ne cessent de condamner les dessins « insultants » de Mahomet et ne les ont pas publiés. Des foules immenses se mettent en marche, brûlent des drapeaux danois et l'effigie de Fogh Rasmussen¹¹⁸. En six jours, il y a huit morts et près de deux cents blessés.

La situation devient incontrôlable et quelques responsables s'en avisent. Le cheikh Qaradawi désapprouve les violences tout en exaltant le boycott, « l'arme la plus efficace ». Le Premier ministre turc s'élève contre les manifestations (il est vrai qu'un prêtre catholique a été assassiné), le grand mufti de Syrie déplore l'incendie de l'ambassade du Danemark et l'ayatollah Sistani, en Irak, fustige ceux dont la frénésie a « obscurci l'islam ». Ailleurs, cependant, la tension demeure : l'anarchie règne en Palestine et, de son côté, le pouvoir iranien n'a pas l'air décidé à calmer le jeu.

À Copenhague, le Premier ministre reste ferme : pas question de critiquer le *Jyllands-Posten* au nom du gouvernement, ni de présenter des excuses à qui que ce soit. Puisque le conflit a changé de nature, le ministre des Affaires étrangères prend contact avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan – qui s'en tire par des généralités lénifiantes¹¹⁹ – et avec la secrétaire d'État améri-

118. À Ramallah, on brûle un drapeau danois en scandant : « Ben Laden, notre bien-aimé, écrasons le Danemark ! »

119. « Il faut surmonter les malentendus et les animosités entre peuples de traditions culturelles et de croyances différentes par le dialogue pacifique et le respect mutuel. »

L'EXPLOSION

caine Condoleezza Rice, qui ne paraît pas encline à bouger. Un porte-parole du Département d'État condamne le même jour la publication des dessins comme une « incitation inacceptable à la haine religieuse ou ethnique¹²⁰ ».

Dans l'immédiat, le Danemark ne semble pouvoir espérer aucun soutien de l'Union européenne. Car Ursula Plassnik, ministre autrichienne des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence de l'Union, condamne « des déclarations et des activités qui dénigrent une religion de manière offensante » ; et Javier Solana rappelle que « la tolérance et le respect mutuel jouent un rôle tout aussi important que le principe de la liberté d'opinion ». Les chefs d'État sont tout aussi embarrassés par l'initiative de leur presse, à l'exception de la chancelière allemande Angela Merkel qui estime « injustifiables » et « inacceptables » les violences dans le monde islamique.

Fogh Rasmussen entreprend une série d'initiatives. Par exemple, le 2 février, il accorde une interview à la télévision Al-Arabiya, qui ne produira guère d'effets. Le 3 février, il reçoit solennellement l'ensemble du corps diplomatique, y compris les onze ambassadeurs de pays musulmans – geste que l'Égyptienne Mona Omar Attia jugera insuffisant.

Tout de même, les incendies d'ambassades européennes et le fait que certains États s'avèrent incapables de juguler les désordres qu'ils ont déclenchés finissent par alarmer. De Dubai, Kofi Annan exhorte « ses frères musulmans », dont il « partage la détresse », à

120. Jack Straw, Secrétaire au Foreign Office britannique, estime pour sa part que « c'est quelque chose de mal. Il y a la liberté de la presse, nous la respectons tous. Mais il n'y a pas d'obligation d'insulter ou d'être gratuitement incendiaire ».

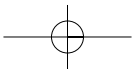
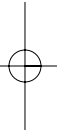
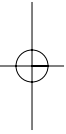
COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

« pardonner au nom d'Allah le miséricordieux, à accepter les excuses formulées par le journal qui avait publié les caricatures et à aller de l'avant » ; car il n'est pas possible de « punir toute la nation danoise ou l'Europe entière pour les actions de particuliers ». À Paris, Jacques Chirac décroche son téléphone pour assurer Fogh Rasmussen de son entière solidarité. L'Union européenne, l'OTAN, le Conseil de l'Europe et la Turquie en font autant et réproouvent vigoureusement les violences. Même l'ambassadeur américain – qui a durement critiqué le *Jyllands-Posten* lors de la réception du corps diplomatique le 3 février à Copenhague – affirme le 6 que les États-Unis sont à 100 % derrière le Danemark et la liberté d'expression. Le Premier ministre britannique, quant à lui, comprend la colère des musulmans contre les « caricatures », mais il se déclare pleinement solidaire du Danemark.

Pour l'affaire des dessins de Mahomet, c'est le commencement de la fin.



La stratégie de l'édredon



« Une Nation de lions rugissants »

Depuis le 1^{er} février 2006, la presse européenne s'est mise à reproduire les dessins du *Jyllands-Posten*. Au Moyen-Orient, la riposte a été immédiate : émeutes et attaques d'ambassades. Mais, cette fois, l'offensive médiatique va réaliser en moins d'une semaine la solidarité du camp occidental. Les chefs d'État nord-américains et européens (à l'exception d'Angela Merkel) et les leaders des organisations internationales (ONU, UE, OTAN, OSCE...), bien qu'ils détestent l'initiative du *Jyllands-Posten* et, parfois, celle de leurs propres médias, se sentent tenus de protéger la liberté d'expression. Parmi les pays défenseurs de l'honneur du Prophète, aucun ne se hasarde plus à attaquer des ambassades – sauf l'Iran, qui sait jusqu'où il peut aller trop loin¹²¹, et l'Indonésie qui, contre toute vraisemblance, accuse les États-Unis d'avoir organisé la dissémination des dessins dans la presse européenne. Aussi Jakarta vit-elle plusieurs manifestations anti-américai-

121. Outre les ambassades du Danemark et de Norvège, des émeutiers assailliront successivement celles de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

nes, avec « caillassage » de la représentation diplomatique et brûlage de drapeaux.

Au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique, des foules innombrables se déversent dans les rues, brandissant des pancartes, des drapeaux et des bâtons : l'affaire des dessins de Mahomet prend en quelques jours la tournure d'une insurrection pan-islamique. Une Intifada – précisément ce à quoi appelait le cheikh Qaradawi sur Al-Jazira : « Que la fureur de la Nation [de l'islam] se déchaîne ! Ceux qui se contentent de protester sont des ânes de bât. Nous sommes une Nation de lions rugissants¹²² ! »

À partir du 10 février, la fureur contre les dessins se combine avec des enjeux locaux : en Serbie, les musulmans brûlent les drapeaux de plusieurs États européens ; en Égypte, ils contestent la dictature du président Moubarak ; au Nigéria, ils assassinent des chrétiens ; en Afghanistan, Al Qaida en profite pour recruter et les chefs de guerre pour remettre en cause le pouvoir central ; en Irak, la province de Bassorah (où sont stationnés les 530 soldats danois) se dresse contre leur présence, et Bagdad doit mettre le holà à maintes reprises ; au Pakistan, on manifeste aussi contre le président Musharraf, l'alliance américaine et la venue de George Bush ; enfin, en Iran, on brûle de surcroît des drapeaux israéliens¹²³. Dans tous ces pays, les ONG danoises et, souvent, européennes sont obligées de se replier.

122. C'était le 3 février 2006, lors du « vendredi de la colère ».

123. L'ayatollah Khamenei, Guide suprême de la Révolution iranienne, assure que la multiplication des dessins dans les médias européens est « une conspiration planifiée des sionistes pour provoquer une confrontation entre musulmans et chrétiens ». Le journal *Hams-hahri* organise un concours de caricatures de l'« Holocauste », comme si rire de l'extermination de millions de juifs équivalait à rire de la justification religieuse du jihadisme (le dessin de Mahomet avec une bombe dans le turban).

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

L'efficacité policière est excellente au Maroc et aux Émirats Arabes Unis ; convenable en Égypte et en Turquie ; médiocre en Indonésie ; nulle au Pakistan et au Nigeria. Il arrive que la troupe doive intervenir, ou bien des milices partisans, voire des gangs de voyous à la solde de tel ou tel pouvoir. La cohue et la panique font le reste. Pourtant, le décompte des morts et des blessés spécifiquement liés à la crise est impossible, en raison de l'enchevêtrement des conflits : au Pakistan, on crie tout autant « Mort aux blasphémateurs ! » que « Mort à l'Amérique ! » ou « Musharraf, démission ! ». On suppose que 139 personnes ont péri pour le seul honneur du Prophète. En Europe, toutefois, les manifestations sont pacifiques et, en général, peu nombreuses (Londres faisant à cet égard exception avec des défilés de dix mille à quinze mille personnes).

L'arsenal de cette nouvelle Intifada comporte trois armes supplémentaires : les menaces de mort, le terrorisme informatique et le boycott économique. Des groupes jihadistes – au premier rang desquels Al Qaida –, quelques imams moyen-orientaux et mollahs du sud-est asiatique clament que des kamikazes sont en route pour le Danemark : on ne les y verra jamais¹²⁴. Faut-il considérer ces menaces comme des fleurs de rhétorique ? En tout cas, le montant des primes offertes aux candidats au martyr augmente à une vitesse record : parties de 10 000 \$ en janvier, elles atteignent 11 500 000 \$ à la mi-février. Des hackers s'en prennent à des milliers de sites web par vagues successives,

124. Au Danemark, les services spéciaux (le PET) n'arrêteront personne, mais en septembre 2006 ils reconnaîtront avoir pris au sérieux environ deux cents menaces.

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

principalement au Danemark, mais également dans les pays où les dessins ont été republiés. Le pire néanmoins n'arrive pas : les installations informatiques des gouvernements et des places financières sont épargnées. De même, le boycott des produits danois enregistre moins d'effets que prévu : de janvier jusqu'au début mai, les exportations danoises vers le monde musulman ne subissent qu'une diminution de 25 %, partiellement compensée par une augmentation de 10 % des ventes en Europe. Il est vrai que le principal exportateur, la compagnie de produits laitiers Arla Foods, ne ménage pas ses efforts pour se dédouaner auprès de ses clients arabes¹²⁵. D'abord, elle diffuse de son propre chef les « excuses » du *Jyllands-Posten* dans des placards publicitaires achetés à la presse proche-orientale. Puis elle annonce à grands frais, dans les médias et sur des affichettes : « Arla Foods dénonce et rejette les dessins du journal danois, ainsi que les justifications qu'il a données pour cet acte. » *IslamOnline*, le journal en ligne du cheikh Qadarawi, l'en félicite instantanément et appelle à cesser le boycott des entreprises qui imiteront Arla Foods¹²⁶.

125. C'est que la concurrence fait flèche de tout bois : la compagnie suisse Nestlé fait savoir qu'elle n'utilise pas le lait d'Arla Foods ; et la chaîne française Carrefour, qu'elle ne vend aucun produit d'origine danoise.

126. Le porte-parole du Parti Libéral fustige l'« abaissement pathétique » d'une firme qui « sacrifierait sa grand-mère pour vendre ses produits à des dictatures ».

Coup de frein

Dans un premier temps, les États protestataires ont inscrit le nombre de morts et l'ampleur des désordres au compte des immondes « caricatures », et ils ont fait grimper le prix d'une réconciliation avec le Danemark. La généralisation des dessins de Mahomet dans la presse européenne, d'une part, et l'extension des émeutes, d'autre part, rendent cette réconciliation impossible. Il faudra donc trouver des solutions de retour à l'ordre, et elles recouvreront des modalités diverses.

La Syrie, directement mise en garde par les États-Unis, stoppe net sa tentative de détourner l'attention de l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Hariri¹²⁷ : ses agents disparaissent des manifestations libanaises contre le Danemark ; et le nouveau gouvernement libanais devient libre d'arrêter des dizaines d'émeutiers.

Ne plus fournir aucun prétexte à l'agitation, tel paraît être l'ordre du jour. Dans le monde musulman, tous les journaux qui se risquent à publier les dessins du *Jyllands-Posten* sont désormais tenus pour des auteurs de troubles et frappés de censure¹²⁸. Les exemplaires du quotidien égyptien *Akhbar-Al-Yom* sont déchirés par la police, son directeur est inculpé. Dans six autres pays au moins, des journaux sont suspendus ou fermés, par-

127. Cependant, le 7 février, un journaliste a été arrêté pour avoir préconisé un règlement pacifique de la crise.

128. Tandis que, jusque-là, cinq journaux avaient reproduit les dessins sans être inquiétés : *Al-Fagr*, au Caire ; *The Star*, *Al-Haq*, *Al-Anbat*, *Al-Liwa*, à Amman.

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

fois après avoir subi l'assaut de manifestants amenés sur place par le ministère de l'Intérieur, toujours après une intense campagne de menaces par téléphone et courriel¹²⁹. Leurs rédacteurs en chef sont jetés en prison. Mais cette fois encore des interventions internationales vont organiser la solidarité. Les réseaux de défense de la liberté de la presse – tellement absents jusqu'à la mi-janvier 2006, à l'exception de Reporters Sans Frontières – lancent des appels, publient des communiqués, écrivent sans relâche aux chefs d'État et à l'ONU, et réussissent quelquefois à faire libérer les journalistes emprisonnés¹³⁰. Car le conflit qui a opposé le *Jyllands-Posten* et le Danemark puis l'Europe au monde musulman a enfin cessé de concerner le seul « Occident » : en effet, la plupart des journaux poursuivis plaident pour un « islam des Lumières » qui soit compatible avec la démocratie, la liberté d'opinion et l'usage de la raison.

De leur côté, les leaders religieux du Moyen-Orient sont impatients de calmer les esprits¹³¹. Ainsi, dès le 9 février, le cheikh Qaradawi, au nom du Conseil Européen de la Fatwa, n'est plus que « choqué » par les desins de Mahomet, puis il exhorte tous les musulmans à circonscrire leur juste colère dans des formes légales. Quant aux gouvernements, de l'Égypte au Pakistan et du Nigéria au Maroc, ils s'emploient dorénavant à

129. Ce sont : *Al-Mehwar* et *Shihan* en Jordanie ; *Al-Hurriya*, le *Yémen Observer*, *Al-Rai Al-Am* au Yémen ; le *Sarawak Tribune* en Malaisie ; *Shams* en Arabie Saoudite ; *Le Journal Hebdomadaire* au Maroc ; *Errisala* et *Essafir* en Algérie, où les directeurs des chaînes publiques Canal Algérie et A3 sont révoqués.

130. En particulier IFEX, International Freedom of Expression eXchange, un réseau de 72 associations dont Reporters sans Frontières, PEN International, et WAN, World Association of Newspapers.

131. En Asie du Sud-Est, les religieux exciteront les fidèles encore pendant trois semaines.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

contenir les manifestants qu'ils ont eux-mêmes lâchés dans les rues. C'est qu'à la faveur du désordre, trop de revendications nouvelles se font entendre : démocratie, liberté, fin de la dictature et de l'alliance avec les États-Unis...

Finalement, les gouvernants et les religieux ne joueront qu'un rôle secondaire dans l'issue de la crise des dessins de Mahomet. Certes, ils vont maintenir leurs exigences envers le Danemark – excuses formelles du gouvernement et du *Jyllands-Posten*, engagement solennel à ne jamais rééditer ce forfait –, mais ils savent que le petit État danois est maintenant soutenu par les États-Unis et l'Union européenne. Et surtout, ils ne peuvent plus se permettre de mobiliser des foules trop enclines à contester leur autorité.

Le relais va échoir à l'Organisation de la Conférence Islamique, appuyée par la Ligue Arabe. Pour elles, au-delà de l'affaire des dessins, il s'agit d'extorquer à « l'Occident » des modifications législatives décisives via ses institutions internationales : l'Union européenne, dont les règlements font loi dans les États membres, et l'Organisation des Nation Unies, où l'OCI dispose de nombreux alliés, notamment à la commission des Droits de l'homme¹³².

132. Ainsi Cuba, la Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Pérou, le Venezuela et l'Uruguay.

La force d'inertie

Du Parlement européen, l'OCI entend obtenir le vote de deux lois, l'une contre le blasphème et l'autre contre « l'islamophobie » ; ainsi que leur conséquence logique (selon elle), à savoir l'inscription dans les codes déontologiques de la presse d'un interdit sur la critique des religions et de leurs fidèles. L'Assemblée générale de l'ONU est requise de voter une résolution condamnant « la diffamation des prophètes et des religions ». Et la charte (encore en gestation) du prochain Conseil des droits de l'homme¹³³ devra comporter le principe suivant : « Le droit à la liberté d'expression est incompatible avec la diffamation des religions et des prophètes » ; en vertu de quoi, les gouvernements et les médias auront à répondre de « la tolérance et du respect pour les valeurs religieuses et culturelles ».

L'étonnant n'est pas que ce genre d'idées ait pu venir à l'esprit des leaders de l'OCI, mais qu'aucun de leurs partenaires de l'Union européenne ou de l'Organisation des Nations Unies ne leur ait dit d'emblée, et sans détour, que leur souhait était irréalisable. De même quand, le 7 février 2006, la représentation de l'Organisation de la Conférence Islamique à l'ONU a publié ce communiqué, qui anticipait sur une possible

133. Au cours de la dernière décennie, la Commission des droits de l'homme s'était moralement discréditée en portant à sa présidence des pays comme la Lybie ou en acceptant parmi ses membres les pires violateurs des droits humains. En septembre 2005, son remplacement par un Conseil des droits de l'homme avait été décidé. Depuis le 1^{er} février 2006, un projet de charte était en débat.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

résolution de l'Assemblée générale : « Les caricatures danoises et leur reproduction dans la presse européenne constituent une incitation à la haine et à la violence contre les musulmans » – autrement dit, elles sont illégales au regard du droit international. Dès lors, poursuivait l'OCI, il incombera aux nations concernées « de faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent plus ». Là aussi, on les a laissés s'enfermer, sans rien objecter à leur raisonnement. Ceci, par exemple, qui tombe sous le sens : si les dessins de Mahomet incitaient à la haine et à la violence contre les personnes, ils auraient déjà été condamnés au Danemark, en France ou en Allemagne, selon les sanctions prévues par leurs droits nationaux.

Plutôt que d'opposer à l'OCI – et de le faire avec fermeté – les principes de séparation des religions d'avec l'État, d'autonomie de la justice et d'indépendance de la presse, les responsables de l'Union européenne et plus encore ceux de l'ONU optent pour la stratégie de l'édrédon. Jour après jour, ils miment la rhétorique des États islamiques comme s'ils y adhéraient, ou bien ils enveloppent leurs adversaires dans des épaisseurs de discours cotonneux qui évitent la confrontation. J'en montrerai trois cas, choisis délibérément au début de février 2006, alors que toutes les parties cherchent avec anxiété à établir les bases d'une solution commune.

Toujours le 7 février, l'OCI, l'UE et l'ONU (représentée par Kofi Annan) font une déclaration conjointe, destinée à dégager une issue pacifique à la crise. Ce texte déclare « comprendre » aussi bien « le droit à la liberté

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

d'expression » que « les profondes blessures et l'indignation profonde ressenties dans le monde musulman » ; il renvoie dos à dos les journaux qui ont publié les « caricatures insultantes du prophète Mahomet » et les émeutiers en furie ; puis il appelle à « une reprise du dialogue entre les communautés de différentes confessions et les autorités de différents pays ». En clair : 1) il fait d'un conflit politique un conflit religieux et 2) il considère les États comme des collections de « communautés » coiffées par une « autorité ». Ce n'est évidemment pas la conception de l'Union européenne ni de l'ONU¹³⁴, mais elles essaient de coller au discours de l'OCI. Quelle importance au fond, puisqu'il n'est question que de ménager un espace pour la négociation.

Le lendemain, les discussions sur la charte du Conseil des droits de l'homme s'ouvrent à Genève. La situation est délicate : l'Europe et les États-Unis d'un côté, les pays du Sud de l'autre s'opposent sur tout, mais nul ne veut rompre les pourparlers. Venant là-dessus, la proposition d'amendement de l'OCI sur la limitation de la liberté d'expression crée la panique : certains participants l'estiment incendiaire (elle bafoue les principes démocratiques) et d'autres, hypocrite (elle les bafoue mais entre les lignes) ; les États-Unis, qui y sont très hostiles, préfèrent se taire et demander le temps de la réflexion. Kofi Annan, dont l'unique objectif paraît être de contenir les troubles, jure que l'OCI « est de bonne foi », que cet amendement « ne va pas contre l'es-

134. Le 12 février, Kofi Annan s'adresse aux téléspectateurs danois : il prétend qu'il vient à peine de voir les dessins du *Jyllands-Posten* pour la première fois et qu'il les trouve « plutôt offensants, au sens où ils concernent une religion qui a plus d'un milliard d'adeptes dans le monde ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

prit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ni même de la liberté d'expression ». Les principales associations de défense des droits de l'homme sont atterrées¹³⁵. La session n'aboutit à rien, des dizaines de contacts bilatéraux et de réunions de sous-comités s'ensuivront pendant des semaines, en pure perte.

Dernier exemple. Javier Solana, Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, entreprend une tournée au Moyen-Orient afin de restaurer « les liens d'amitié » avec le monde musulman. Le 13 février, il rencontre en Arabie Saoudite le roi Abdallah, le ministre saoudien des Affaires étrangères et le secrétaire général de l'OCI, Ekmeleddin Ihsanoglu. Celui-ci rappelle qu'il attend encore des excuses formelles du gouvernement danois, et il réitère les demandes de son organisation à l'UE (« code déontologique » de la presse, loi anti-blaspème, loi anti-« islamophobie »). Javier Solana ne promet rien, propose que la question soit débattue à un niveau supérieur – au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dont justement le projet de charte est en panne –, puis il mouline des paroles creuses en guise de communiqué final : « Dans l'Union, nous vouons un profond respect aux musulmans, aujourd'hui autant qu'hier et demain. Nous n'avons jamais voulu, et en aucun cas, offenser leurs sentiments. Cela n'a pas été notre intention, cela ne l'est pas, cela ne le sera pas. »

135. Ce sont Human Rights Watch (Genève), Freedom House (New York), Transnational Radical Party (Rome). Même Amnesty International, qui a eu des mots aigres pour le Jyllands-Posten, critique cet amendement.

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

La preuve que l'UE n'a nullement l'intention d'accepter les revendications de l'OCI, c'est que ce même jour 13 février, à Bruxelles, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso prend une position très ferme sur l'ensemble de l'affaire : « Ce n'est pas à moi de décider ce qu'il faut imprimer ou ne pas imprimer. La liberté d'expression ne se négocie pas : c'est une valeur fondamentale de notre société démocratique et ouverte. » Et de préciser : « Nous confirmons notre solidarité avec le Danemark. Ce qui s'est passé [les ambassades brûlées, le boycott économique] n'est pas juste. Ce pays a des traditions anciennes de tolérance, de générosité dans l'attribution des aides aux nations pauvres et de dialogue avec d'autres cultures. »

Malgré cela, Javier Solana persévère dans la stratégie de l'édredon. Le 16 février, il est au Caire, où les responsables égyptiens¹³⁶ et le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa reprennent les exigences de l'OCI. Le Haut représentant de l'Union européenne leur ressert la même soupe : « Nous avons parlé aujourd'hui de l'urgente nécessité d'adresser un message aux deux communautés, musulmane et européenne¹³⁷. Nous avons dit à quel point nous ne voulons plus que de telles choses se reproduisent. [...] Soyez assurés que nous ferons le maximum pour que cela n'arrive plus jamais : nous avons tant besoin les uns des autres. Honnêtement, je ne crois pas que cela puisse arriver. » Sous-entendu : alors à quoi bon des lois anti-blasphème ?

136. Abul Gheit, le ministre des Affaires étrangères, a écrit à Kofi Annan pour solliciter son intervention en vue de « calmer la colère des musulmans ».

137. Ce faisant, le représentant de l'UE épouse la rhétorique communautariste de l'OCI.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

En fin de compte, l'OCI n'obtiendra presque rien. L'Union européenne refusera d'adopter aucune des mesures réclamées. La version finale de la charte du Conseil des droits de l'homme ne contiendra pas l'amendement anti-liberté d'expression¹³⁸. On aura vainement débattu, quelques semaines durant, de la possibilité d'inscrire cette disposition dans le Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; puis, on aura exploré l'hypothèse que l'UNESCO en parraine la requête auprès de l'ONU¹³⁹. L'unique succès des défenseurs « des prophètes et des religions » sera une référence vague au respect des religions (sans lien explicite avec l'affaire des dessins de Mahomet) insérée dans un communiqué de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Un dialogue de sourds est encore un dialogue

Trop heureux de n'être plus la cible unique des pays musulmans, le Danemark s'empresse de calquer son action diplomatique sur celle de l'Union euro-

138. Le nouveau Conseil, inauguré en juin 2006, ne paraît pas plus satisfaisant que l'ancienne Commission des droits de l'homme : il comporte parmi ses membres d'authentiques négationnistes et des tortionnaires avérés, il continue de nier qu'il se passe quoi que ce soit au Darfour et... il est toujours dominé par l'OCI.

139. L'OCI est soutenue à l'UNESCO par de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine. Mais l'UE et les États-Unis se sont montrés inflexibles au moment de la décision.

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

péenne et de l'Organisation des Nations Unies : dans ses déclarations officielles, le ministre des Affaires étrangères Per Stig Moeller fait mine d'accueillir avec faveur toutes les exigences de l'OCI : l'essentiel, dit-il, c'est de « dialoguer ».

Malheureusement, les multiples soutiens extérieurs dont jouit maintenant le cabinet Rasmussen se révèlent insuffisants. Certes, le président Bush a longuement conféré par téléphone avec le Premier ministre danois ; un envoyé à Copenhague du secrétariat d'État a déclaré que les « excuses » du *Jyllands-Posten* ont mis fin au problème ; l'ambassadeur américain au Danemark assure que son gouvernement aurait agi de la même façon et qu'il aurait défendu la liberté d'expression avec une égale fermeté. Certes, le Parlement européen et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso appuient résolument la politique danoise. Mais deux poids lourds de l'UE abhorrent le dossier du *Jyllands-Posten* et considèrent que le Danemark doit « faire plus » pour résoudre le conflit : Javier Solana et l'Autrichien Wolfgang Schäussel, président en exercice de l'Union.

C'est pourquoi Per Stig Moeller entreprend une série de démarches visant à démontrer la bonne volonté de son pays. À Vienne, il « dialogue » avec les grands muftis de Syrie et de Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'avec le chef de la communauté musulmane d'Autriche. Une délégation de religieux danois est dépêchée au Caire pour « dialoguer » avec le cheikh d'Al-Azhar, Mohammed Sayed Tantaoui, et avec deux évêques. Plu-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

tôt que d'accepter une médiation turque, le cabinet Rasmussen s'engage à verser une contribution financière importante à l'Alliance des civilisations (récemment créée par l'ONU pour améliorer les échanges entre « l'Islam et l'Occident » et co-présidée par un Turc), et à organiser à Copenhague un colloque de l'Alliance sur les stéréotypes culturels.

En outre, une institution de recherche financée par le ministère des Affaires étrangères, le Danish Institute for International Studies, invite le 10 avril trois religieux du Proche-Orient qui, contrairement à d'autres (Qaradawi par exemple), consentent à venir à Copenhague. Ce sont : un téléprédicateur branché, l'égyptien Amr Khaled, jeune et glabre¹⁴⁰ ; le Koweïtien Tariq Al-Suweidan, directeur d'une télévision islamique par satellite, et le Yéménite Habib Al-Jaffri, tous trois représentants de la nouvelle génération des prédicateurs. Les imams danois du Comité européen de défense du Prophète¹⁴¹ n'ont pas été conviés. D'ailleurs, ils ont fait connaître à leurs fidèles leur mépris pour ces stars du petit écran. Le public de la conférence comporte surtout des responsables politiques et religieux chrétiens, et des journalistes.

Étrange journée. Dans un premier temps, un prédicateur regrette que le gouvernement n'ait pas encore présenté d'excuses formelles. Quand bien même l'aurait-il fait, ajoute un deuxième, elles seraient de toutes manières insuffisantes. S'ensuit, au fil des heures, une escalade graduelle des prétentions. Ainsi : la législation danoise devra soit imposer aux « Danois » la révérence

140. Coqueluche de la jeunesse aisée, il se présente comme un « grand frère » permissif, aux antipodes du vieux Yussuf el-Qaradawi.

141. Depuis peu transformé en « Comité européen pour la défense de l'idéal de l'humanité ».

LA STRATÉGIE DE L'ÉDREDON

envers le Prophète, soit autoriser aux « musulmans » l'irrévérence envers « les juifs » et l'« Holocauste¹⁴² » ; un Institut devra être créé à Copenhague pour que les « Danois » puissent s'instruire sur l'islam ; la télévision diffusera des émissions éducatives sur la religion musulmane ; les manuels scolaires seront remaniés ; toutes ces entreprises pédagogiques devront être contrôlées par des imams qualifiés. Comme se le demande un participant à cette conférence du 10 avril : jusqu'où seraient allées les exigences des invités si celle-ci avait duré trois jours ? À mon sens, le plus probable est que, personne n'opposant la moindre objection, les prédicateurs ont été pris d'un vertige de toute-puissance. Interrogé sur le bien-fondé d'une telle rencontre, Per Stig Moeller répond benoîtement qu'« inviter au dialogue » suppose qu'on soit « prêt à écouter des opinions divergentes ». Traduction : nous ne voulions que les calmer en leur offrant une occasion de nous tancer publiquement.

Et le ministère des Affaires étrangères demeure sur cette lancée jusqu'à la mi-avril : un nouveau colloque, cette fois sur « La pensée et la personnalité du prophète Mahomet » (l'ambassadeur d'Iran, qui est revenu à Copenhague, est la vedette du jour) ; une visite de quarante-quatre jeunes de pays musulmans (Syrie, Liban, Cisjordanie, Pakistan, Turquie...) dans le cadre de l'action « Prochain arrêt : Danemark » ; et l'envoi de jeunes Danois aux Émirats Arabes Unis pour une rencontre inter-confessionnelle, « La recherche d'une compréhension mutuelle ».

142. C'est l'idée qu'il faut en finir avec le « deux poids, deux mesures ». L'équivalence, ici, est fondée sur un présupposé négationniste : « l'Holocauste » est un « mythe ». Dès lors, si l'on rit des croyances (par exemple du Prophète), on doit également pouvoir rire de ce « mythe ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Si surprenant que cela puisse paraître, ces multiples initiatives vont aboutir – sans doute aussi parce que les pays musulmans et leurs organisations internationales veulent sortir de l'impasse, y compris bredouilles. Le 18 avril, la Ligue arabe annonce qu'elle cesse de boycotter le festival culturel « Images du Moyen-Orient » au Danemark, qui accueillera près de cinq cents artistes arabes d'août à septembre. Le 19, l'OCI déclare que, malgré l'absence de règlement du conflit sur les dessins de Mahomet, elle recommence à coopérer avec le Danemark. D'ailleurs, trois des quatre ambassadeurs qui avaient été rappelés sont de retour¹⁴³, et les diplomates danois de nouveau à leurs postes¹⁴⁴. Bref, la paix est revenue. Le grand mufti saoudien – l'un des plus violents au cours de la crise – n'a-t-il pas conclu son intervention à la télévision : « Une excuse et des explications ont été données pour cette erreur. Les musulmans ont fait leur devoir. L'affaire est terminée. »

143. Le représentant du Pakistan n'a pas regagné Copenhague, mais le ministre des Affaires étrangères fait savoir que son pays n'a nullement rompu les relations diplomatiques avec le Danemark.

144. Sauf à Islamabad.

Épilogue danois

Les révélations successives, dans la presse danoise, des mensonges des imams du Comité européen pour la défense du Prophète, lors de leurs séjours au Moyen-Orient, et leurs déclarations contradictoires sur le maintien ou non du boycott économique de leur pays, les ont déconsidérés, aux yeux de l'opinion publique, de la classe politique, mais aussi d'une fraction des habitants musulmans.

À partir du 6 février 2006, des citoyens et des étrangers vivant au Danemark affichent à la fois leur appartenance à l'islam et leur refus du leadership de ces imams. Parmi eux, des parlementaires (Naser Khader et Hussayn Arac), des élus locaux, des responsables associatifs, des travailleurs sociaux, et même des gens ordinaires qui ne se sont jamais signalés jusque-là. L'un d'eux souligne l'ironie de son parcours : ayant fui l'Iran en 1982, il a eu la chance d'aboutir dans un pays démocratique qui lui a offert une formation et un emploi, et voilà qu'il doit y combattre « les mêmes fanatiques religieux » qui l'ont tyrannisé un quart de siècle plus tôt.

Encore en gestation, le réseau des Musulmans Démocrates de Naser Khader a lancé une campagne de sms vers le Proche-Orient ; Hussayn Arac, l'unique par-

ÉPILOGUE DANOIS

lementaire d'origine turque, s'emploie à « lever les malentendus » auprès des médias de son pays de naissance. Des associations et des personnalités, rassemblées autour du « Forum des musulmans critiques », préparent un manifeste pour la réconciliation, qui sera traduit en arabe, en urdu et en somalien et adressé aux médias du monde musulman. D'autres ont entrepris de défiler dans leur quartier, en petits groupes, aux côtés de non-musulmans.

Toutes ces initiatives révèlent, dans les milieux musulmans, une grande diversité de positions sur des questions aussi cruciales que l'affaire des dessins, l'islam, les « valeurs danoises », et l'intégration. Or cette diversité se montre soudain au grand jour : dans les rues, dans la presse, à la télévision – et elle rencontre la faveur de l'opinion « danoise ». Ainsi s'effondre la fiction d'une « communauté musulmane » unanime, soudée autour de ceux qui s'étaient autoproclamés ses leaders naturels – Abu Laban et ses amis.

Le Premier ministre Fogh Rasmussen s'appuie aussitôt sur cette force nouvelle qui lui permet d'affirmer – en particulier aux télévisions arabes – qu'on peut être musulman *et* partisan du Danemark, musulman *et* champion de la liberté d'expression, musulman *et* démocrate. La ministre de l'immigration, Rikke Hvilshøj, annonce qu'elle ne consultera plus les imams au sujet de l'intégration : ils ont démontré à quel point ils y sont hostiles par leur collusion avec des États étrangers contre leur propre pays, et par leur acharnement à vouloir imposer des normes incompatibles avec les « valeurs

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

danoises ». Fogh Rasmussen et Bertel Haarder, le ministre des Cultes, font mine d'être moins catégoriques : ils craignent qu'une déclaration de guerre aux religieux danois n'entrave les initiatives de « réconciliation » avec le monde musulman. Mais ils ne s'en comportent pas moins comme s'ils adhéraient pleinement aux propos de Rikke Hvilshøj.

Pour les imams du Comité européen de défense du Prophète, c'est une défaite cuisante : depuis mai 2005, une part de leur crédibilité – auprès de leurs fidèles comme auprès des ambassadeurs arabes à Copenhague – tenait à ce que le gouvernement les consultait. Espérant regagner un peu d'honorabilité, Abu Laban célèbre dans un sermon le Danemark, « tolérant et bon », et lance un appel à « la paix entre les communautés¹⁴⁵ ». Toutefois, il ne peut se retenir de fustiger les deux « musulmans » à qui il voue une haine inexorable, le démocrate danois Naser Khader et l'apostate néerlandaise Ayaan Irsi Ali : ce ne sont, vocifère-t-il, que des « rats dans leur trou¹⁴⁶ ». Pourquoi la parlementaire néerlandaise fait-elle les frais de cette charge ? La veille, dans une conférence de presse à Berlin, elle a félicité Fogh Rasmussen d'avoir refusé la demande d'audience des ambassadeurs de « régimes dictatoriaux », qui réclamaient une restriction de la liberté de la presse. « Nous devons le soutenir morale-

145. Sur *IslamOnline*, le site de Qaradawi, Abu Laban déclare : « Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement et les parties concernées pour le bien de notre société et des musulmans danois. » L'imam Abu Bashar, pour sa part, évoque « le besoin urgent d'un contact direct » avec Rikke Hvilshøj.

146. Commentaire ultérieur de Naser Khader : le terme a déjà été employé aux Pays-Bas, lors la campagne de diffamation contre Theo van Gogh. Parler de « rats » (et non, par exemple, de « porcs » ou de « chiens »), c'est signaler qu'ils doivent être exterminés.

ÉPILOGUE DANOIS

ment et matériellement : Fogh Rasmussen est un modèle du courage qui devrait animer tous les dirigeants européens, à commencer par ceux de mon pays. »

Le 13 février, Fogh Rasmussen accueille vingt-deux représentants des Musulmans Démocrates dans sa résidence. Toutes les questions relatives à l'intégration sont abordées : l'emploi des jeunes, la scolarisation et l'emploi des femmes, la formation des imams... Et, bien sûr, l'affaire des dessins de Mahomet. À la sortie, Naser Khader souligne que cette rencontre est un signal envoyé aux musulmans du Danemark et d'ailleurs : « Notre message au monde islamique est que ce qui s'y produit en ce moment n'est dans l'intérêt ni de l'islam ni des musulmans. »

Le 1^{er} mars, la presse est conviée au Parlement pour la constitution officielle du réseau des Musulmans Démocrates : il compte déjà mille membres actifs et il est soutenu par environ quinze mille personnes¹⁴⁷. Naser Khader lui-même s'étonne du rapide succès de son projet : dès qu'il l'a rendu public, il a été submergé de courriels et de coups de téléphone. Certains, depuis leur province, lui ont dit leur soulagement de ne plus se sentir seuls à penser qu'on pouvait être démocrate tout en pratiquant l'islam ; d'autres confient aux médias que, depuis trop longtemps, ils ont abandonné au seul Naser Khader le soin de le démontrer ; à l'unanimité, ils en ont assez de se taire et de raser les murs face aux islamistes. Ils sont prêts à se mettre au service du Danemark

147. Parmi lesquels des non-musulmans. Des artistes et des entreprises font des dons destinés à faire vivre le réseau et à payer, par exemple, des publicités dans la presse arabe.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

pour toutes les missions qu'on voudra bien leur confier. Par exemple, ils pourraient à leur tour envoyer une délégation au Proche-Orient, afin de réparer les dommages que le Comité européen pour la défense du Prophète y a causés ¹⁴⁸.

Le 23 mars, un reportage du journaliste français Mohamed Sifaoui autour de l'affaire des dessins de Mahomet est diffusé simultanément sur France 2 (Envoyé spécial) et sur TV2 à Copenhague. Sifaoui a surtout fréquenté les amis d'Abu Laban en se faisant passer pour un islamiste. Il a utilisé deux caméras : l'une, visible, filme la version de leurs activités qu'ils entendent afficher en public ; l'autre, cachée, rapporte leurs confidences au cinéaste. L'émission, construite sur l'écart entre les deux discours, révèle sans équivoque leurs convictions islamistes : « Nous sommes des salafistes, des Frères musulmans. » Ahmed Akkari, le porte-parole du Comité, évoquant Naser Khader, lâche : « S'il devient ministre de l'immigration et de l'intégration, ne faudrait-il pas que deux [mecs] aillent le voir pour l'exploser, lui et son ministère¹⁴⁹ ? » Et Abu Laban dit connaître un kamikaze « capable de créer une pagaille fantastique ».

L'on imagine à quel point l'émission de Mohamed Sifaoui a fait sensation au Danemark : cette fois, l'opinion dispose de preuves directes du double langage des imams islamistes. Le Premier ministre s'indigne qu'un élu puisse être ainsi menacé et la police se met en quête d'Ahmed Akkari.

148. Comme le chapitre précédent permet de le supposer, le ministère des Affaires étrangères n'est nullement tenté par une démarche de ce genre.

149. Mohammed Sifaoui, op. cit., pp. 138-139. Les chapitres 4 et 5 de son livre racontent les faits en détail.

ÉPILOGUE DANOIS

Akkari est au Bahrein, invité par l'Union internationale des savants musulmans que préside le cheikh Qaradawi. Celui-ci reçoit trois cents oulémas du monde entier pour faire le point sur l'affaire des « caricatures » et envisager ses prolongements¹⁵⁰. On y décide le maintien du boycott des produits danois et la création d'une Organisation internationale pour la défense du Prophète, richement dotée et instantanément mobilisable au cas où surviendrait un « blasphème » analogue à celui du *Jyllands-Posten*. Ahmed Akkari, interrogé le 24 mars sur son allusion à Naser Khader, prétend qu'il s'agissait d'une innocente « plaisanterie ». À son retour, il s'en tient fermement à cette version mais, bien qu'il ne fasse l'objet d'aucune poursuite, le Comité préfère changer de porte-parole¹⁵¹.

La veille de la projection, c'est-à-dire le 22 mars, l'émission de Mohamed Sifaoui avait donné lieu à un tel battage publicitaire que Naser Khader avait décidé de se retirer dans un lieu discret pour réfléchir sur la conduite à tenir. Pendant le tournage du film, fin février, le journaliste français (que Naser Khader ne connaissait pas) l'avait prévenu par téléphone : les gens de la Société islamique du Danemark le honnissent, ils ne cessent de parler de lui, entre eux et avec les fidèles de la mosquée ; leur campagne de dénigrement (« mauvais musulman », voire « apostat », « vendu » au Premier ministre, « manipulé » par le PPD...) fonctionne avec une redoutable efficacité. Au cours de sa retraite, Naser Khader est pris de colère : « Quel crime

150. La délégation danoise comprend aussi Abu Laban, Abu Bashar, Raed Hlayhel, Abdelwahib Pedersen et Jihad Al Farra.

151. Ce sera désormais Ahmed Kassem, l'adjoint d'Abu Laban.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

ai-je commis ? Je veux associer l'islam, la modernité, la démocratie et la citoyenneté danoise. C'est cela, mon crime ? » Une colère amplifiée par la menace d'Ahmed Akkari, « cet imbécile » : « c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »

Le 1^{er} avril, à l'assemblée générale des Musulmans Démocrates, Naser Khader réapparaît, entouré de gardes du corps, et il s'explique. Il raconte ses doutes puis sa révolte. Le voici plus motivé que jamais, même si toute sa vie il doit courir des risques, même si pour finir il doit être assassiné. Mais bien sûr, il craint pour sa famille, au Danemark comme en Syrie : des mails et des coups de fil menaçants, ainsi que des insultes en pleine rue sont devenus leur quotidien. C'est dur, surtout pour ceux qui, parmi ses proches, ne partagent pas ses convictions. « Qu'y faire ? Même si je me retirais de la vie politique, ils continueraient à me haïr [...] Je suis leur pire cauchemar parce que je les comprends, je connais leur idéologie et leur programme. Je sais comment leur résister et je connais leurs réseaux [au Proche-Orient]. »

Le plus cher désir de Naser Khader serait de devenir ministre de l'Intégration¹⁵² : aider ceux qui sont « marginalisés, sans emploi, mal insérés. [...] Les souder avec les autres Danois autour de valeurs communes ».

Et, conclut-il, quand ce sera fait, le Danemark n'aura plus besoin des Musulmans Démocrates : il ne restera que des démocrates.

152. Il n'ignore pas que la chose est impossible pour le moment, car son parti (qu'il n'a pas l'intention de quitter) est dans l'opposition.

Annexe

L'affaire des dessins de Mahomet en France

Si mon livre évoque à peine les événements français se rapportant à l'affaire des dessins de Mahomet, ce n'est certes pas qu'ils aient manqué d'intérêt. Mais il fallait faire un choix car, outre le Danemark, quatre pays européens au moins auraient justifié des développements importants : la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Au surplus, l'ouvrage de Mohamed Sifaoui traite cet aspect à peu près comme je l'aurais fait moi-même, et un nouveau livre est attendu sur la question.

Je me bornerai donc à signaler les épisodes et les traits marquants, à mon sens, des faits français. Deux actes politiques antérieurs pèseront sur la situation : en 2003, la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) ; en 2004, le vote de la loi interdisant le port de signes religieux ostensibles à l'école publique. Le CFCM est présidé par le recteur de la Grande Mosquée de Paris Dalil Boubakeur, laïc et républicain, ami du président Chirac mais dépendant du président algérien Abdelaziz Bouteflika. Par suite d'une manœuvre du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), liée aux Frères musulmans et au Conseil européen de la fatwa, joue un rôle prépondérant dans le CFCM. Les manifestations de 2004, à propos de la loi sur le port de signes religieux à l'école publique, ont montré l'impossibilité, pour le CFCM, de parler d'une seule voix, et de représenter les « musulmans » de France.

La presse française consacre très tôt des articles à l'affaire des dessins de Mahomet au Danemark. Dès le 1^{er} février 2006, *France-Soir* reproduit les dessins du *Jyllands-Posten*, le proprié-

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

taire limoge le directeur du quotidien, nomme un nouveau directeur qui démissionne aussitôt. La classe politique s'en empare, le *Nouvel Observateur* affiche les dessins sur son site web, l'hebdomadaire satirique *Charlie-Hebdo* annonce un numéro spécial pour la semaine suivante.

Le 7 février, le CFCM assigne en référé ce numéro (à paraître le lendemain) pour « injure raciale et religieuse ». Il est débouté pour vice de forme. Par ailleurs, la direction du MRAP déclare qu'elle engage un procès contre *France-Soir* : l'association s'entredéchire sur la pertinence politique d'une telle décision.

Le numéro spécial de *Charlie-Hebdo* sort donc le 8 février comme prévu. À la une, un dessin de Cabu, titré « Mahomet débordé par les intégristes », représente le Prophète se voilant la face et soupirant : « C'est dur d'être aimé par des cons. » Onze des seize pages de l'hebdomadaire sont occupées par l'affaire : outre les douze dessins du *Jyllands-Posten*, *Charlie-Hebdo* propose d'autres caricatures des dessinateurs maison figurant Mahomet mais aussi des représentants d'autres religions – le tout accompagné de textes d'analyse et de débat. En page 2, un texte intitulé « Pour la liberté d'expression ! » est signé de Tewfik Allal pour l'Association des amis du manifeste des libertés, qui rassemble des laïcs de culture musulmane. Cette proclamation met en cause l'entreprise des islamistes – réduire tout individu né dans l'islam à sa nature de « musulman » – et elle marque la solidarité de tous les laïcs et démocrates, qu'ils vivent en Europe ou luttent dans le monde arabe.

On s'attendait à ce que des associations musulmanes protestent, mais non à ce que le président Chirac, le jour même, fasse savoir qu'il « condamne [...] les provocations manifestes susceptibles d'attiser dangereusement les passions ». Et Chirac de réaffir-

ÉPILOGUE DANOIS

mer encore la nécessaire coexistence de la liberté d'expression et du respect des croyances. Des responsables politiques, de droite et de gauche¹⁵³, répètent la même rengaine, destinée à apaiser les islamistes et les laïcs. Notons pourtant qu'à cette date (mais sans que rien n'en soit divulgué à l'opinion), la France est l'un des pays les plus déterminés à faire échouer les demandes de l'OCI, tant à l'Union européenne qu'à l'ONU.

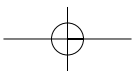
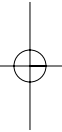
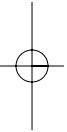
Le président du CFCM appelle les musulmans au calme, mais il ne peut empêcher, le 11 février, une manifestation de 7 000 personnes, dont beaucoup d'islamistes. Dès lors, il s'emploie à canaliser la colère dans l'action judiciaire : plusieurs organisations portent plainte coup sur coup, dont la Ligue islamique mondiale, une richissime fondation d'Arabie Saoudite.

Le 1^{er} mars, *Charlie-Hebdo* publie le « Manifeste des Douze », « Ensemble contre le nouveau totalitarisme ». Ses signataires, athées ou laïcs, sont soit nés dans l'islam (Salman Rushdie, Ayaan Hirsi Ali, Taslima Nasreen, Irshad Manji, Ibn Warraq, Mehdi Mozaffari, Chahla Chafiq, Maryam Namazie) soit non (Caroline Fourest, Bernard-Henri Lévy, Antoine Sfeir, Philippe Val). Ce texte, diffusé en plusieurs langues dans le monde entier, élargit la défense des dessins de Mahomet à une lutte plus générale contre la « nouvelle menace globale : l'islamisme ».

153. Le manifeste est immédiatement repris par un grand nombre de sites Internet et commenté par les médias traditionnels de nombreux pays.



Conclusion



Pour élaborer le récit qu'on vient de lire, j'ai dû surmonter les difficultés habituelles du travail historique : l'établissement des faits (déployés sur un théâtre immense) et la sélection de ceux qui me semblaient les plus significatifs. En outre, j'ai dû trancher au fur et à mesure entre les interprétations que les acteurs sociaux donnaient de ces faits : comme toujours dans une polémique publique, ces interprétations contribuent à les constituer. J'ai ainsi édifié ma propre version de l'histoire des dessins de Mahomet, dont je voudrais, pour conclure, reformuler les préalables et dégager les conséquences.

Les préalables

À la fin des années 1960, le Danemark recrute vingt mille travailleurs du Tiers-Monde qui, après la fin de l'immigration économique (1973), choisissent de s'y établir et d'y faire venir leur famille. Pendant dix ans, leur pré-

CONCLUSION

sence pose si peu de problèmes qu'en 1983 un gouvernement de droite vote la loi sur les étrangers la plus libérale d'Europe. Les groupes d'extrême-droite la contestent avec virulence et dirigent leur hostilité (verbale pour l'essentiel) sur les immigrés issus du monde musulman.

Les partis de gouvernement (qu'ils soient de droite ou de gauche) ne remettent pas cette loi en question et s'obstinent à parler de l'immigration sur un mode compassionnel. Or la loi produit des effets pervers qui deviennent peu à peu évidents : la fraction la plus passive de ces immigrés s'enkyste dans les ghettos, où elle perpétue les mœurs hyper-conservatrices des pays d'origine ; elle répugne à apprendre le danois et à scolariser ses enfants ; elle dépend de l'aide sociale pour son entretien ; et demeure soumise à des imams fondamentalistes, nullement pressés de la voir s'intégrer à la société séculière danoise...

En 1995, Pia Kjærsgaard fonde le Parti du Peuple Danois : c'est un parti raciste certes, dont la présidente se cantonne au registre du dénigrement culturel, tandis que ses éléments marginaux utilisent des métaphores biologiques dignes des néo-nazis. Toutefois, Pia Kjærsgaard ne saurait être réduite à son racisme différentialiste car c'est elle – et elle seule – qui met en pleine lumière, des années durant, les répercussions fâcheuses de la loi de 1983. Tous les partis, de droite comme de gauche, lui doivent cette rupture avec le discours *politically correct* : la droite parce qu'elle a voté la loi en question, la gauche parce qu'elle ne s'accorde pas sur les réformes à engager.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Voilà pourquoi le PPD entre en 2001 dans la coalition parlementaire qui soutient le nouveau gouvernement, libéral-conservateur, de Fogh Rasmussen. Le Premier ministre, pour sa part, n'est aucunement raciste : il marque souvent son refus d'essentialiser les différences culturelles et professe un respect quasi maniaque des principes de l'État de droit qui l'obligent à traiter selon les mêmes règles toutes les composantes de la population. Que l'on se souvienne, par exemple, de son obstination à protéger la liberté d'expression des adversaires de la démocratie (les actes seuls étant susceptibles de poursuites judiciaires, y compris pour les étrangers) ; de son adhésion aux décisions des tribunaux ; ou de son antipathie pour des mesures de sécurité drastiques et pour des lois d'exception antiterroristes qui restreignent les libertés¹⁵⁴. Quant à sa politique d'immigration (cf. les chapitres 2 et 3 de ce livre), on peut la désapprouver, mais non la juger « raciste » puisqu'elle ne cible aucun groupe ethnique ni aucune religion en particulier.

Les services statistiques danois, par suite d'une convention sur les critères démographiques, dénombrent 180 000 « musulmans ». Environ 70 % d'entre eux votent aux élections locales (ouvertes aux étrangers) et générales (réservées aux citoyens danois), et ils participent activement à la vie associative. Mais certains de ces immigrés refusent de se prononcer sur la compatibilité entre la charia et la législation danoise : sans doute s'agit-il des 10 à 20 % qui fréquentent les mosquées. La centaine d'imams présente sur le territoire

154. Il n'y a pas eu au Danemark de généralisation de la vidéo-surveillance, malgré les demandes de la police et du PPD. En décembre 2006, l'unique loi sur le terrorisme avait conduit, en tout, à deux procès.

CONCLUSION

est elle-même profondément divisée, selon l'origine géographique (Turquie, Maroc, Pakistan...), l'orientation théologique et l'idéologie politique. À partir de 2003, une poignée d'imams islamistes – dont la figure de proue est Ahmed Abu Laban, président de la Société islamique du Danemark à Copenhague – s'emploie à conquérir le monopole de la représentativité de l'islam (et donc des « immigrés musulmans ») dans le pays.

Le premier cabinet Rasmussen (2001-2005) tente, avec quelque maladresse, d'affronter directement les religieux fondamentalistes, qu'il tient pour le principal obstacle à l'intégration. Après sa réélection en 2005, il assouplit sa position et consulte les imams les plus connus. Ahmed Abu Laban en retire une influence accrue sur les fidèles et une certaine crédibilité politique. Les attentats de Londres, le 7 juillet 2005, renforcent la stratégie gouvernementale de consultation des imams : ceux-ci demandent au Premier ministre d'intervenir pour limiter la liberté de la presse, trop « islamophobe » à leur gré – ce qu'évidemment la constitution interdit.

Au mois d'août 2005, la rédaction du *Jyllands-Posten*, un quotidien de droite, découvre de nombreux cas d'autocensure par peur de l'islamisme chez des artistes danois, mais aussi dans des musées suédois ou anglais. Le journal monte alors une expérience *in vivo* : proposer à des illustrateurs de presse de dessiner Mahomet « comme ils le voient ». Le 30 septembre 2005, le *Jyllands-Posten* publie douze dessins représentant le Prophète entourés de plusieurs articles, l'ensemble constituant un dossier intitulé « Les visages de Mahomet ».

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

Les textes évoquent l'autocensure des artistes en l'imputant clairement aux imams islamistes et non à l'islam ou aux « immigrés ». Les douze dessins – de simples vignettes illustratives – ne comportent, en réalité, que quatre caricatures dont l'une deviendra l'emblème de l'affaire : elle montre la tête de Mahomet coiffée d'un turban contenant une bombe à la mèche allumée. Le caricaturiste vise les justifications coraniques des jihadistes, mais il ne tardera pas à être accusé d'avoir atteint le Prophète, l'islam et un milliard de fidèles musulmans.

Les conséquences

Au départ de l'affaire, il y a eu une alliance extravagante entre deux acteurs historiques qu'en principe tout oppose : d'une part, un quarteron d'imams islamistes issus de la diaspora palestinienne au Moyen-Orient, entrés au Danemark comme réfugiés politiques ou humanitaires, et liés aux Frères musulmans ; d'autre part, le pouvoir égyptien, qui souhaitait alors se poser, contre les Frères musulmans (ses concurrents lors d'élections parlementaires), en meilleur défenseur de l'islam. Cette entente initiale va en générer de nouvelles, non moins paradoxales, avec quantité d'autres forces, elles aussi habituées à s'entre-éliminer plutôt qu'à

CONCLUSION

coopérer. Chacune a contribué à l'agitation générale, mais en fonction de ses intérêts propres, parfois contraires à ceux des autres coalisés.

Malgré la difficulté qu'a rencontrée tel ou tel gouvernement à calmer ses foules et malgré l'échec diplomatique de l'Organisation de la Conférence Islamique (qui n'aura obtenu ni des excuses du cabinet Rasmussen, ni des lois anti-blaspème de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies), le monde musulman a expérimenté les vertus de la cohésion. Car « l'Occident séculier » s'est tout de même vu infliger une bonne leçon : toucher à « l'islam » (fût-ce sous la forme d'une critique des islamistes) peut coûter cher – des vies, des biens, beaucoup d'argent.

Pendant la crise, les États européens et les grandes institutions internationales ont obstinément pratiqué la stratégie de l'édredon : étouffer la « colère musulmane » sous des monceaux de paroles floconneuses, sans finalement donner satisfaction. Les dirigeants des États islamiques l'ont bien sûr enregistré, et leur ressentiment a augmenté d'autant : il faut lire comme des suites de l'affaire des dessins les événements de septembre 2006 – réactions indignées à la conférence du pape Benoît XVI à Ratisbonne, déprogrammation de l'opéra *Idomeneo* de Mozart au Deutsch Oper de Berlin, menaces pesant sur Robert Redeker après la publication de son article critiquant l'islam dans *Le Figaro*. Que, lors de son voyage en Turquie, Benoît XVI ait soudain fait preuve d'une déférence empressée envers l'islam montre que l'affichage de la « colère musulmane » est payant.

COMMENT PRODUIRE UNE CRISE MONDIALE...

En ce qui concerne le Danemark, ni son Premier ministre ni le *Jyllands-Posten* n'ont cédé aux exigences insistantes d'excuses. Et les imams islamistes ont été discrédités. Raed Hlayhel a perdu ses subventions (un conseiller municipal musulman s'est aperçu que sa mosquée les recevait au titre d'« association culturelle ») ; il s'est fait huer par ses fidèles pour avoir maudit le Hezbollah chiite ; il est retourné au Liban, où il dirige un institut islamique et promet un déluge de feu sur le Danemark. Ahmed Abu Laban a claironné qu'il s'installait à Gaza, mais il était de retour à Copenhague quinze jours plus tard. Ahmed Akkari, en vacances l'été 2006 dans un Liban en guerre, a été trop heureux de demander au Danemark son rapatriement.

Il n'empêche que Fogh Rasmussen a dû s'astreindre à d'humiliantes protestations de respect pour « l'islam » et verser de fortes contributions à l'Alliance des civilisations – bref, il a été obligé de se couler dans la politique d'accommodements de l'Union européenne.

Le député Radical Naser Khader vit encore sous une forte protection policière ; des adhérents ont dû quitter son réseau de Musulmans Démocrates parce qu'ils subissaient des pressions et des menaces constantes ; des sympathisants n'ont pas pris le risque d'y adhérer. Aussi Naser Khader a-t-il opté pour une internationalisation maximum de son action : dès le printemps 2006, les Musulmans Démocrates ont invité au Danemark des représentants d'autres réseaux de musulmans démocrates (États-Unis, Canada, France, Pays-Bas...) ; ils prennent part à des rencontres laïques à l'étranger,

CONCLUSION

pour échanger leur expérience avec des militants qui luttent contre tous les fondamentalismes.

Quant au *Jyllands-Posten*, durement éprouvé tout au long de l'affaire, il a plus que vérifié son hypothèse selon laquelle les artistes s'autocensuraient par peur de l'islamisme : l'on peut raisonnablement gager qu'on ne verra plus de caricatures du Prophète avant quelques années.

LES PARTIS POLITIQUES DANOIS

Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, le *Folketing*, élu tous les quatre ans : 179 députés, dont 175 représentent le Danemark métropolitain*. Le gouvernement assume le pouvoir exécutif, sous la responsabilité du Premier ministre, qui s'appuie sur une coalition de partis.

En 2001 et en 2005, la coalition gouvernementale comprend trois partis :

- le Parti Libéral, Venstre, Danmarks Liberale Parti,
- le Parti Conservateur, Det Konservative Folkeparti,
- le Parti du Peuple Danois, Dansk Folkeparti.

L'opposition en rassemble quatre :

- le Parti Social-Démocrate, Socialdemokraterne,
- le Parti Radical, Det Radikale Venstre,
- le Parti Socialiste du Peuple, Socialistisk Folkeparti,
- la Liste Unitaire, Enhedslisten (rassemblement des Verts et des Rouges).

Les partis qui obtiennent moins de 2 % des suffrages ne sont pas représentés au Parlement : ainsi, en 2005, le Parti du Progrès, le Parti Centre-Démocrate, le Parti Chrétien-Populaire.

* Quatre sièges sont réservés aux partis locaux du Groënland et des Iles Feroë.

LES PRINCIPAUX « ACTEURS »

- Abu Bashar (Danois), imam à la mosquée de la Société Islamique du Danemark à Odense
- Abu Bilal, imam à Copenhague, à la Société Islamique du Danemark
- Abu Laban, Ahmed (réfugié palestinien), imam à Copenhague, fondateur de la Société Islamique du Danemark,
- Abul-Gheit, Ahmed, ministre égyptien des Affaires étrangères
- Akkari, Ahmed (Danois), imam à Aarhus
- Alev, Fethi (Danois), imam à Copenhague
- Annan, Kofi, secrétaire général de l'ONU
- Arac, Hussayin (Danois), député du Parti Social-Démocrate
- Barazi, Mahmoud Fouad al- (Danois), imam à Copenhague
- Barroso, Jose Manuel, président de la Commission européenne
- Bluitgen, Kaare (Danois), auteur de livres pour adolescents, dont une *Vie du Prophète Mahomet*
- Camre, Mogens (Danois), député au Parlement européen et membre du Parti du Peuple Danois
- Elleman-Jensen, Uffe (Danois), ex-ministre des Affaires étrangères, ex-président du Parti Libéral
- Frattoni, Franco (Italien), Commissaire européen à la justice
- Glistrup, Mogens (Danois), fondateur du Parti du Progrès
- Haarder, Bertel (Danois), membre du Parti Libéral, ministre des Réfugiés, de l'immigration et de l'intégration (2001-2005) ; puis ministre de l'Education et des Cultes (depuis 2005)
- Hirsi Ali, Ayaan, députée néerlandaise d'origine somalienne, scénariste de *Submission*, le film de Théo van Gogh, signataire du Manifeste des Douze
- Hlayhel, Raed (Libanais), imam à la mosquée de Grimhøj dans la banlieue d'Aarhus
- Hvilshøj, Rikke (Danoise), ministre des Réfugiés, de l'Immigration et de l'Intégration depuis 2005
- Ihsanoglu, Ekmeleddin (Turc), secrétaire général de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)
- Jespersen, Karen (Danoise), ministre de l'Intérieur

- Social-Démocrate de 1993 à 2001, député en 2001 et 2005
- Juste, Carsten (Danois), rédacteur en chef du *Jyllands-Posten*
 - Kassem, Ahmed (Danois), imam de la mosquée de la Société Islamique du Danemark à Copenhague
 - Khader, Naser (Danois), député du Parti Radical élu en 2001 et réélu en 2005 ; fondateur en 2006 du réseau des Musulmans Démocrates.
 - Kjærsgaard, Pia (Danoise), fondatrice et présidente du Parti du Peuple Danois, PPD
 - Krarup, Soren (Danois), fondateur en 1984 d'un Comité contre la loi sur les Étrangers ; en 1987 de l'Association Danoise, Den Danske Forening, DDF ; et, à partir de 1995, membre du Parti du Peuple Danois
 - Mandelson, Peter, commissaire de l'UE au Commerce
 - Mansour, Saïd (Danois), propagandiste du jihad, arrêté en septembre 2005
 - Møller, Per Stig (Danois), ministre des Affaires étrangères
 - Moussa, Amr (Égyptien), secrétaire général de la Ligue Arabe,
 - Mozaffari, Mehdi (Danois), professeur à l'Université d'Aarhus, signataire du Manifeste des Douze
 - Omar Attia, Mona, ambassadrice d'Égypte à Copenhague
 - Pedersen, Abdelwahib (Danois), imam à Copenhague
 - Plassnik, Ursula, ministre des Affaires étrangères d'Autriche
 - Qaradawi, Yussul al-, cheikh, prédicateur sur la chaîne qatarie Al-Jazira, président du Conseil européen de la fatwa et de l'Union internationale des oulémas musulmans
 - Qureshi, Kamal (Danois), député du Parti Socialiste du Peuple, élu en 2001, réélu en 2005
 - Rasmussen, Fogh (Danois), Premier ministre depuis 2001, président du Parti Libéral
 - Sifaoui, Mohamed (Français), auteur d'un reportage pour Envoyé Spécial, France 2) et d'un livre sur l'affaire des dessins de Mahomet
 - Solana, Javier, Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère
 - Skarup, Peter (Danois), porte-parole du Parti du Peuple Danois
 - Tantaoui, Mohammed Sayed (Égyptien), cheikh d'Al-Azhar
 - Westergaard, Kurt (Danois), dessinateur au *Jyllands-Posten*

BIBLIOGRAPHIE

European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia, *The Impact of 7 July 2005 London bomb attacks on Muslim communities in the EU*, novembre 2005

Fourest, Caroline, *Le Choc des préjugés, L'impasse des postures sécuritaires et victimaïres*, Paris, Calmann-Lévy, 2007

Guillaumin, Colette, *L'Idéologie raciste : genèse et langage actuel*, Paris, Gallimard, 2002

Jespersen, Knud V., *A History of Denmark*, New York, Palgrave MacMillan, 2004

Lagerkvist, Cajsa, « Empowerment and anger: learning how to share ownership of the museum », *Museum and Society*, July 2006. 4(2) 52-68

Mozaffari, Mehdi, « Les musulmans au Danemark », in Ismaïl Adel, *L'Islam et les Musulmans dans le monde*, Tome I, *L'Europe occidentale*, chapitre 13, Beyrouth, Centre culturel Hariri, 1993, pp. 357-384

Sifaoui, Mohamed, *L'Affaire des caricatures. Dessins et manipulations*, Paris, Éditions Privé, 2006

Taarnby Jensen, Michael, *Jihad in Denmark An overview and analysis of Jihadi activity in Denmark, 1990-2006*, DIIS Working Paper n° 2006/35, Danish Institute for International Studies, Copenhagen

Wren, Karen, « Cultural racism : something rotten in the State of Denmark ? », *Social and Cultural Geography*, vol. 2, n°2, 2001, pp. 141-162

TABLE

Un an après	7
Un casse-tête politique	17
Du « travailleur invité » au « problème des immigrants »	21
Le Parti du Peuple Danois	29
Le Parti Libéral au pouvoir	34
Une politique « ferme et juste »	37
Endiguer le flot des immigrants	38
Le nombre des « musulmans »	42
La charia compatible avec la démocratie	45
Naser Khader ou la démocratie pure et simple	48
L'influence politique des imams islamistes	50
Les imams entrent dans le jeu politique	59
Changement de pied	60
L'été 2005	64
La peur de critiquer l'islam	70
<i>Annexe : « L'Alliance des civilisations » contre le jihadisme</i>	78
Le lait sur le feu	81
Les « visages de Mahomet »	82
Une manifestation de pure forme	87
Deux courriers de puissances étrangères	92
<i>Annexe : L'Organisation de la Conférence Islamique</i>	103
L'explosion	105
La fournaise moyen-orientale	106
Une contre-attaque réussie	114
L'escalade internationale	119
La presse européenne se mobilise	125
La stratégie de l'édredon	131
« Une Nation de lions rugissants »	132
Coup de frein	136
La force d'inertie	139
Un dialogue de sourds est encore un dialogue	144
Épilogue danois	149
<i>Annexe : L'affaire des dessins de Mahomet en France</i>	157
Conclusion	161
Les préalables	162
Les conséquences	166
<i>Les partis politiques danois</i>	170
<i>Les principaux « acteurs »</i>	171
<i>Bibliographie</i>	173

AUX PRAIRIES ORDINAIRES

Collection « Contrepoints »

Arlette Farge (entretiens avec Jean-Christophe Marti),
Quel bruit ferons-nous ?, 2005

Eric Hazan (entretiens avec Mathieu Potte-Bonneville),
Faire mouvement, 2005

Véronique Nahoum-Grappe
(entretiens avec Jean-Christophe Marti),
Balades politiques, 2005

Pierre Bergounioux
(entretiens avec Frédéric Ciriez et Rémy Toulouse),
École : mission accomplie, 2006

Collection « Essais »

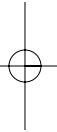
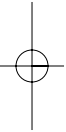
Mathieu Potte-Bonneville, *Amorces*, 2006

Philippe Artières, *Rêves d'histoire*, 2006

Jeanne Favret-Saada, *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins*, 2007

Hors collection

Collectif, *Sept images d'amour*, 2006



Achévé d'imprimer par Normandie Roto Impression S.A.S. à Lonrai
Dépôt légal : février 2007

